

## Sollen wir heiraten?

In den Nordstad-Gemeinden ist auch die Fusion Wahlkampfthema. Der Spitzenkandidat der Diekircher DP sorgt für Abwechslung

## Petits arrangements entre amis

« Caisse noire », actes notariés généreux, conflit d'intérêts, Dippach montre les limites de l'autonomie communale

## „Jonkt Dëppen“

Drohungen und Sexismus – über Anfeindungen in den sozialen Medien und den Umgang von hiesigen Politikerinnen damit

## Ambitions et arithmétiques

Le Stater DP craint pour sa supériorité. Un vade-mecum pour les communes du 11 juin

Photo : Sven Becker





# Ambitions et arithmétiques

Bernard Thomas

## Vade-mecum pour les élections communales dans la Ville de Luxembourg



Le Stater DP ce lundi. Au centre : Lydie Polfer ; à sa droite : Patrick Goldschmidt ; en marge : Corinne Cahen

Le Stater DP est très nerveux. Son mot d'ordre se résume à « tenir la Ville ». Les libéraux savent que leur bastion est sous siège, et qu'au moindre signe de faiblesse, il sera envahi. Ce lundi, le DP présente son programme au premier étage du Pop-Up Hertz sous des plantes en plastique fixées au plafond. Le nouveau local m'as-tu-vu de la Stater bourgeoisie est géré par un des 27 candidats libéraux, Alexandre de Toffol, précédemment associé du Saumur. La maire Lydie Polfer dirige sa troupe, la disposant pour la photo de groupe : « Tu es un peu plus grand, tu dois te mettre là-bas ». Corinne Cahen est présente, mais se tient à l'écart. La ministre de la Famille a perdu la première manche, n'arrivant pas à s'imposer comme tête de liste face aux établis qui se révoltaient contre ce parachutage. Cette fronde a permis à Lydie Polfer d'endosser une posture sacrificielle, de se présenter comme celle qu'on a prié et qui a donné de sa personne, une sorte de consolatrice des affligés. « Tous les gens, mais alors vraiment tous les gens de mon parti m'ont encouragée », disait-elle mercredi dernier sur RTL-Télé.

Le processus d'érosion remonte à plus loin. Le DP semble avoir atteint son zénith en 1999 : 39 pour cent ; et ceci sans Lydie Polfer et Anne Brasseur nommées quelques mois plus tôt au gouvernement. À chacune des trois élections qui ont suivi, les libéraux voyaient leur score tomber de trois points de pourcentage : à 36 pour cent en 2005, à 33 en 2011 et à trente en 2017. En 2023, le DP se présente avec un duo en tête : Lydie Polfer et Patrick Goldschmidt. Or, le lieutenant est peu crédible comme candidat du renouvellement. En tant qu'échevin à la mobilité, il n'a pas réussi à s'émanciper de la bourgmestre dont le souci du contrôle et du détail lui aura laissé peu de marge de manœuvre. « S'il devait un jour y avoir un changement dans la Ville, je serai prêt à prendre mes responsabilités », déclarait-il sur RTL-Radio mardi dernier, dans un accès de témérité. Puis de préciser aussitôt que de « tels changements ne sont pas à l'ordre du jour en ce moment ». Le lendemain sur RTL-Télé, Lydie Polfer martelait le message : « Il n'y a pas de deal ». Âgée de 70 ans, elle veut dissiper toute rumeur sur une éventuelle rotation à mi-mandat : « Soulaang ech mech an där gudder Form spieren, wéi dat lo ass ».

Au moment où le DP part en campagne, trois élus de 2017 manquent à l'appel. Alors que Jeff Wirtz et Tanja de Jager sont restés inaudibles au conseil communal, l'absence de Héloïse Bock fait tache. Issue de la dynastie des Krieps libéraux, elle fait partie des *royals* du parti. Or, l'avocate d'affaires et conseillère d'État a clashé avec la ministre de la Famille autour de la gestion de Servior, et en a quitté la présidence en 2019. Mais le DP reste une redoutable machine à gagner les élections. Le parti organise ainsi treize réunions de quartier

*Ni Bollendorff, ni Bourg, ni Meyers, ni Mosar n'auront réussi à ébrécher l'hégémonie du DP. Au contraire, le CSV se fit progressivement reléguer au rang de junior partner. Serge Wilmes pense aujourd'hui tenir sa chance*

en amont du scrutin. Parmi les douze nouveaux candidats, quelques noms connus, dont la maître bouchère Anne Kaifer ou encore le jeune avocat de chez Elvinger & Hoss, Nicolas Wurth, fils de l'ancien président de l'UEL. Passé du *family wealth management* chez BNP Paribas au groupe parlementaire du DP, le candidat Loris Meyer s'occupe de la coordination de la campagne.

Corinne Cahen s'est jetée dans la mêlée électorale à corps perdu, promettant que si elle entrait au conseil échevinal, elle ne retournerait pas au prochain gouvernement. Elle axe sa communication sur des thèmes écolos et affiche sa proximité avec les Verts. Mais il paraît peu probable que Cahen finisse par supplanter Polfer aux urnes. Même si l'écart entre la ministre et la maire n'avait été que de 150 voix dans la capitale lors des législatives, la polémique sur la gestion pandémique dans les maisons de retraite est passée par là. Ne lui resterait donc qu'une stratégie à long terme. Avant de conquérir le Knuedler, elle devra d'abord conquérir le Stater DP, en y faisant monter

ses alliés. Pour le moment, le « team Lydie » reste ultradominant et les ressentiments contre la prétendante vivaces. Parmi la vieille garde, seule Colette Mart ose afficher publiquement son soutien pour Cahen. « De Wieler soll decidéieren ween den 1. op eiser Lëscht gëtt a ween den 2. an den 3. », écrivait l'échevine à l'enseignement sur Facebook, présentant la candidature Cahen comme « un vent nouveau ».

« Wenn der Gemeinde nicht mehr Befehlsgewalt über die Polizeikräfte eingeräumt werde, sei dem Sicherheitsproblem nicht beizukommen », dit Polfer au *Land*. La citation ne date pas de 2023, ni de 2013, ni de 2003 mais de 1993. Trente ans plus tard, la maire mène toujours campagne avec le même logiciel. Sur son terrain de prédilection elle retrouve le CSV de Laurent Mosar. Le revirement vers un libéralisme de droite fut amorcé dès la mi-mandat, lorsque la Ville envoyait des sociétés privées patrouiller l'espace public. La maire libérale n'hésita pas à entrer en conflit avec trois ministres du gouvernement Bettel. Quoiqu'usée, la stratégie sécuritaire pourrait de nouveau s'avérer gagnante. La maire sortante a d'ores et déjà réussi à imposer ses thèmes de campagne aux médias.

Depuis 1982, Lydie Polfer a réussi à dompter une série de premiers échevins CSV : le clérico-conservateur Léon Bollendorff, l'ex-militaire Willy Bourg, l'orfèvre des institutions Paul-Henri Meyers, le libéral-sécuritaire Laurent Mosar. Aucun d'entre eux n'aura réussi à ébrécher l'hégémonie du DP. Au contraire, le CSV se fit peu à peu ravalier au rang de *junior partner*. Ses résultats déclinaient d'élection en élection, passant de 31,5 à 19,5 pour cent entre 1981 et 2011. Ce n'est qu'en 2017 que le CSV inverse la courbe et remonte à 25 pour cent, porté par la tendance nationale et la promesse de renouveau incarnée par Serge Wilmes.

Face à la maire, Wilmes a paru médusé, mercredi dernier sur RTL-Télé. Le quadra aurait aisément pu jouer la carte du renouvellement et du rajeunissement. Il ne l'a pas fait. Ce ne serait pas son style de mener campagne contre un autre parti. Ce ne serait pas non plus à lui de juger si la longévité en politique constituait un avantage ou un désavantage. La stratégie de Wilmes est d'apparaître aussi inoffensif que possible et à ne surtout pas cliver. À l'entendre parler, on le croirait à la tête d'une des « sociétés d'embellissement » qui florissaient à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Le mot « kiosques » tombe à cinq reprises, rien qu'à la première page du programme du CSV. Son slogan « Le meilleur endroit où vivre » pourrait être issu d'une pub immobilière. Il s'est imposé comme *Spätzekandidat* unique du CSV, refusant de partager l'affiche avec Elisabeth Margue, l'étoile montante du CSV. « Pourquoi aurions-nous fait une Duebel-spätz ? Cela ne fait pas sens. Il y a un maire et pas deux »,

dit-il au *Land*. Wilmes exprime haut et fort son ambition de devenir bourgmestre.

Il en a eu l'occasion en 2017 déjà, par l'arithmétique d'une triangulation noire-verte-rouge. Mais Wilmes finit par choisir les seconds rôles. Il opta pour des ressorts peu compromettants : échevin du Commerce, du Tourisme, des Parcs et Espaces verts. Il s'improvisa expert en politique du trottoir, laissant les décisions urbanistiques – celles qui font et défont les plus-values – à Lydie Polfer. En 2023, le CSV braconne sur les terres du DP ; la liste est quasi-exclusivement constituée d'avocats, de commerçants, de managers et de médecins, et pour compléter cet aréopage de notables, la présidente de la Chambre des notaires. « Le pool d'électeurs est ce qu'il est ; et les électors du CSV et du DP ont toujours été proches », estime Wilmes. Paradoxalement, la force du CSV pourrait tenir aux discordances idéologiques entre ses mandataires : du *poster boy* climatique Paul Galles à l'enfant terrible de la twittosphère Laurent Mosar.

Si Wilmes n'a pas tenté le coup il y a six ans déjà, c'est aussi parce qu'il ne sentait pas d'atomes crochus avec Sam Tanson, alors tête de liste verte. La chimie avec François Benoy devrait être meilleure. Déi Gréng ont lancé la campagne dès l'été dernier, présentant le député comme bourgmestral. Une première, se félicite le parti dans son programme. Un tel scénario reste pourtant peu probable. Déi Gréng devraient d'abord rattraper le CSV qui avait six points de pourcentage d'avance au dernier scrutin. Serge Wilmes devrait ensuite accepter de se contenter de nouveau du rôle de premier échevin, mais cette fois-ci sous un bourgmestre de deux ans son cadet.

Contrairement à Wilmes, Benoy n'hésite pas à s'attaquer au DP, même si cela pouvait couper les ponts vers un retour au collège échevinal. C'est que, de toute manière, une coalition avec Lydie Polfer n'est plus une perspective particulièrement attrayante aux yeux des Verts. La seconde mi-temps de la deuxième coalition bleue-verte (2013-2017) a laissé un goût amer. Autant la collaboration Helminger-Bausch aurait été constructive, autant le partenariat Polfer-Tanson se serait révélé laborieux. « On a eu énormément de difficultés à avancer. Beaucoup de projets ont été bloqués par vous et votre majorité », lançait Benoy en direction de Goldschmidt sur RTL-Radio, mardi dernier. Les Verts semblent par contre avoir peur d'apparaître comme « soft on crime ». Interrogé par RTL sur l'opportunité d'introduire une police municipale, le candidat vert ne voulait se fixer : « C'est une idée... C'est une possibilité qu'on a. » (Face au *Land*, il précise ne pas être en faveur de cette idée qui soulèverait « plus de questions que de réponses ».)

Pour former une coalition sans Polfer, le CSV et les Verts auraient probablement besoin d'un troisième partenaire, le LSAP. En 1993, les socialistes tenaient encore au-dessus de la barre des vingt pour cent ; en 2023, ils risquent de tomber en-dessous de celle des dix pour cent. Le départ à Bruxelles de Marc Angel laisse un grand vide en termes de voix. Le parti a fait le pari du renouvellement, envoyant Gabriel Boisante et Maxime Miltgen au casse-pipe. L'entrepreneur en gastronomie (Urban, Paname, Bazaar) et la communicante (au ministère de l'Intérieur), sont suivis par des descendants de familles socialistes : une Fayot (Cathy), un Goebbels (Gil) et un Krieps (Tom). Le programme du LSAP a été publié tardivement, et il s'avère maigre : quelques revendications génériques et beaucoup de photos de Boisante et de Miltgen.

Au niveau national, Déi Lénk a été secoué par des dissensions autour de l'obligation vaccinale et les livraisons d'armes. Mais au niveau communal, le parti espère maintenir son score de 2017 (6,8 pour cent). C'est que sa liste compte deux députés en rotation (David Wagner et Nathalie Oberweis) ainsi que les deux conseillers sortants Ana Correia da Veiga et Guy Foetz, très actifs au conseil communal. Que la gauche radicale avoisine les sept pour cent dans la capitale est en soi une anomalie historique. Même dans les années 1970 et 1980, le KPL n'y avait jamais réussi à dépasser la barre des cinq pour cent.

Avec Tom Weidig, l'ADR présente une tête de liste très marquée à droite. Après le départ précipité de Roy Reding, et la désertion de Marceline Goergen (qui a rejoint le CSV), le siège semble compromis. Les Pirates sont confiants de pouvoir le capter, ainsi qu'éventuellement un aux Verts. Leur tête de liste, Pascal Clement, est un employé bancaire retraité qui, au milieu des années 90, s'était essayé comme magicien et « mentaliste » semi-professionnel. Il est surtout le père du PDG des Pirates, Sven Clement. Sociologiquement parlant, la liste des Pirates est la plus diverse : On y retrouve un serveur, un ouvrier agricole et une esthéticienne aux côtés d'un avocat, d'une médecin et d'un ancien CEO de la Deutsche Bank Luxembourg. Quant à la liste Fokus, menée par l'ex-secrétaire général du DP, Marc Ruppert, elle a brièvement fait parler d'elle grâce à la proposition de réaménager le parking du Glacis afin de créer un marché couvert, des petits restaurants, voire une piscine à ciel ouvert. (Ruppert se montre par contre très peu intéressé à y construire des logements abordables.) Parmi les candidats, on retrouve l'ancien haut fonctionnaire Daniel Miltgen (père de Maxime), le président de l'Union des consommateurs Nico Hoffmann ou encore l'ancien général (et transfuge de l'ADR) Mario Daubenfeld. ●



# « Siefert frou »

Bernard Thomas

## Lecture croisée des programmes électoraux pour la Ville de Luxembourg

« Food trucks », « tiers lieux », « parcs canins ». Les promesses se suivent et se ressemblent, au fil des programmes concoctés en amont des élections pour le Knuedler. Chaque parti tâche cependant d'y mettre une *unique selling proposition*. Le DP promet des « piscines supplémentaires », dont une, à ciel ouvert, à la Kockelscheuer. (Fokus en préférerait une au Glacis, le LSAP au Kirchberg.) Déi Gréng veulent offrir un pass « Interrail » à tous les enfants de la Ville pour leur dix-huitième anniversaire. Le CSV propose d'ériger des kiosques, beaucoup de kiosques. Déi Lénk songe à « cinq nouvelles bibliothèques de quartier », le LSAP à « un nouveau terrain de rugby » et les Pirates à « un cimetière pour animaux ». Quant à l'ADR, il promet « méi lëtzebuergesch Nimm op Schëlter ».

De nouveaux logements abordables, Déi Gréng veulent en construire « davantage », le CSV « des milliers » et le LSAP 1 400 (d'ici 2030). Quant au DP, il promet investir « au moins » cent millions d'euros par an. Les libéraux mettent le futur « écoquartier » Portes de Hollerich dans la vitrine, un mégaprojet conçu par Paul Helming... il y a presque deux décennies, et toujours au point mort. Le DP veut également « engager [...] un dialogue avec les propriétaires de logements vacants. Ce n'est pas trop tôt. Dans son nouveau Plan d'action logement, la majorité admet que « la Ville n'a pas pris d'initiative pour mobiliser des logements inoccupés » et qu'elle « n'a pas d'aperçu à ce sujet. »

Tous les partis veulent désormais verdifier la ville. Alors que le projet Royal Hamilius (décidé par



Serge Wilmes (CSV) et Lydie Polfer (DP)

le DP et les Verts), et les réaménagements de la Place de Paris et du Knuedler (décidés par le DP et le CSV) parlent une langue très minérale, le CSV promet « un scellement minimal des surfaces », le DP des « places publiques aménagées en fonction du climat » (c'est-à-dire « partiellement désimperméabilisées ») et Déi Gréng la « végétalisation systématique des zones urbaines, des toits et des façades ».

Face au succès du tram (95 000 passagers par jour), le DP plaide désormais pour son extension. Sur

RTL-Radio Patrick Goldschmidt réécrivait l'Histoire en live, s'adressant à François Benoy : « Siefert frou, dass d'Madame Polfer do wor, dass mir lo sou ee schéine Tram hunn ! » Tous promettent la réduction du trafic de transit et une amélioration des pistes cyclables. Le vélo s'est imposé comme nouvel objet du Kulturkampf entre les anciens et les modernes, et le DP craint finir du mauvais côté du *Zeitgeist*. Car la question expose les limites de la politique clientéliste de Polfer qui tente d'éviter en toutes circonstances de froisser les riverains. Ce n'est qu'au compte-gouttes, que la maire a accordé

des concessions aux cyclistes. Le rapport de force entre mobilité « douce » et « individuelle » se négocie donc encore souvent dans les rues. Dans son chapitre sur la criminalité, l'ADR écrit : « Dir sollt Iech iwwerall an ëmmer sécher fillen ». Dans celui dédié à la mobilité, on lit : « Sécherheet ass och ons wichteg, mee et muss a Mooss bleiwen. »

Sur la question des zones 30, un consensus semble se dessiner. Déi Gréng veut en faire « la règle », Déi Lénk « la vitesse par défaut », le LSAP veut les « généraliser » et le CSV l'introduire « dans toutes les rues de la ville (à l'exception des grands axes routiers) ». Seul le DP n'en parle pas, préférant « des radars pour contrôler la vitesse ». Le parti libéral s'engage cependant à « repousser le trafic de transit hors des quartiers résidentiels en introduisant des systèmes de sens unique », tout en promettant « garantir durablement l'accès à la ville pour les visiteurs ». Le parti se félicite aussi d'avoir réaménagé le parking de la Place du Théâtre et « agrandi » celui du Knuedler. Déi Lénk propose, eux, de « surtaxer les places de parking adaptées aux SUV ». L'ADR se défend de toute « diabolisation de la voiture ».

Sur le sujet scolaire, la plupart des partis restent éminemment génériques voire totalement muets. Le DP et Déi Gréng osent une petite sortie en faveur des écoles à journée continue (*Gan-zdaagschoul*). Le premier y est « favorable », les seconds veulent en créer « à moyen terme ». Quant aux projets-pilotes d'alphabetisation en français, les Verts veulent les « promouvoir », tandis que Déi Lénk propose prudemment de « prendre

part à la discussion ». (Bien qu'initié par son ministre, le DP n'en parle pas.) Le fait qu'un enfant sur deux ne fréquente plus l'école communale n'est mentionné dans aucun des programmes, à part celui de Déi Lénk qui y voit un risque d'« atomisation » de la société. La gauche radicale est également la seule à vouloir « endiguer drastiquement » le tourisme scolaire ; une revendication qui semble électoralement suicidaire tellement la pratique est répandue. Par moments, le parti s'enferme dans le carcan corporatiste des syndicats enseignants. Les écoles publiques internationales seraient ainsi un système « parallèle » menaçant « l'unicité » du système scolaire.

En ce qui concerne la sécurité, le DP, le CSV et l'ADR sont sur une ligne ; la droite populiste félicitant Polfer et Wilmes d'avoir voulu interdire la mendicité. Les trois partis plaident pour la réintroduction d'une police municipale, placée « sous l'autorité du bourgmestre ». Les programmes restent vagues quant à la mise en pratique. Le parti libéral estime que ces unités devraient être « mises à disposition » par la Police nationale, le CSV qu'elles devraient être « bannent der Police Grand-Ducale ». Samedi dernier, l'ancien procureur d'État à Diekirch, Jean Bour, soulevait une série de questions dans le *Wort*. Une telle police communale « sera-t-elle placée sous la seule direction du bourgmestre avec les risques d'influence que cela comporte ? S'agira-t-il d'une police 'au rabais' par rapport à la police (étatique) ? » Et de pointer « le danger d'un émiettement des forces et synergies si difficilement réalisées par la fusion ».

## Micro-fiefs



François Benoy, Déi Gréng

En 1957, la Ville comptait 9 400 électeurs de plus qu'en 2017. Cette atrophie du corps électoral explique que les communales continuent à se jouer dans un entre-soi anachronique, marqué par le clientélisme. Aux communales de 2017, le DP a récolté 30,04 pour cent au niveau de la Ville. Les libéraux surperforment dans certains quartiers : 31,2 pour cent à Cessange, 32,2 à Dommeldange-Eich et 35,2 dans le bureau de vote du Cercle Cité. Au Pfaffenthal, le parti a toujours pu compter sur la loyauté des ouvriers communaux et capte encore 36,5 pour cent des voix. Dans le quartier plus bobo de Bonnevoie-Sud, le DP ne réalise « que » 28,2 pour cent. Au Kirchberg et dans le Rollingergrund, les libéraux se classent même derrière les chrétiens-sociaux. Emmené par le gendre idéal, Serge Wilmes, le CSV (25,03 pour cent) réalise sa meilleure performance dans les beaux quartiers de Belair (28,4) et de Merl (29,3), et explose la concurrence dans la Fondation Pescatore (40,1). Le score des Verts (19,3 pour cent) enregistre des pics à Weimerskirch (23,4) et au Pfaffenthal (23,7) ; et des bas à Eich (15,5) et à Cessange (18,8). Chuté à un score désastreux de onze pour cent, le LSAP n'a résisté qu'à Eich (16,6 pour cent). Le vote Déi Lénk (6,8 pour cent) dépasse les huit pour cent à Bonnevoie, à la Gare et à Clausen-Grund. Dans les quartiers de Dommeldange (8,4) et du Kirchberg (9,0), la gauche radicale devance même la gauche sociale-démocrate. Dans les secteurs bourgeois de Merl-Belair, le score de Déi Lénk tombe en-dessous de cinq pour cent, celui du LSAP à neuf et quelques. L'ADR se retrouve largement marginalisé (4,3 pour cent), enregistrant son score le plus faible au Limpertsberg (2,7) et son score le plus fort au Pfaffenthal (10,9). bt

## Classe et nation

12 600 non-Luxembourgeois se sont finalement inscrits sur les listes électorales de la Ville. Par rapport aux 68 000 électeurs potentiels, ce n'est pas énorme. Par rapport aux 32 000 électeurs luxembourgeois, c'est quand même considérable, un quart du corps électoral. C'est la grande inconnue du scrutin. Les partis ont du mal à cerner ces nouveaux électeurs, et vice-versa. Les étrangers nouvellement inscrits viennent s'informer aux stands électoraux sur le paysage politique et cherchent des analogies politiques avec leur pays d'origine. À l'inverse des Luxembourgeois qui viennent surtout y formuler leurs doléances.

Parmi ces nouveaux électeurs, les Français sont de loin la nationalité la plus représentée (3 200), devant les Portugais (1 600) et les Italiens (1 300). Publié l'année dernière, le rapport de l'Observatoire social de la Ville du Luxembourg livre en vrac des données sur le revenu moyen par nationalité. Dans une ville où 56 pour cent des habitants travaillent dans la finance, les écarts sont énormes. Le salaire moyen est ainsi de 2 000 euros pour les Portugais, de 6 000 pour les Luxembourgeois et de 6 500 pour les Français. (Ces chiffres sont partiels, car ils ignorent les revenus en capital, notamment la rente locative dont profitent surtout les Luxembourgeois.)

La situation matérielle a évidemment un impact sur le comportement électoral. Parmi les 13 200 Français ayant voté au Luxembourg, Emmanuel Macron a ainsi engrangé, dès le premier tour de la présidentielle, 49 pour cent des voix. Ce qui pourrait être un bon signe pour le DP, dont le Premier



Gabriel Boisante, LSAP

ministre affiche sa proximité avec le Président français. Mais ce fut surtout le score réalisé par Éric Zemmour au Luxembourg (10,5 pour cent contre 7,2 en France) qui avait choqué en avril 2022. La base électorale de ce vote d'extrême-droite devrait en partie se recouper avec un milieu qui a gagné en importance au Grand-Duché : La haute bourgeoisie française ultra-catholique, aussi libérale sur les questions économiques que conservatrice sur les questions sociétales. Le LSAP a espéré que Gabriel Boisante, sa tête de liste francoluxembourgeoise, réussirait à convaincre l'électorat français. Ces attentes ont été quelque peu refroidies. Maxime Miltgen constate que les Français rencontrés aux stands « ne sont pas convaincus par le socialisme ». Le comportement électoral est davantage lié à la classe sociale qu'à la nationalité. bt

### Mehr als 23.500 Unternehmen vertrauen der BIL heute. Und Sie?

Bei der BIL wird Ihr persönlicher Kundenberater von den besten Spezialisten unterstützt, um Sie bei der Verwirklichung Ihrer beruflichen und privaten Vorhaben zu unterstützen. Entdecken Sie unsere verschiedenen Dienstleistungen auf [www.bil.com/businessowner](http://www.bil.com/businessowner) oder nehmen Sie direkt Kontakt mit Ihrem Kundenberater der BIL auf.



LEITARTIKEL

# Ze no bei mir

Sarah Pepin

Knapp zwei Wochen nach offiziellem Beginn des Gemeinewahlkampfs hat die visuelle Sättigung bereits eingesetzt. Gesättigt von den unzähligen Hohlkammerplakaten, *Wësselmänner* und *Chevaleten*, die gefühlt alle zwei Meter mit den Gesichtern von Spitzen/ kandidatinnen und Stock-Fotos trotzen – ein regelrechter *face overload*. Vor allem in der Hauptstadt und im Speckgürtel gibt es keine Ruhepause für die Augen.

Die Wahlkampf-Slogans sind recycelt (*d’Land*, 19.05.2023), die meisten Gesichter Alteingesessene, die mit großen Versprechen neue Wähler/innen ansprechen wollen. Luxemburg-Stadt ist das umkämpfte Terrain in den Gemeinewahlen, dabei hat sich mehr als die Hälfte der Wahlberechtigten gar nicht erst registriert. Das ganze Spektakel bietet sich also 44 716 Wähler/innen, 32 090 Luxemburgern und 12 626 Ausländern.

Im Detail sieht es folgendermaßen aus: Nummer eins belegt die LSAP mit 1 150 aufgehängten Hohlkammerplakaten, also jenen meist doppelseitigen, die an den Laternen hängen. Die ADR hat 900 solcher Schilder aufgehängt, die DP 325, die CSV 220, die Piraten 190 und Fokus 300 Einseitige. Déi Gréng und Déi Lénk haben aus ökologischen Gründen auf Hohlkammerplakate verzichtet. (Erstere sind mit insgesamt 126 Plakaten, davon 13 großen, in der Stadt sichtbar; Letztere mit 50 Schildern und drei größeren.) Berechnet man anhand von nur dieser Art von Plakat die Wähler-Plakat-Ratio, liegt sie bei knapp 1:14, in der Realität noch weitaus niedriger. Die visuelle Sättigung ist real.

„Es ist der erste Wahlkampf von Gabriel und mir und das erste Mal als Spitzenkandidatin, aber aus Erfahrung lernt man und ich würde es persönlich bei einem eventuell nächsten Mal runterschrauben“, sagt Maxime Miltgen (LSAP). Guy Foetz (Gemeinderat für déi Lénk) findet die visuelle Offensive beeindruckend, denkt aber auch, dass die Anzahl im öffentlichen Raum eingeschränkt werden sollte; auch wenn er die Wahlplakate als legitimen Bestandteil einer Demokratie versteht. Serge Wilmes (CSV) findet: „Wir müssen uns richtige Spielregeln geben, das Ganze gesetzlich regeln“, und spricht von einer „totalen visuellen Verwirrung, die nur noch ablenkt“.

Eine gesetzliche Regelung, gar eine Kontrolle der Plakatierung gibt es tatsächlich nicht (unter die stärkere Bewachung der Partei-Präsenz in den audiovisuellen Medien durch die Alia fällt es nicht). Im Wahlkampfabkommen, das alle Parteien im Januar für die Gemeinde- und die Nationalwahlen unterzeichnet haben, wird in groben Zügen festgelegt, wie ein fairer Wahlkampf auszusehen hat. Neben dem Verbot von Social Bots und der Diffamierung von anderen Parteien wurde die Zahl an Großplakaten (mehr als 150 zu 200 Zentimeter) auf 90 limitiert (für die Nationalwahlen dürfen 120 aufgestellt werden); die Parteien haben sich dazu verpflichtet, die großen abzubauen. Das Abkommen legt auch ein Budget von 100 000 Euro für Werbezwecke fest – doch es ist lediglich eine informelle Vereinbarung. Ein Kompromiss, der von allen Parteien getroffen wurde, dessen Sinnhaftigkeit man aber ernsthaft infrage stellen kann, wenn sich am Ende eh niemand daran hält.

Bringt es den Politiker/innen also mehr Kreuzchen am Wahltag, wenn sie die Hüften zu *Dëppefester* und nationalen Sportevents schwingen? Man denke an die rezente Tanzeinlage von Lydie Polfer (DP), Corinne Cahen (DP) und Laurent Mosar (CSV) beim ING Marathon. Oder entscheidet sich jemand, der den Mobilitätsschöpfen Patrick Goldschmidt (DP) zum 25. Mal bei seinem Stadtspaziergang sieht, dann doch plötzlich dafür, ihm seine Stimme zu geben? Mangels Forschung zu den Gemeindevahlen kann dazu wenig empirisch Belegtes gesagt werden. In Deutschland zeigte jedoch eine Studie im Auftrag der Konrad-Adenauer-Stiftung, dass sich 92 Prozent der Deutschen im letzten Bundestagswahlkampf an mindestens ein Wahlplakat erinnern; sie sind also zumindest insofern erfolgreich. Doch auch hier gilt mit Sicherheit: Weniger ist mehr.

MOBILITÄT

## Parken bis nach Madrid

Die von Mobilitätsminister François Bausch (Grüne) gestern vorgestellte „Parkraumstrategie“ enthält eindrucksvolle Vergleiche. Sie sagt nicht nur, dass die (Stand 2021) 893 000 landesweit genehmigten Parkplätze 2,08 Plätzen pro zugelassenem Auto entsprächen. Sondern zum Beispiel auch, dass die 271 000 entlang von Straßen bestehenden Plätze zusammengekommen einen 1 518 Kilometer langen Parkstreifen ergäben oder einmal die Strecke Luxemburg-Madrid.

Denn die Ausweisung von Parkplätzen ist Sache der Gemeinden; dass Bausch die Strategie drei Wochen vor den Gemeindevahlen publik gemacht hat, ist kein Zufall. Er hofft, sie werde „die Diskussion verändern“. Sein Papier führt das Gemeinwohl ins Feld: Das Großherzogtum habe nicht nur viele Parkplätze (Foto: Archiv Martin Linster). Weil 53 Prozent öffentlich zugänglich sind, könne öffentlicher Raum nicht in so einem Ausmaß privaten PKW zur Verfügung stehen. Luxemburg-Stadt ist offenbar Spitze mit 2,73 Parkplätzen pro in der Stadt zugelassenem Auto. In Amsterdam sind es nur 0,98, in Paris 1,23 und selbst in der Geldmetropole Zürich mit 1,98 noch deutlich weniger. „Natürlich hat die Hauptstadt Einpendler und viele Arbeitsplätze, aber das ist zu viel“, so Bausch zum *Land*.

Das schnell zu ändern, ist nicht ganz einfach. Zum Beispiel erklärt die Strategie, „Langzeit- und Dauerparken“ von mehr als fünf Stunden sollte es auf öffentlichem Grund möglichst überhaupt nicht geben. Oder es müsste, um des Gemeinwohls willen, „angemessene Parkgebühren“ kosten. Um einen Anfang zu machen, wird den Gemeinden nahegelegt, Vignetten für das Anwohnerparken nicht mehr gratis auszugeben. Manche tun das schon: In Echternach werden für eine Vignette für das erste Auto pro Haushalt 48 Euro im Jahr erhoben. In Luxemburg-Stadt sind es null. Womit man sagen könnte, dass die Hauptstadtgemeinde das erste Auto pro Haushalt mit jährlich 2 100 Euro subventioniert, denn so viel kostet eine Jahresmiete für einen Außenparkplatz im Schnitt. In Amsterdam, zum Vergleich, werden für eine Anwohner-Vignette je nach Zone zwischen 104 und 574 Euro im Jahr fällig.

Ein anderer laut der Strategie rasch umsetzbarer Ansatz, den öffentlichen Parkraum besser zu nutzen, sei der Ausbau des Kurzzeitparkens: maximal eine Viertelstunde vor Geschäften. Der lokale Einzelhandel würde gestärkt, wenn auf diese Weise dafür gesorgt würde, dass die Kundschaft für eine schnelle Besorgung garantiert einen Parkplatz vor Läden findet. Diese Idee, sagt der Mobilitätsminister, habe er den *Stater* Grünen in den Wahlkampf zu tragen empfohlen. pf



P E R S O N A L I E N



## Claude Wiseler,

Ko-Parteipräsident der CSV, erklärte am Montag im *RTL*-Fernsehen, Gemeinde- und Kammerwahlkampf „darf man nicht miteinander verwechseln. Das ist nicht dasselbe“. Offenbar möchte die Parteispitze den Eindruck zerstreuen, es gehe ihr im Superwahljahr 2023 nur um den Wiedereinzug in die Regierung. Elisabeth Margue, die andere Parteipräsidentin, hatte vor zwei Wochen dem *Quotidien* erzählt, kommunale und nationale Politik seien „ein Ganzes“, und nur in einer „ersten Phase“ gelte die Aufmerksamkeit der CSV den Gemeindevahlen (Foto: Sven Becker). pf

## René Pizzaferrì,

Präsident der Patientevertriedung, hat im Namen der Organisation Premier Xavier Bettel (DP) in einem offenen Brief aufgefordert, der Gesundheitsministerin zu „untersagen“, der International Health Regulation zuzustimmen, die von der WHO bei ihrer bis kommenden Dienstag dauernden Generalversammlung beschlossen werden soll. Darin werde ein Pandemievertrag „festgezurr“, der eine „Weltherrschaft im Namen der Gesundheit“ ermögliche. Die „Autonomie eines jeden Nationalstaates sowie die Demokratie per se“ würden ausgehebelt, „sobald eine Pandemie ausgerufen wird“. Die WHO stehe „unter dem Einfluss der Pharmakonzerne“. Die Abgeordnetenkammer solle über den Austritt Luxemburgs aus der WHO „in der Form, wie sie jetzt besteht“, diskutieren.

Im Ausland waren derlei Theorien bereits vor einem Jahr im Umlauf. In Deutschland versuchte die AFD daraus politisches Kapital zu schlagen. Der Entwurf zum Pandemievertrag, der vor allem Kooperationen stärken soll, beginnt bereits in seiner Präambel mit: „Reaffirming the principle of sovereignty of States Parties in addressing public health matters, notably pandemic prevention, preparedness, response and health systems recovery ...“. Artikel 4(3) lässt den WHO-Mitgliedstaaten „the sovereign right to determine and manage their approach to public health, notably pandemic prevention, preparedness, response and recovery of health systems pursuant to their own policies and legislation“. Vorausgesetzt, das schädigt andere Staaten und Bevölkerungen nicht. pf

E N E R G I E

## Strom vom Acker

Im Oktober hatte Energieminister Claude Turmes (Grüne) eine Ausschreibung für Agri-Photovoltaik-Anlagen lanciert. Solche Freiflächen-Anlagen sollen Energiegewinnung und landwirtschaftliche Flächennutzung miteinander verbinden. Die CSV-Abgeordneten Martine Hansen und Paul Galles wollten in einer parlamentarischen Anfrage wissen, wie viele Projekte bisher eingereicht wurden. Noch keines, antwortet Turmes, zeigt sich aber zuversichtlich: Die Ausschreibung laufe noch bis August, und er erwarte erst kurz vor der Deadline Rückmeldungen aus dem Agrarsektor. Wer sich unter Landwirt/innen umhört, kann die Zuversicht allerdings anzweifeln: Bemängelt wird, die Machbarkeitsstudien seien zu teuer und das Lastenheft zu umfangreich. Eine Freiflächenanlage sollte bei voller Auslastung in einem Jahr 55 Gigawattstunden Strom produzieren, rechnet der Minister vor. Das entspräche 5,5 Prozent des Verbrauchs der knapp 271 000 Haushalte im Jahr 2021. sm

G E S U N D H E I T

## Kognitive Dissonanz

Dass 20 Zigaretten und 50 Gramm Rolltabak bis zum Sommer um 20 Cent teurer werden, hat Gesundheitsministerin Paulette Lenert (LSAP) am Mittwoch als Beitrag zum Kampf gegen den Tabakkonsum angeführt. Auf eine Anfrage des *Land*, wieso die Endpreise nicht um zwei Euro steigen sollen, um sie näher an die in Belgien, Frankreich und mittlerweile auch in Deutschland zu rücken, sagte sie, „eine graduelle Tabakpreis-Erhöhung soll die Umsetzung von Gesundheitsmaßnahmen erlauben und die Balance der Staatsfinanzen erhalten“. Eine weitere Preiserhöhung folge 2025.

Da die Akzisenennahmen allein auf Zigaretten mittlerweile höher sind als die aus dem Dieselverkauf, ist der *choix politique*, den der Regierungsrat schon am 21. April getroffen hat, nicht überraschend. Vom Finanzministerium wurde die Nachfrage, wieso nicht zwei Euro um der öffentlichen Gesundheit willen, nicht beantwortet und weshalb es eine nächste Preiserhöhung erst 2025 geben soll und nicht schon 2024, mit: „Weil der Regierungsrat es so festgelegt hat.“ Unterdessen geht der Entwurf der großherzoglichen Verordnung über die 20 Cent mehr in einer *fiche financière* davon aus, dass die Staatskasse dadurch pro Jahr 3,5 Millionen Euro mehr einnehmen werde. Ob dem die Annahme zugrundeliegt, dass weniger verkauft würde und die Preiserhöhung dies kompensiert, oder nichts sich ändert und mehr Geld in die Kasse kommt, beantwortete das Finanzministerium nicht: Es handle sich um eine „budgetäre Schätzung“, und die 3,5 Millionen seien „indikativ“. Statistisch gesehen, sterben pro Tag in Luxemburg drei Menschen an den Folgen des Rauchens. Der jüngsten Erhebung der Fondation Cancer zufolge rauchten vergangenes Jahr 28 Prozent der ab 16-Jährigen. Es handelte sich

um den dritten Anstieg in Folge. Die Gesundheitsministerin bleibt „überzeugt, dass der Preis die eindeutig wirksamste Maßnahme ist, um den Tabakkonsum in einem Land zu steuern“. pf

## Messer im Kopf

CHL und Hôpitaux Robert Schuman wollen gemeinsam dafür sorgen, dass Neurochirurgen, die an der zu Schuman gehörenden Zithaklinik tätig sind, wie bisher Operationen am Schädelinnern durchführen können. Ein Interview mit Schuman-Generaldirektor Marc Berna am Montag im *RTL*-Radio machte publik, dass die betreffenden Ärzte von einer Änderung der Gebührenordnung überrascht worden seien: Sie hat die Tarife für Neurochirurgie ganz neu festgelegt und erlaubt die meisten Eingriffe am Schädelinnern nur am Service national am CHL abzurechnen.

Eigentlich gelten die neuen Tarife schon seit fast einem Jahr, haben die Zitha-Ärzte seit letztem Herbst ein Problem damit und wird über eine Lösung schon lange diskutiert. Weil einige Ärzte unlängst beim Verwaltungsgericht geklagt haben und es parlamentarische Anfragen gibt, sollte die Öffentlichkeit erfahren, dass eine Lösung naht: Der Service national soll in der Zitha eine „Antenne“ erhalten. Auf Basis eines gemeinsamen medizinischen Konzepts von Schuman und CHL bekämen für komplizierte Eingriffe kompetente Zitha-Ärzte Zugang zum Service national, könnten andererseits an der Zitha weiterhin beispielsweise akute Hirnblutungen an Verunfallten operieren, die in der Notaufnahme der Hôpitaux Schuman ankommen. Was nach einer klugen Lösung klingt, wirft aber zum Beispiel folgende Frage auf: Wenn Operationen Verunfallter so wichtig sind, dass sie auch außerhalb des Service national erfolgen müssen – wieso dann nicht auch in Esch und in Ettelbrück? Die Antworten zu den wirklich großen Herausforderungen an die Klinikmedizin, wie sie strukturiert, organisiert und finanziert sein soll, werden durch Bastel-Lösungen immer weiter verschleppt. pf

# Blog



# Sollen wir heiraten?

Peter Feist

In den Nordstad-Gemeinden ist auch die Fusion Wahlkampfthema. Der Spitzenkandidat der Diekircher DP sorgt für Abwechslung



Erpeldingen an der Eisenbahn. Hier soll die Zentrale Achse Nordstad attraktiv urbanisiert werden

Es geschah am Mittwoch vergangener Woche auf dem Diekircher Marktplatz: *Radio 100,7* hatte die Spitzenkandidaten von LSAP, CSV und DP zu einer Live-Diskussion im lokalen Wahlkampf geladen. DP-Gemeinderat José Lopes Gonçalves erklärte: „Für uns ist eine Nordstad-Fusion zu fünf keine Priorität mehr.“ Sie brächte „den Bürgern keinen wirklichen Mehrwert“. Besser wäre, zunächst zu zweit oder zu dritt zu fusionieren.

Damit kam die Fusion im Gemeindevahlkampf an. In Diekirch auf jeden Fall, in Ettelbrück, Schieren, Bettendorf und Erpeldingen vermutlich auch. Zu erwarten war das. Gegenüber dem *Land* sagen die Bürgermeister/innen aller fünf Gemeinden, falls die Bürger/innen den Eindruck haben, das Nordstad-Projekt sei versackt, könnten sie das verstehen. Dass jemand kommt und die Gemeinde-Hochzeit, wie es sie in diesem Umfang hierzulande noch nie gab, in Frage stellt, wäre demnach nicht überraschend.

Wahlkampfthema wäre die Fusion aber auch geworden, wenn die Nordstad-Gemeinden in spe soweit gegangen wären, wie sie theoretisch hätten gehen können. Dann wäre bei ihnen die Nordstad heute in aller Munde. Vor vielleicht sechs Monaten hätte der „Fusionsprozess“ eingeleitet werden können: Die fünf Gemeinderäte hätten das in „Absichtserklärungen“ beschlossen, das Innenministerium dann einen Fusions-Gesetzentwurf zu schreiben begonnen, die Bürger/innen wären über die Einzelheiten der Fusionspläne informiert worden. Seit Ende 2018 führten die fünf Schöffenräte „Sondierungsgespräche“. Die Gemeinderäte bekamen den Entwurf eines Fusionsplans vorgelegt. Wäre er angenommen worden, wäre der derzeitige Wahlkampf auch einer vor dem Fusions-Referendum.

So vorzugehen, wurde aber verworfen. Denn der ursprüngliche Plan hatte gelautet, im Sommer 2022 den Gesetzentwurf vorliegen zu haben und das Referendum abzuhalten, bei einem Ja das Fusionsgesetz vor den Gemeindevahlen zu verabschieden. Dass daraus nichts wurde, führen alle fünf Bürgermeister/innen auf Corona zurück. Auf den Arbeitsaufwand, der „unterschätzt“ worden sei, wie die Bettendorfer Bürgermeisterin Pascale Hansen sich ausdrückt. Und ein wenig auch darauf, dass „die kleinen Gemeinden nicht so schnell vorangehen wollten wie Ettelbrück und Diekirch“, wie Ettelbrücks Bürgermeister Jean-Paul Schaaf (CSV) erklärt, aber gleich hinzufügt: „Ich gebe da niemandem eine Schuld. Corona hat uns schon gelähmt.“ Weil alles länger dauerte als geplant, wurde vereinbart, mit den Absichtserklärungen zur Fusion durch die Gemeinderäte bis nach den Wahlen zu warten. Niemand wollte sich nachsagen lassen müssen, nur Monate vor dem Urnengang eine Entscheidung herbeigeführt zu haben, die an die neuen Gewählten einfach vererbt worden wäre, falls die ein politisches Problem damit hätten. Das erklären alle fünf Bürgermeister/innen offiziell.

An eben dieser Stelle setzt in Diekirch José Lopes Gonçalves an. Strategisch, sagt er, wolle er nicht das Nordstad-Projekt torpedieren. Der 37-jähri-

*Für die Diekircher DP-Sektion hat die Fusion zu fünf keine Priorität mehr. Das ist aber nicht die Position der DP Norden*

ge Anwalt, der seit 2011 im Gemeinderat sitzt, will „Klartext von den anderen Parteien“, die in Diekirch zur Wahl antreten. Ihnen unterstellt er, eine Fusion zu fünf eigentlich nicht zu wollen. „Ich bin fundamental davon überzeugt, dass in der aktuellen LSAP-Mehrheit in Diekirch niemand wirklich dafür ist, aber das Gegenteil erklärt, wenn die Mikros an sind.“ Die Parteizentralen von CSV und LSAP würden „das Potenzial für einen Nordstad-Bürgermeister für sich sehen“. In Diekirch selber dagegen ließen die LSAP und ihr Bürgermeister Claude Thill zur Nordstad „die Handbremse nie ganz los“. Deshalb, sagt er, sollten die anderen Parteien sich so klar wie er zu einem Fusions-Referendum äußern. Wie er das vertritt, soll es ein Referendum über die Fusion zu fünf geben, aber den Wähler/innen würde er raten, mit Nein zu stimmen.

Ob sich dahinter mehr versteckt als ein origineller Versuch, sich von den anderen zu unterscheiden, ist nicht leicht zu sagen. Dass er um einer Koalition in Diekirch willen kompromissbereit wäre, hatte Lopes Gonçalves schon auf dem Marktplatz angedeutet, als er auf die Frage, ob er eine Fusion zu fünf ganz ausschließt, entgegnete, „man soll nie nie sagen“. Und vermutlich könnte auch er sich nach den Wahlen der Linie seiner Partei unterordnen: Eric Thill, der Präsident der DP Norden, hat die Aussagen des Diekircher Spitzenkandidaten „zur Kenntnis genommen, aber das ist nicht die Position unserer Nord-Sektion“. Die sei für eine Fusion zu fünf, und als Bürgermeister der Nordstad-Majorzgemeinde Schieren ist Eric Thill es auch. „Die fünf Gemeinden müssen sich nach den Wahlen ganz schnell zusammensetzen und besprechen, wie es weitergehen soll.“

Weil der Fusionsprozess Verzug bekommen hat, ist es normal, dass da und dort wahltaktisches Kalkül sich ausdrückt. Die Rolle eines *agent provocateur* spielt neben Lopes Gonçalves, wie es scheint, niemand. Aber als das *Wort* am Dienstag die Spitzenkandidaten von zwei der drei Bürgerlisten interviewte, die in der neuen Proporzgemeinde Bettendorf antreten, sagte José Vaz do Rio von „Eng Equip fir Iech“, er habe zu der Fusion „keine Meinung“. Was erstaunlich ist, denn

Vaz do Rio ist der Erste Schöffe der Gemeinde. Doch die Entscheidung über die Nordstad allein „in die Hand der Bürger beim Referendum“ legen zu wollen, kann auch eine Wahlkampffosition sein.

In Erpeldingen wiederum sorgte Bürgermeister Claude Gleis vergangene Woche für Aufmerksamkeit. Und in Ettelbrück bei Nordstad-Vorkämpfer Jean-Paul Schaaf. Gleis beschwerte sich, weil Ettelbrück die Baugenehmigung für ein Windrad in Bürden, ganz nah bei Erpelding, erteilt habe, ohne alternative Standorte in Betracht zu ziehen. Die Zusammenarbeit sei zur Nordstad ja sonst gut, sagte Gleis bei einer Pressekonferenz, aber zu dem Windrad „so schlecht, dass wir sogar fürchten, dass unsere Fusionsgespräche in Frage gestellt sind“.

Schaaf soll erboast gewesen sein, weil Gleis so schweres Geschütz aufführ. In der Öffentlichkeit bringt er für den Erpeldinger Kollegen Verständnis auf: „Da machen Bürger sich Sorgen. Ich nehme an, Gemeinderat und Bürgermeister positionieren sich dazu.“ Wahrscheinlich ist Schaaf klar, dass es unklug wäre, die Windrad-Anrainer und vielleicht die Erpeldinger generell gerade jetzt gegen die größere Nachbargemeinde aufzubringen: Claude Gleis, dem Nordstad-strategisch große Nähe zu Schaaf nachgesagt wird und der über sich selber erklärt, „ich bin für die Nordstad, das wissen alle“, spricht im Wahlkampf ganz bewusst nicht von der Fusion, sondern vom „dritten Entwicklungspol des Landes, den man stärken muss“. Dabei „kämpfe ich für die Fusion“, doch das im Erpeldinger Wahlkampf laut zu sagen, könnte als Vorgriff auf das Referendum missverstanden werden. „Nicht alle Kandidaten sind hier für die Fusion.“ Und viele Bürger/innen würden sich Fragen stellen. Die Bemerkung zum Windrad habe deutlich machen sollen, dass die Gemeindeführung aufpasst, dass Erpeldingen von Ettelbrück und Diekirch nicht dominiert wird.

So dass die Nordstad-Fusion zu fünf bei den Wahlen in drei Wochen wohl nicht allzu sehr in Frage steht, und anschließend selbst bei einem Einzug der DP in den Diekircher Schöffenrat nicht. Die politischen Mühen drohen in der Zeit danach. Wenn Projekte definiert werden müssen, „mit denen wir die Bürger auf unsere Seite bringen“, wie der Diekircher Bürgermeister Claude Thill das sieht. Projekte, die wir, so Jean-Paul Schaaf, „als fusionierte Nordstad realisieren können, ohne Fusion dagegen nicht“. Noch sind sie nicht definiert. José Lopes Gonçalves stichelt, was den Gemeinderäten bisher an Ideen vorgelegt wurde, seien „nice to have, aber nichts, was für die Bürger fundamental etwas ändern würde, wenn man fusioniert“.

Falls man fusioniert, und obendrein schon bald, könnte aber vielleicht schon in drei Jahren erneut gewählt werden. Fände das Referendum 2025 statt, könnte 2026 gewählt werden, findet Jean-Paul Schaaf, der stets aufs Tempo drückt. Denn die Gemeinderäte der fünf einfach zusammenzulegen, ginge nicht; mit 52 Sitzen wäre dieser Nordstad-Gemeinderat fast so groß wie die Abgeordnetenkammer. ●

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

## Business as usual

Der Conseil national des finances publiques (CNFP) ist eines der vielen Gremien, die prüfen, ob sich der Staat den Maastrichter Haushaltskriterien unterwirft. Ob er genug zur ökonomischen Disziplinierung der subalternen Klassen unternimmt. Vergangene Woche veröffentlichte der CNFP eine *Évaluation de la fiabilité des prévisions macroéconomiques et budgétaires*.

Der CNFP verglich die Wirtschafts- und Haushaltsprognosen mit der tatsächlichen Entwicklung. Er verlangt wissenschaftliche Strenge von Finanzministerium und Stateg. Damit Indexmanipulationen, die Erhöhung oder Senkung von Steuern und Staatsausgaben mathematisch zwingend erscheinen. Konjunkturprognosen waren rezent die unsichtbaren Fäden, an denen sich die Tripartite-Unterhändler bewegten.

Der CNFP prüfte, ob sich die Prognosen des Wirtschaftswachstums nachträglich als richtig erwiesen. Das Ergebnis lässt sich an einem Balkendiagramm ablesen (S. 9): Von 1996 bis zum Bankenkrach 2008 unterschätzte das Stateg regelmäßig das Wachstum des Bruttoinlandsprodukts. Das war die Zeit der neoliberalen Deregulierung der Finanzmärkte. Das Stateg war nicht optimistisch genug, wie viel der Finanzsektor daran verdienen würde.

Nach 2008 überschätzte es regelmäßig das Wachstum. Das war das verlorene Jahrzehnt der Austerität, Euro-Krise und Nullzinsen. Das Stateg war zu optimistisch, dass es der Volkswirtschaft bald so gut ginge wie den Aktien- und Immobilienbesitzern.

Gründlich irrte sich das Stateg 2001, 2008, 2017 und 2020. Das waren die Jahre der geplatzten Internet-Blase, des Bankenkrachs, eines endenden Konjunkturzyklus und der Covid-Seuche. Der CNFP findet die Fehlprognosen unvermeidlich. „[C]ar les modèles sur lesquels se basent en général les prévisions ne peuvent pas prévoir de chocs“ (S. 10).

Das Konjunkturmodell Modux des Stateg enthält 100 Gleichungen mit 500 Unbekannten. Trotzdem ist es auf *Business as usual* geeicht. Dass alles irgendwie weitergeht wie bisher. Geht es nicht weiter wie bisher, war das Pech. Die Schuld bekommt ein „externer Schock“.

Die Covid-Seuche gilt als ein der Wirtschaft externer Schock. Schocks sind gewöhnlich der Kapitalverwertung intern: Der Akkumulationszwang, die auf eine

hypothetische Nachfrage spekulierende Produktionsweise, der Konkurrenzdruck pipfeln regelmäßig in Überkapazitäten und Spekulationsblasen. Dann wird das keine Gewinne mehr versprechende Kapital entwertet in zyklischen Krisen, neuen Akkumulationsregimen, schlimmstenfalls in Kriegen.

Die Rechenmodelle der Konjunkturprognosen sind darauf geeicht, dass alles irgendwie weitergeht wie bisher. Geht es nicht weiter wie bisher, war das Pech

Doch die Schocks und Krisen sind in den gängigen Rechenmodellen nicht vorgesehen. Diesen liegt der keynesianistisch modernisierte Glaube zugrunde: Dass die Märkte für ein zeitloses Gleichgewicht von Angebot und Nachfrage sorgen. Krisen gelten als kurze Schönheitsfehler der Normalität.

Zyklisch wie die Geschäfte schaffen die Unternehmer Arbeitsplätze und bauen sie ab. Das hierzulande operierende Kapital stationiert seine industrielle Reservearmee in Lothringen. Der CNFP wundert sich: „La croissance de l'emploi est généralement sous-estimée“ (S. 13).

Der CNFP kritisiert das Finanzministerium: „Les soldes budgétaires nominaux prévus de l'administration centrale sont fortement sous-estimés sur la période de 2007 à 2021, ceci d'environ 500 millions d'euros en moyenne annuelle“ (S. 22). Das gilt seit Jahrzehnten als vorsichtiges Haushalten. Es hilft, Forderungen nach Sozialleistungen oder Steuersenkungen abzulehnen. Vergrößern die „Mehreinnahmen“ den Überschuss der Staatsfinanzen, packt die Regierung sie in Investitionsfonds.

2018 veröffentlichte der CNFP eine erste Bewertung der Wirtschafts- und Haushaltsprognosen. Er stellte fest, dass das Beschäftigungswachstum und der Haushaltssaldo systematisch unterschätzt wurden. In den fünf Jahren seither hat sich nichts geändert. Die Fehlprognosen scheinen ihren Nutzen zu haben. ● Romain Hilgert



Finanzministerin Yuriko Backes (DP) vor dem Depot des

Staatshaushaltsentwurfs 2023 im Parlament





Fête dans le parc de Schouweiler dimanche. La bourgmestre et directrice de crèche, Manon Bei-Roller, parle à ses administrés

# Petits arrangements entre amis

Pierre Sorlut

## « Caisse noire », actes notariés généreux, conflit d'intérêts, Dippach montre les limites de l'autonomie communale

Le conseil communal de Dippach s'ouvre lundi à 13 heures dans une chaleur lourde. L'atmosphère deviendra étouffante quelques heures plus tard. Le ton monte crescendo dans cette *commedia dell'arte* de la politique locale qui se joue dans la grande salle de la mairie basée à Schouweiler, commune qui forme la Gemeng Dippech avec Sprinkange, Dippach, Bettange-sur-Mess, et Dippach-Gare, dans la circonscription Sud. 4 635 habitants au dernier comptage. L'un des premiers sujets à l'ordre du jour éveille les susceptibilités. Le devis de l'annexe de la maison relais de Schouweiler, évalué à 5,7 millions d'euros, est considéré comme élevé et l'opposition de la Biergerinitiativ s'inquiète de son financement. « C'est beaucoup d'argent mais nous savons que la prochaine génération en aura besoin », résume l'échevin libéral Max Hahn, peu avare en formules bateau. La bourgmestre LSAP, Manon Bei-Roller, procède au vote. Comme un refrain répété à chaque point à l'agenda. « Romain ? Annette ? Pascal ? Manon, ja. Gast ? Luc ? Claudine ? Max ? Philippe ? Carlo ? An Här Schaul ? ». La tête de liste de la Biergerinitiativ Gemeng Dippech aux élections du 11 juin, Sven Schaul, apparaît vite comme l'empêchement de tourner en rond dans cette assemblée.

« Un autre projet qui nous tient à cœur », enchaîne l'édile socialiste. Il porte l'intitulé « Design for all Schouweiler », une résidence pour « séniors, personnes à mobilité réduite et logements abordables », est-il écrit sur la plaquette. La résidence est envisagée dans le centre du village, à deux pas de la mairie. *RTL* s'y était déjà intéressée en octobre 2020. Sven Schaul avait attiré l'attention sur le prix de vente de deux unités d'habitation (voisines de la maison de la bourgmestre), bien au-dessus de l'estimation de l'expert. De l'argent foutu en l'air aux yeux de l'élue de l'opposition qui, dans sa feuille de choux, souligne le creusement du solde budgétaire de 2022 à 2023, positif à 331 000 euros puis négatif de 27 millions d'euros en cette année électorale. Ce lundi, Sven Schaul fustige les « six années » durant lesquelles il aurait été possible de présenter le projet. « Et le vote intervient trois semaines avant les élections », lance le conseiller. On lui reproche de faire le *showman* devant un journaliste. La presse a déserté les conseils communaux ces dernières années et la vie politique locale disparaît des radars. Le projet de maison intergénérationnelle compte 24 logements. « Un million par unité, c'est cher », constate l'autre conseiller de la Biergerinitiativ, Romain Scheuren. « Ce projet vaut plus que 24 millions d'euros, car il rassemble les gens », répond Max Hahn. Il continue : « On ne construit pas 24 unités de logement. On construit un endroit où des gens vivent ensemble. »

Puis vient à l'ordre du jour la réalisation, avec le Fonds du logement, d'un programme immobilier à Bettange-sur-Mess, pour des logements abordables. « Datt ass immens wichtig », assure la maire. On identifie le lieu. « À côté de l'église de Bett où il y avait le boulanger », comprend un conseiller communal avec sa chemisette à motifs colorés. La chaleur dans la grande pièce du conseil communal ce lundi impose des tenues décontractées. Trois portent une chemise sans cravate. Deux, des polos. Un conseiller est habillé en

Philippe Meyers, nommé président du Sigi en avril pour régler les crises de gouvernance, préside l'asbl qualifiée de *schwaarz Keess* par l'opposition

survêtement noir et blanc, t-shirt sportif et chaussures Nike assorties. Un autre laisse entrevoir son boxer Calvin Klein au bas du dos. On en vient audit projet. Le Café des Sports, face à l'église, sera démolé. Le bâtiment est protégé au niveau communal, mais il peut être mis à terre si l'on en garde le volume, assure Max Hahn. « Datt ass Quatsch », réagit Sven Schaul, furieux que l'on ruine le patrimoine architectural, comme cette grange à Dippach, détruite en février sans l'accord du ministère de la Culture et qui avait valu un reportage de la *Radio 100,7*. Les discussions se tendent. La bourgmestre, style bohème avec son chignon débraillé et sa robe en tissu agrémentée de fleurs, les anime comme une matriarche bienveillante dans un dîner de famille. Un téléphone sonne. « Allo, wien ass do ? », demande le secrétaire communal, Claude Elsen qui a décroché dans un rire général, comme si la bonne humeur devait primer sur les enjeux. C'est le smartphone de la bourgmestre. Celle-ci saisit l'appareil pimpé dans le style Kitty. Elle sort de la pièce quelques secondes puis revient et procède au vote.

Arrive le gros morceau. Celui qui se bloque en travers de la gorge. Le conseil communal doit approuver la signature d'une convention avec l'asbl Vivre ensemble dans la commune de Dippach. C'est le nouveau nom de l'association Promotion culturelle Dippach (ou Promoculture). Selon les termes de la convention, la commune, représentée par la bourgmestre Manon Bei-Roller, et ses échevins Max Hahn et Philippe Meyers, doit signer avec le « président de l'Asbl XXXXX et son secrétaire XXXXX ». La Gemeng Dippech doit ensuite mettre à disposition un « fonds de roulement approprié ». Il est question de 80 000 euros. Sven Schaul souffusque : « Une convention avec une association qui n'existe pas encore. C'est illécite, illégal », martèle le conseiller d'opposition. Les statuts modifiés en novembre n'ont pas été déposés au Registre du commerce et l'association y est toujours baptisée Promotion culturelle Gemeng Dippach. Deux documents ont été publiés : les statuts de 2002 et le renouvellement du conseil d'administration. Y figurent la notabilité politique locale : DP, CSV et LSAP, via Philippe Meyers, échevin et président de Promoculture. Un administrateur est décédé. L'adresse du siège social n'existe pas. Aucun compte n'a été publié.

Selon nos informations, cette association a été créée en 2002 pour organiser des événements culturels comme des concerts, prin-

cipalement pour encaisser les recettes puis payer les prestataires ou interprètes. Le périmètre d'activité s'est élargi. En novembre 2019, la commission à l'égalité des chances de la commune invite au Lëtzebuurger Kascht, dans le château de l'Apemh (association qui aide à l'intégration des personnes en situation de handicap mental) à Bettange. Judd mat Gaardebounen, Bouneschlupp puis Schockelakuch a Kaffi coûtent trente euros. À verser sur le compte BCEE de Promoculture. En décembre 2019, la commission intergénérationnelle organise une excursion en bateau au marché de Noël de Sarrebourg. Pour le transport et déguster un tartare de saumon puis un rôti de veau purée à la truffe, il faut verser 68 euros sur le compte BCEE de Promoculture Gemeng Dippach. Le 14 mai dernier, la même commission convie au Lëtzebuurger Mëtten, au café Um Bur de Bett. Le menu charcuterie-salade et l'accompagnement musical de Jos Scharzt se facturent 21 euros. Le flyer invite à verser les fonds sur le compte de l'Administration communale - Troisième âge. Or, l'IBAN renseigné est encore celui de Promoculture, une asbl qui échappe à tout contrôle ministériel des finances communales.

Puis de l'argent abonde du budget communal. Par exemple, dans le projet de budget rectifié 2023, 10 000 euros de subventions ont été allouées en 2022 à l'asbl Promoculture au titre de manifestations publiques, culturelles et festivités. On ambitionne d'en verser 80 000 pour régler des dépenses qui pourraient l'être via le budget communal. C'est une « caisse noire », s'exclame Sven Schaul lundi. « Rhoooooooo », pousse la bourgmestre agacée, levant les bras

et remuant sa dizaine de bracelets noués au poignet droit. Une conseillère soutient qu'on pourrait poursuivre le conseiller de l'opposition en diffamation puisqu'on parle ici de « Klenggekeeten ». Le risque inhérent aux asbl est considéré comme « élevé » dans l'évaluation nationale en matière de blanchiment des capitaux réalisée par le ministère de la Justice. Interrogée par le *Land* sur Promoculture, les événements mentionnés et le manque d'informations financières, l'administration communale répond que l'asbl a été constituée « pour organiser des festivités sous le contrôle organisationnel et financier de la commune, en garantissant une certaine flexibilité au niveau de l'organisation, tout en garantissant la transparence financière ». Effectivement, Philippe Meyers apparaît dans les deux instances. L'élue socialiste a en outre été nommée en avril à la présidence du Sigi pour remettre de l'ordre dans le syndicat intercommunal traversé par des crises de gestion et de gouvernance.

« L'Asbl Promoculture a fonctionné par le passé avec une certaine autonomie en assumant les dépenses de certaines activités et en encaissant les recettes y relatives, ce qui correspond d'ailleurs tout à fait à ses vocation statutaires, sans contribution de la commune jusqu'ici », explique le secrétaire communal Claude Elsen. Mais le collègue échevin souhaite « étendre les missions » de l'asbl, détaille le responsable administratif, raison pour laquelle les statuts ont été mis à jour via une assemblée générale. Une membre qui ignorait qu'elle l'était témoigne au *Land* qu'elle avait été convoquée par une collaboratrice de la mairie « pour aller signer les bilans de Promoculture ». Alerté au sujet de cet événement et de cette association qui n'est même pas recensée sur le site de la commune, le conseiller communal Sven Schaul a dénoncé les faits au parquet fin octobre 2022. Contactée, l'administration judiciaire informe que le dossier est traité. Le substitut du procureur ne s'est pas encore prononcé sur l'opportunité d'instruire.

Ce lundi, trois semaines avant les élections, le point asbl Vivre ensemble Dippach s'apparente à une régularisation. « Il est à noter que la façon de procéder a été avalisée par les responsables du ministère de l'Intérieur, lors d'entrevues entre la commune et eux », nous écrit Claude Elsen avec en copie un ancien du ministère de tutelle qui travaille maintenant à l'administration de Dippach. Interrogé au sujet de Promotion culturelle Gemeng Dippach, le ministère répond ne pas avoir « entendu parler de cette asbl ». Selon les services de Taina Bofferding (LSAP), « toute asbl peut percevoir des subsides de la part de la commune (dans le cadre du budget), respectivement des conventions peuvent être conclues, aussi longtemps que l'intérêt communal est respecté et aussi longtemps que la commune peut se permettre une telle dépense, économiquement parlant ». Le ministère de l'Intérieur précise en outre procéder à des « contrôles de légalité » et pas « d'opportunité ».

En janvier 2021, le ministère de l'Intérieur avait été informé par Sven Schaul (encore lui) d'irrégularités potentielles dans une attribution de marché. La commune avait en effet passé commande auprès d'une société appartenant en partie au conseiller libéral, Luc Emering, (et président des Jongbauern) pour 200 cadeaux offerts aux retraités. La facture s'élevait à 3 000 euros. Face à ces faits possiblement condamnables, la ministre avait dû signaler au parquet cette prise illégale d'intérêts. « Cette affaire s'est terminée par un avertissement à la personne concernée. Il s'agit donc plutôt d'un dossier anodin », commente un porte-parole de l'administration judiciaire.

D'autres pratiques sont stigmatisées par l'opposition, par exemple lors du conseil communal du 30 septembre. La commune achète des terrains à des administrés pour achever la piste cyclable avec une prime si le terrain devient constructible. « Pour rassurer le vendeur », explique l'échevin Max Hahn. Or, selon des actes notariés consultés par le *Land*, une condition spéciale engage la commune à payer dix fois plus le vendeur du terrain si ce dernier est converti de terrain agricole à terrain constructible. Des terrains ont notamment été achetés à l'épouse d'un fonctionnaire du comité d'acquisition du fonds des routes qui a par ailleurs suivi (autour de la période de l'acquisition) plusieurs conseils communaux de Dippach pour le *Wort* (en tant que freelance). La transaction s'élève à 574 000 euros. La « condition spéciale » exposerait un prochain conseil communal à une dépense de presque six millions d'euros si les terrains en questions devenaient constructibles. Interrogé sur la pratique, le ministère de l'Intérieur argue qu'il « s'agit d'une question d'opportunité et qu'il appartient aux autorités communales d'évaluer en toute autonomie les conditions relatives à la transaction immobilière ». Le budget de Dippach autorise treize millions d'euros de dépenses ordinaires. Les dépenses extraordinaires en 2023 s'élèvent à 35 millions d'euros. La situation financière des habitants passe ainsi de 1 700 euros par habitant en 2022 à - 5 700 en 2023. ●







Nathalie Oberweis (déli Lénk)



Die grüne Parteipräsidentin Djuna Bernard (die zweite Person vorne links)

# „Jonkt Dëppen“

Stéphanie Majerus

## Drohungen und Sexismus – über Anfeindungen in den sozialen Medien und den Umgang von hiesigen Politikerinnen damit

„Huet dir eng pistol dann benotzt dat w.e.g“, schrieb ein *Facebook*-User mit Namen Alain Lorang vor einem Jahr unter einen Post der grünen Abgeordneten Jessie Thill. Sie erstattete Anzeige, der Täter aber konnte nicht ermittelt werden, da er nicht unter seinem Klarnamen veröffentlichte. Im Schnitt meldet ihre grüne Kollegin Stéphanie Empain der Justiz einmal im Jahr Drohungen solcher Art. Die grüne Ko-Parteipräsidentin und Abgeordnete Djuna Bernard hat zu Beginn ihres Mandats drei anonyme Morddrohungen und zwei *dick-pics* per E-Mail zugeschickt bekommen. Nur in einem Fall konnte der Absender eines Penis-Abbildes identifiziert werden, er habe sich entschuldigt und den Vorfall heruntergespielt. Die heftigsten Kommentare sind auf *Facebook* zu lesen, weniger bei *Instagram* und *Twitter*, womöglich weil immer noch die meisten Personen einen *Facebook*-Account haben, meinen die grünen Politikerinnen. Die Beiträge würden in der Mehrheit von Männern stammen, „und dabei wird Gewalt im Netz zunehmend banalisiert“. Die Hemmschwelle sinke, „seit der Pandemie haben Verglimpfungen zugenommen“, versucht Jessie Thill den Wandel zu datieren. Auch auf öffentlichen Plätzen, wie an Parteiständen, werde einem „Schäiss Gréng“ zugerufen.

Bekannt ist, dass Regierungsmitglieder häufig bedroht werden und nicht erst seit der Corona-Pandemie. Die Woche vor dem dreifachen Referendum 2015 veröffentlichte ein Mann Morddrohungen gegen Premier Xavier Bettel (DP). Später wurde er zu 15 Monaten Haft auf Bewährung verurteilt. Das *Land* hat Politikerinnen aus dem Parlament kontaktiert, um zu fragen, ob sie Drohungen, Hassrede und sexistische Kommentare erfahren haben. Dabei schälte sich heraus, dass grüne Abgeordnete derzeit stark angefeindet werden. Die Themen, die man mit grüner Politik assoziiere, riefen am meisten Reaktionen hervor – der öffentliche Transport, erneuerbare Energien, Geschlechtergerechtigkeit –, so der Eindruck von Stéphanie Empain. Zudem meinen die grünen Politikerinnen wahrzunehmen: die Dreierkonstellation „Frau, jung und grün – das triggert“. „Jonkt Dëppen, du bass nach gréng hannert den Oueren“, seien gängige Beleidigungen.

Pierre Weimerskirch, der seit Januar die *RTL*-Online-Redaktion leitet, berichtet, dass die Moderatoren der Kommentarspalten feststellen, dass der Tonfall sich verschärfe. Es gebe Personen, die „sich trauen quasi alles hinzuschreiben“. Und es falle auf, dass insbesondere grüne Politiker enorm polarisieren und nicht mehr sachlich diskutiert werde. Seiner Analyse zufolge betreffe es jedoch alle Grünen unabhängig des Geschlechts; ausschlaggebend sei die Parteifarbe (wobei Umweltthemen womöglich für viele Wähler weiblich konnotiert sind). Immer wieder lese man, die Grünen seien eine unwählbare, undemokratische Verbotspartei, die das Land in den Ruin treibe. Sie sei eine Kopie der „deutschen Skandal- und Filzpartei“. Bei anderen Parteien werde die politische Ausrichtung seltener thematisiert, es komme jedoch vor, dass homophobe Äußerungen gegenüber der DP fallen. Dem *Land* liegt ein anonymisiertes Beispiel vor, in dem behauptet wird, Premier Xavier Bettel würde sich nicht für das Großherzogtum, sondern für seinen „Schwulen-Status“ einsetzen.

Auch auf öffentlichen Plätzen, wie an Parteiständen, werde einem „Schäiss Gréng“ zugerufen

Die DP-Generalsekretärin und Abgeordnete Carole Hartmann sagt, sie sei bisher zum Glück von Drohungen verschont geblieben. Eher lese sie „unzufriedene Stimmen“ unter Interviews von ihr. Es handle sich um Personen mit starken Meinungen, – „dabei kann der Ton aggressiver ausfallen“. Vorkommnisse von explizit sexistischen Bemerkungen könne sie keine nennen. Personen hätten ihr allerdings vorgeworfen, sie selbst habe „nicht viel vorzuweisen“, ohne ihren Vater stünde sie politisch nicht in der vordersten Reihe. Die Beleidigungen beschränkt sich nicht auf den virtuellen Raum, an einem Parteistand habe sie eine Frau gefragt, ob sie sich nicht schäme und ob sie ihre Spiegelbild noch ertrage.

Dass die Diffamierungen mit höheren Ämtern zunehmen – darauf deutet zumindest ein Bericht hin. Je sichtbarer Politikerinnen sind, desto schärfer fallen die Beleidigungen aus, lautet ein Fazit über Sana Marins letzte Regierung: So waren in Finnland überdurchschnittlich viele Frauen in Regierungsmätern und „die fünf am häufigsten angegriffenen Regierungsmitglieder sind Frauen“. Sie wurden zur Zielscheibe von sexistischen Beschimpfungen und ihre Führungsqualitäten ständig in Frage gestellt. Einer Umfrage des *ARD*-Politmagazins Report München zufolge seien etwa 90 Prozent aller weiblichen Bundestagsabgeordneten mit Hass im Netz konfrontiert. „Insgesamt haben 57 Prozent der Befragten mit sexistischen Beleidigungen und Bedrohungen zu kämpfen – quer durch alle Parteien“, heißt es in einer Pressemitteilung. Das *RTBF* hat Zahlen aus einer Masterarbeit publiziert, laut der jede Zweite von 55 befragten frankophonen Parlamentarierinnen angab, mindestens einmal einen sexistischen Witz gehört zu haben. Es handle sich um frauenfeindliche Äußerungen über ihr Aussehen sowie stereotype Rollenzuschreibungen. Von männlichen Kollegen sei schon mal die Bemerkung gefallen: „Madame ferait mieux d’aller passer l’aspirateur“. 23 Prozent gaben an, mindestens einmal eine Mord- oder Vergewaltigungsandrohung erhalten zu haben.

Jessie Thill erzählt, dass auch sie von Kollegen aus der Kammer abwertende Zwischenrufe erlebt hat. In ihrer Antrittsrede im Januar 2022 bezeichnete sie sich als Feministin, daraufhin warnte einer: „Dat dreiwé mir dir nach aus.“ Als sie die Bereitstellung von Tampons auf öffentlichen Toiletten ansprach, fragte einer: „Was bekommen die Männer im Gegenzug? Zigarren?“ Der Vergleich hinkt, denn Zigarren sind ein freiwillig konsumierbares Genussmittel und kein Hygieneprodukt. Überraschend sei zudem gewesen, dass solche Entgegnungen aus der Mitte des politischen Spektrums kamen. Nathalie Oberweis (déli Lénk) vernimmt ihrerseits bei älteren Herren, die seit mehreren Amtsperioden Abgeordnete sind, die Haltung, die Kammer sei ihr Wohnzimmer. Sie würden ihr mit einer „Oh-Maischen-Attitüde“ begegnen. Djuna Bernard erzählt, dass der Erste Bürger des Landes, Fernand Etgen (DP), sie vor einem ausländischen Kammerpräsidenten, als „this is our green plant“ vorstellte. Zunächst musste sie kurz schmunzeln, es hätte ein tollpatschiger Ausrutscher sein können. Aber er bemühte das Bild mehrmals hintereinander, weshalb sie sich fragte: „Was wollte er herabsetzen, mich als grüne, junge Abgeordnete?“ Man solle lachen und nicht so grimmig dreinschauen, lautet ein Vorwurf, der mehreren Politikerinnen begegnet ist. Nathalie Oberweis moniert: „Bei Männern ist das kein Thema, aber bei Frauen sehr wohl.“

Wer sich ein Bild von der *bro-culture* machen will, die das Parlament regelmäßig ergreift, kann sich die Sitzung vom 14. Dezember 2022 anschauen. Darin berichtet Laurent Mosar (CSV), er und André Bauler (DP) seien unterwegs in die Kammer-Cafeteria gewesen, als ihnen Djuna Bernard begegnete. „D’Mme Djuna huet mech gekuckt mat engem Bléck, léif Kollegen a Kolleegeinnen, dee mech u meng al Spillschoulsjoffer ernënnert huet.“ Fernand Etgen lacht ins Mikrofon. „Émmer wann ech mech net geschéckt hunn, dann huet déi mech béis ugekuckt“. Fernand Etgen wirft ein, er freue sich, dass Laurent Mosar am Ende der Budget-Debatte noch ans Rednerpult getreten sei, denn er wusste nicht, dass diese Debatte so „humoristisch, ja sogar, folkloristisch“ sein kann. Auch Mars di Bartolomeo freut sich, denn nach seiner Politikerkarriere könnte Laurent Mosar als Komiker auftreten. Fernand Etgen schmunzelt, er gebe dem LSAP-Politiker recht. Eigentlich sollte die Sitzung um 19 Uhr aufgehoben werden, doch der Kammerpräsident findet den Beitrag des CSV-Politikers „ganz flott“ und schenkt ihm noch etwas Redezeit.

Einen sogenannten Shitstorm inklusive Morddrohungen hat die Abgeordnete Simone Asselborn-Bintz (LSAP) erhalten. Der Fall veranschaulicht, wie die Familie einer öffentlichen Person in Mitleidenschaft gezogen werden kann. Nachdem der Familienhund erkrankte und aggressive Verhaltensweisen zeigte, entschied die Familie, das Tier einzuschläfern. Daraufhin postete eine Tierschutzorganisation, bei der ein Gemeinderat der Piraten aktiv ist, auf *Facebook* einen anonymen Brief, der aus der Ich-Perspektive des Hundes geschrieben ist und die Entscheidung der Familie anfechtet. Innerhalb mehrerer Stunden wurde der Brief über 300 Mal geteilt. Da der Brief Anspielungen auf das Amt von

Asselborn-Bintz enthielt, fasste sie ihn zugleich als „politisches Manöver“ auf. „Maacht de Numm an d’Adress vun dem ‚menschlechen‘ Kretzpaak öffentlech ... ech hunn och eng Sprëtzel!“ hieß es daraufhin. Oder auch noch: „Die Kouh plus de Veterinär missten ageschléifert ginn“. Früher habe Simone Asselborn-Bintz auf Hass-Postings geantwortet, „aber dann gerät man in einen Strudel, ein Ping-Pong, das zu gar nichts führt“, Lasse man diffamierende Falschaussagen unwidersprochen stehen, sei auch nichts gewonnen. Deshalb sperre sie diese mittlerweile. Seit dem Vorfall befasse sie sich mit Cybermobbing, insbesondere Jugendliche müssten besser geschützt werden. Nathalie Oberweis teilt diese Einschätzung. „Vor allem auf *Twitter* wird nicht ernsthaft diskutiert, viele User zielen mit Halbwahrheiten auf eine Diskreditierung meiner Person ab und suchen nicht den Dialog“. Die Plattform sei toxisch, so die Abgeordnete.

Bei einem von der C2DH und dem Alumni-Netzwerk der Uni Luxemburg organisierten Rundtischgespräch im März analysierte die an der Universität de Lorraine lehrende Politikwissenschaftlerin Fabienne Greffet, die Gesellschaft sei zunehmend desillusioniert von den soziale Medien, man betone vermehrt ihre Spaltungseffekte und die Verbreitung von Fake News. Trotzdem seien die Online-Plattformen für Politiker ein zentrales Instrument, um den politischen Diskurs zu beeinflussen – die Netzwerke ermöglichen es, mit einem Klick viele Personen zu erreichen, wie aus einer Zusammenfassung der *wox* hervorgeht. Womöglich können vor allem Oppositionspolitiker und weniger bekannte Gesichter kaum darauf verzichten. Denn wie die beigestellte Generalsekretärin der CSV, Clara Moraru, an dem Rundtischgespräch behauptete, setzten die Christdemokraten gezielt auf Social Media, da sie befürchten, sie würden weniger journalistische Aufmerksamkeit als die Regierungsparteien erhalten.

Carole Hartmann will Beschimpfungen nicht zu viel Aufmerksamkeit schenken. Sie wisse, die Kritik betreffe ihre Rolle als Politikerin und nicht sie als Privatperson. Dass es Personen mit anderen Meinungen gebe – darüber mache sie sich keine Illusion. Als kampfbereit zeigt sich Djuna Bernard, sie ist weiterhin motiviert, sich gegen Sexismus einzusetzen. Etwas gemischter sieht LSAP-Politikerin Simone Asselborn-Bintz ihr öffentliches Dasein: „Allein das Sprechen über den Vorfall mit dem Familienhund wühlt mich auf.“ Und auch Jessie Thill meint, die wiederkehrenden Anfeindungen seien frustrierend, „man braucht ein dickes Fell“. Der Austausch mit Parteifreunden helfe ihr jedoch.

Aber nicht alle Beispiele, die von den Politikerinnen erwähnt wurden, waren tatsächlich persönliche Herabsetzungen. So ist auf einem zugeschickten Bild ein Straßenschild mit der Aufschrift „Grüner Weg“ zu sehen an dem sich zugleich ein Sackgassen-Zeichen befindet. Ein *Facebook*-User schreibt zu dem Bild, „lange vermutet, nun bewiesen“. Auf eine humorvolle, wenn auch platte Art, darf man ausdrücken, dass man die politischen Ansichten einer Person nicht teilt. ●



# La quête du cinquante-et-unième pour cent

Laurent Mignon

## La question des réfugiés syriens s'invite au deuxième tour des élections présidentielles en Turquie



Un partisan du président turc tient une affiche sur laquelle on peut lire « Nous t'aimons, chef » devant le siège du parti AKP après la clôture des sondages lors des élections à Ankara, le 15 mai

C'était il y a exactement dix ans à Istanbul. Le mouvement protestataire de Gezi secouait le gouvernement du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan. Les raisons du mécontentement de la jeunesse étaient nombreuses. Tout avait commencé par une manifestation de riverains et d'écologistes opposés à la destruction du parc de Gezi, l'un des rares espaces verts du quartier de Taksim. Ils reprochaient aux autorités un manque de consultation avec les groupes d'intérêts locaux. Bien vite, la vague de protestations avait pris de l'ampleur suite à l'usage excessif de la force par la police. Elle finit par englober la plupart des villes de Turquie. Les manifestants voulaient défendre les libertés démocratiques et protestaient contre l'autoritarisme croissant du gouvernement d'Erdoğan et, entre autres, sa politique syrienne.

La réponse au mouvement allait révéler de nombreuses fissures au sein du parti au pouvoir, le Parti de la justice et du développement (AKP). Ainsi, le président Abdullah Gül, l'un des membres fondateurs, allait déclarer : « Chacun doit se sentir libre dans son propre pays. [...] Il va de soi que les démocraties se caractérisent par des élections et la volonté du peuple. Mais la démocratie ne se limite pas aux élections. S'il y a des opinions différentes, des situations différentes et des objections en dehors des élections, il n'y a rien de plus naturel que de les exprimer de diverses manières. Les manifestations pacifiques en font bien sûr partie. » Il s'agissait d'une réponse à une déclaration incendiaire d'Erdoğan qui niait toute légitimité démocratique aux manifestants puisque l'AKP avait obtenu près de cinquante pour cent des votes aux dernières élections qui avaient eu lieu en 2011.

*Erdoğan, qui a fait de l'instrumentalisation des réfugiés syriens un véritable art politique, a soudain le beau rôle, soulignant que la question est complexe et que sa résolution prendra du temps*

Cependant, cette différence d'opinion faisait peut-être bien référence à un vieux problème qui a toujours tracassé les acteurs de l'islam politique : celui de la signification de la souveraineté nationale. En effet, peu de temps avant son assassinat à Rome en 1921 par des agents de la Fédération révolutionnaire arménienne à cause de son rôle lors du génocide arménien, Saïd Halim Pacha, ancien Premier ministre ottoman et penseur islamiste influent, avait exprimé un certain malaise par rapport à ce principe. Dans ses *Notes*

pour servir à la réforme de la société musulmane, écrites en français et publiées posthument en 1922, il expliquait que « le principe de la souveraineté nationale n'est donc que la reconnaissance à la majorité du droit d'imposer sa volonté à la minorité, une volonté qui fait loi en toute chose et décide sans appel, conséquemment une volonté absolue qui ne se prévaut que de la force du nombre, celle qui – à supposer qu'elle ne soit pas artificielle, ce qui est souvent le cas – est précisément la moins capable de s'inspirer de la vérité et de la sagesse. » Est-ce parce que la première traduction turque du pamphlet ne contenait pas ce passage, ou bien parce qu'Erdoğan, qui pourtant se réclame de la tradition politique de Saïd Halim, ne se reconnaît pas dans ce texte, que le président turc fait toujours référence à la force du nombre quand il s'agit de faire passer des réformes controversées et de réprimer l'opposition ?

Que les actions et déclarations d'Erdoğan soient souvent en contradiction avec bien des principes fondateurs de l'islamisme n'étonne pas vraiment. L'un de ses maîtres à penser Ali Bulaç, l'auteur de nombreux ouvrages qui ont marqué l'islam politique en Turquie, s'était retrouvé en prison après la répression du mouvement Gülen à la suite de l'échec de la tentative de coup d'État militaire de 2016. Les mauvaises langues disaient à l'époque que la contre-révolution dévorait ses enfants, mais cela ne reflétait pas toute l'histoire. Bulaç observait depuis quelques années de façon critique la transformation d'Erdoğan. Au lendemain du mouvement protestataire de 2013, Bulaç notait qu'à une époque la motivation principale d'Erdoğan avait été d'être la voix des oubliés de l'histoire, mais qu'aujourd'hui ces derniers étaient à nouveau livrés à leur sort.

Cela explique aussi pourquoi l'AKP s'est fractionné au fil des purges. De nombreuses têtes pensantes du parti, d'Ahmet Davutoğlu, l'ancien Premier ministre aujourd'hui à la tête du Gelecek Partisi, le Parti du futur, à Ali Babacan, l'ancien négociateur en chef auprès de l'Union européenne et président du Deva, le parti de la démocratie et du progrès, ont rejoint l'Alliance de la nation soutenant la candidature aux élections présidentielles du chef de l'opposition kémaliste Hikmet Kılıçdaroğlu. Et pourtant malgré les prédictions des sondages réalisés dans des conditions souvent difficiles, Erdoğan a de nouveau frôlé les cinquante pour cent aux élections présidentielles. Certes la proportion des voix de son parti a été fortement réduite, baissant de 42,65 à 35,63 pour cent. En ce il réalise même l'un des plus mauvais résultats de son histoire, tout en restant de loin le premier parti de Turquie. La stratégie de la soupape de sécurité, élaborée par les conseillers du président, a porté ses fruits. Les électeurs mécontents avec l'AKP ont voté pour le Parti du mouvement nationaliste (MHP), extrême droite religieuse nationaliste et membre de l'Alliance présidentielle soutenant Erdoğan, qui avec un peu plus de dix pour cent réalise un score très supérieur à ce que prédisaient les sondages.

En effet, les électeurs se détournant de l'AKP ne se sont guère tournés vers les partis d'opposition et la coalition du tout-sauf-Erdoğan, regroupant kémalistes, ultranationalistes et islamistes, malgré l'autoritarisme présidentiel et la gestion catastrophique de l'économie et des conséquences du tremblement de terre de février. Certes, comme le note Reporters sans frontières, le fait que neuf médias sur dix soient sous contrôle du pouvoir n'a guère facilité le travail de l'opposition pour faire passer son message, le problème étant peut-être qu'elle n'en avait pas vraiment de convaincant en cette période de crise.

Le Parti républicain du peuple (CHP), premier parti de l'opposition, a certes réalisé son meilleur résultat aux élections législatives depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP il y a 21 ans. Toutefois, il n'a guère obtenu que 25,35 pour cent des suffrages. Avec les 9,69 pour cent obtenus par l'İYİ Parti, à l'origine une scission du MHP, la coalition d'opposition est à pratiquement quinze pour cent de l'Alliance présidentielle qui regroupe 323 sur 600 députés. Même avec le soutien des députés de l'Alliance du travail et de la liberté regroupant le Parti vert de gauche, sous lequel se présentaient les candidats pro-kurdes, et le Parti des ouvriers de Turquie, la coalition autour de Kılıçdaroğlu, ne pourrait former de gouvernement. À noter que Kılıçdaroğlu refusait tout dialogue avec la coalition de gauche pro-kurde qui a obtenu dix pour cent des voix. La débâcle est totale pour l'opposition.

Le problème étant que même treize ans après son arrivée à la tête de son parti, l'on ne sache pas vraiment ce en quoi Kılıçdaroğlu croit. Certes il n'a pas perdu l'espoir de remporter les présidentielles au second tour ce dimanche 28 mai. Lundi matin Kılıçdaroğlu espérait encore récupérer les cinq pour cent des voix obtenues par le candidat ultranationaliste xénophobe Sinan Oğan, pour passer le cap des cinquante pour cent et battre Erdoğan dans un sprint final. Au lendemain du premier tour, Oğan avait déclaré ses conditions pour soutenir l'un des candidats. Outre une politique économique crédible ainsi qu'un plan de reconstruction pour les régions touchées par le tremblement de terre, il exigeait que soit mis un terme aux débats concernant la modification des quatre premiers articles de la constitution. Ceux-ci ont trait à la forme de l'État, la nature de la République, l'unité de l'État, la langue officielle, le drapeau, l'hymne national et la capitale. Oğan notait aussi vouloir s'assurer de l'immuabilité de l'article 66 qui souligne le caractère « turc » de la citoyenneté. Cependant outre ces exigences que la plupart des partis politiques turcs pourraient s'approprier sans trop de difficultés, il soulignait son opposition à toute forme de négociation avec « les organisations terroristes et leurs structures politiques », une référence à peine voilée aux partis politiques pro-kurdes. Par ailleurs, il exigeait l'expulsion de treize millions de réfugiés syriens.

Encore quelques minutes avant qu'Oğan n'annonçât dans une conférence de presse lundi après-midi qu'il demandait à ses électeurs de voter pour Erdoğan, parce qu'il n'avait guère trouvé convaincante l'Alliance de la nation, Kılıçdaroğlu tweetait encore que « ceux qui aiment leur patrie devraient se rendre aux urnes avant que les réfugiés clandestins ne viennent ruiner complètement la vie de nos filles. » Il s'agissait de l'une des nombreuses déclarations hostiles aux réfugiés syriens du candidat kémaliste. Dans un tweet furieux après la déclaration de soutien à Erdoğan du candidat ultranationaliste, Kılıçdaroğlu déclarait que ce serait lui qui « libérerait le pays du terrorisme et des réfugiés ». Erdoğan, qui a fait de l'instrumentalisation des réfugiés syriens un véritable art politique avait soudain le beau rôle, soulignant que la question était complexe et que sa résolution prendrait du temps. Nul doute qu'il était conscient que son concurrent risquait de perdre de nombreux électeurs ne se reconnaissant plus dans ce discours xénophobe.

Cela fait bien longtemps qu'Erdoğan n'incarne plus la voix des dépossédés, mais de toute évidence Kılıçdaroğlu ne désire nullement reprendre ce rôle. Toutefois l'opposition garde encore un peu d'espoir. Les partis de l'Alliance soutenant la candidature d'Oğan se sont désolidarisés du leader ultranationaliste et ont déclaré leur soutien à Kılıçdaroğlu, qui espère encore convaincre les plus de huit millions d'électeurs (treize pour cent de l'électorat) qui ne se sont pas déplacés aux urnes au premier tour. Reste à voir si le discours anti-réfugiés du candidat kémaliste suffira à les convaincre. ●



Découvrez chaque vendredi ce qui fait bouger le pays.

Sur papier et en digital.

Gratuitement pendant un mois.  
Faites le test.

zbelgacem@land.lu  
(+352) 48 57 57 · 1





## Man of steel

Le *Spätzekandidat* CSV aux législatives, Luc Frieden, a publié mercredi une photo de lui (photo : Twitter), « in London », serrant la pince à Aditya Mittal, CEO d'ArcelorMittal et fils de Lakshmi qui avait mené en 2006 l'OPA sur Arcelor. Luc Frieden, alors ministre de la Justice, du Budget et du Trésor, avait hâté la transposition d'une directive qui pouvait, avait cru la presse de l'époque (y compris internationale), bloquer l'offre « hostile » sur le sidérurgiste européen, lequel employait alors 6 000 personnes au Grand-Duché et dont l'État possédait six pour cent du capital. « À ce jour, le modèle industriel et social d'Arcelor a donné pleine satisfaction au gouvernement luxembourgeois. Le gouvernement utilisera tous les moyens juridiques et politiques à sa disposition pour veiller, dans le respect du droit européen, aux intérêts industriels, sociaux et financiers du Grand-Duché en tant que pays hôte et actionnaire stratégique d'Arcelor, qui est le premier employeur privé au Luxembourg », lisait-on dans un communiqué diffusé en février 2006 par les services de Jean-Claude Juncker (CSV). De son côté, Luc Frieden prétendait vouloir laisser le marché œuvrer. Mais l'homme politique attaché

au secteur financier (avocat d'affaires, il deviendra ensuite banquier) ne voulait surtout pas donner l'impression aux investisseurs internationaux et aux multinationales qu'il devenait difficile de faire du business au Luxembourg. La transposition est de toute façon intervenue trop tard et Mittal a mis la main sur Arcelor.

Aujourd'hui Luc Frieden se présente comme l'homme d'un *Standort* compétitif, pour le centre financier, mais aussi pour l'industrie (il a lancé en 2013 le Haut comité pour l'industrie avec le ministre de l'Économie socialiste, Etienne Schneider), avec notamment une volonté d'offrir des taux d'imposition moins élevés que dans les juridictions concurrentes, a-t-il dit récemment expliqué dans un panel à la Chambre de commerce. « We need a pro-industry environment in Europe to create jobs and be less dependant on other parts of the world. Incentives for sustainable growth, innovation and decarbonisation are necessary. I discussed those issues in London with Aditya Mittal », a ainsi gazouillé mercredi celui qui, sur LinkedIn, se présente comme candidat CSV et EPP (famille européenne). pso



## Land

26.05.2023

9

WIRTSCHAFT

### Château en friche reprend du service



« Château à louer » à Schengen, lit-on sur *atHome.lu* et chez d'autres agences immobilières. 4 470m<sup>2</sup> répartis sur plusieurs bâtiments, dont la tour esquissée par Victor Hugo en 1870 durant son exil (illustration: licence CC), entourés de 130 ares de terrain en bord de Moselle. Un site premium en friche depuis 2016. Il venait d'être acheté pour onze millions d'euros par Regus. Le groupe exploitait des centres d'affaires, devenu IWG et dont François Pauly est administrateur, avait racheté le bien à la congrégation des sœurs hospitalières Sainte-Elisabeth. Ces dernières avaient tenté ici, en 2010, une incursion dans le business hôtelier avec le groupe Goeres, mais l'association avait tourné au vinaigre en 2014. Le château n'est jamais devenu un centre d'affaires.

Le 3 octobre 2018 (dix jours avant les législatives), les socialistes Nicolas Schmit (ministre du Travail) et Francine Closener (secrétaire d'État au Tourisme) ont présenté leur projet de faire racheter les lieux par l'État, Regus

ne souhaitant pas les conserver. Le but ? En faire un hôtel-restaurant et centre de formation pour l'Horesca. Le concept, éminemment social, s'appuyait sur le modèle développé par le chef étoilé français Thierry Marx, avait rapporté la presse à l'époque. Une manière de faire passer la pilule pour le groupe de centre d'affaires basé en Suisse ? Le 28 octobre, un arrêté du conseil de gouvernement avait placé le château sous le régime de la protection nationale.

Le gouvernement a changé. Nicolas Schmit est parti à Bruxelles. Le projet de centre de formation n'a jamais vu le jour. Le château a été repris en 2020 par le groupe immobilier luxembourgeois Guy Rollinger, pour quatorze millions. Il devait devenir un hôtel-restaurant-bistrot, explique le *Tageblatt* lundi, relevant lui aussi les annonces sur sa location. Ces dernières étonnent. Car depuis 2021, le groupe Guy Rollinger s'oppose devant le tribunal administratif aux contraintes imposées par le ministère de la Culture sur le bâtiment et qui l'empêchent d'y développer son projet. Le secrétaire d'État Guy Arendt (DP) puis la ministre Sam Tanson (Déi Gréng) ont défini un cahier des charges, explique cette semaine au *Land* Patrick Sanavia, Monsieur Monuments nationaux et patrimoine architectural au Grand-Duché. La procédure devant les juges administratifs est pendante depuis deux ans. Voilà deux mois, le groupe Rollinger a entrepris un rapprochement

à l'amiable avec l'État par l'intermédiaire de leur avocat Guy Loesch (Linklaters), pour discuter d'un projet sur site. Une rencontre pourrait avoir lieu à la mi-juin. À suivre. pso

### Trois mois au moins pour Liberty Dudelange

Dans trois mois, on y verra plus clair pour Liberty Steel, à Dudelange et partout dans le monde, confié au *Land* ce jeudi Roland Junck, Président & Interim CEO, Europe & UK du sidérurgiste en crise et conseiller officieux de son patron, Sanjeev Gupta. Depuis mars 2021 et la faillite de son bailleur de fonds, Greensill Capital, le groupe sidérurgique Liberty Steel stagne dans l'antichambre de la faillite. Au début de l'année en Belgique, le tribunal de commerce a recalé les projets de reprise du site de Liège dont dépend celui de Dudelange dans la chaîne de production (pour son approvisionnement). La région Wallonie a cependant annoncé apporter vingt millions d'euros d'argent frais pour relancer les opérations sous le giron Liberty et le tribunal doit statuer sur l'avenir du site en tenant compte



de ce soutien politique. « Il y a eu des négociations énormes avec les crédeturs : le plus important (Credit suisse, ndlr) est entré en faillite. Tout cela n'a pas facilité les choses », constate l'expérimenté Roland Junck, premier CEO d'ArcelorMittal après la fusion en 2006. « Une fois la restructuration terminée et le refinancement repris, on aura un groupe sidérurgique mieux positionné et un financement plus sain, installé sur la voie de la décarbonisation », promet-il, regrettant au passage l'incertitude dans laquelle le personnel est placé. Dans les prochaines semaines, Liberty Steel devrait ainsi lever des capitaux en s'appuyant sur ses unités de production rentables (comme Galati en Turquie) et non plus sur des montages financiers. À Dudelange, les quelque 180 employés continuent d'être payés à ne presque rien faire. Le site est en stand-by depuis l'automne dernier. Ils ont reçu leur salaire de mai ce mercredi, informe Robert Fornieri (LCGB) qui précise que redémarrer la production exigerait trois mois de préparation. pso

### Malinowski chez l'ACD

Le Comité des *Cahiers de fiscalité luxembourgeoise et européenne* vient de lancer un projet de recherche au croisement de l'anthropologie et de la fiscalité. Les jeunes chercheurs s'intéressent au contrôle fiscal au Luxembourg, une pratique « mystérieuse » sur laquelle il n'existe presque aucun écrit.

Justement, les sources doctrinales et administratives dédiées à la question étant minimes, les juristes ont mis au point un questionnaire anonyme et invitent les personnes qui ont déjà connu un contrôle fiscal à le compléter. Le projet propose de « mettre en évidence les droits et obligations des contribuables et de l'administration fiscale durant l'enclenchement de ces procédures de vérification ». Les personnes qui veulent participer à cette étude de terrain peuvent s'adresser à *fatima.chaouche@ext.uni.lu*. bt

### Nuances

Entourée d'une délégation restreinte, la ministre des Finances, Yuriko Backes a passé la semaine en Chine. Au programme : « des entrevues avec des hauts responsables politiques et des dirigeants d'institutions financières chinoises ». À part l'une ou l'autre photo de réceptions à Pékin et à Shanghai, le ministère n'aura pas communiqué sur le détail de cette mission. Le directeur de Luxembourg for Finance, Nicolas Mackel, s'est fendu d'un court passage dans les studios shanghaiens de la chaîne d'info BFM Business (l'interview est passée vers 23h30 ; CET). La Bourse de Hong Kong retrouvera-t-elle son influence, après les « difficultés » politiques, s'inquiétait l'intervieweur. « On peut faire confiance et aux dirigeants de Hong Kong et aux dirigeants chinois pour travailler ensemble, pour

soutenir effectivement Hong Kong, canal international de la Chine », a répondu le diplomate luxembourgeois. Interrogé sur les tensions géopolitiques entre la Chine et les États-Unis, il a estimé que les Européens pourraient « amener un peu de nuance » : « Au lieu de parler d'un découplage, ils parlent de dé-risquer les chaînes d'approvisionnement, ce qui n'est rien d'autre que du bon sens. Par contre, dire 'friendshoring', ce n'est pas quelque chose qui a beaucoup de sens, ni économiquement ni stratégiquement ». bt



## Ticker





Françoise Thoma (entre Franz Fayot et Yuriko Backes) dirige la BCEE depuis 2016. Ici au nouvel an chinois en janvier

# Plafond de verre dans la banque

Georges Canto

## La présence croissante des femmes dans le monde du travail est un fait majeur des dernières décennies, notamment en Europe et dans la finance. Avec des limites toutefois

Dans l'UE, 62,4 pour cent des femmes âgées de 15 à 64 ans sont actives (au sens du Bureau international du travail) avec d'importantes différences entre les pays, le taux d'emploi allant de 47,5 pour cent en Grèce à plus de 70 pour cent dans les pays baltes, l'Allemagne, le Danemark et la Suède, avec un pic de 73,9 pour cent aux Pays-Bas. Le Luxembourg occupe une place intermédiaire avec 63,9 pour cent, ce qui est tout de même supérieur à la moyenne. La France et la Belgique sont en-dessous. En Europe le taux d'emploi des femmes reste inférieur de 10,5 points à celui des hommes, mais l'écart se resserre. Au Luxembourg il n'est plus que de 6,5 points. La féminisation de certains métiers, notamment dans le tertiaire, est très visible. Selon les chiffres du Statec, les effectifs salariés du secteur de la santé et de l'action sociale sont composés à 74 pour cent de femmes, contre 41 pour cent en moyenne. La proportion est de 65 pour cent dans l'enseignement et de 45 pour cent dans l'ensemble des services financiers, un chiffre qui s'applique aussi à la banque où il est stable depuis dix ans, selon des données récentes de l'ABBL<sup>1</sup>.

Comme on le voit dans la grande distribution, les femmes sont souvent cantonnées dans des postes subalternes mal rémunérés et peu considérés. Tel n'est pas le cas dans les services financiers, et notamment dans la banque. Au Grand-Duché, 32 pour cent des managers bancaires sont des femmes (ABBL), une proportion qui n'était que de 19 pour cent en 2000 (BCL). C'est plus que la moyenne générale, qui selon Eurostat était de 23 pour cent de femmes parmi les cadres luxembourgeois en 2018, mais nettement moins qu'en France où l'encadrement bancaire est féminisé à plus de cinquante pour cent.

Toutefois, ces chiffres apparaissent quelque peu en trompe-l'œil. En effet, si l'on s'intéresse aux instances dirigeantes, la réalité est moins favorable, comme l'a montré un article publié sur le blog de la Banque centrale européenne le 9 mai sous le titre « Diversity at the top makes banks better ». Pour ses auteurs, Frank Elderson et Elizabeth McCaul, membres du conseil de surveillance prudentielle de la BCE, à ces niveaux hiérarchiques « la banque est encore un monde d'hommes ». Sur les 361 PDG nommés entre 2020 et 2022 dans les institutions significatives (IS) directement supervisées par la BCE, ainsi que dans leurs filiales, plus de 300 étaient des hommes. De plus, au cours de la même période, seuls 36 pour cent des nouveaux membres des conseils d'administration des IS étaient des femmes. Constat amer : alors que 28 des banques directement supervisées ont augmenté le nombre de femmes dans leur conseil d'administration en 2022, seize ont procédé à des nominations qui ont en fait réduit la mixité.

Les constats de la BCE corroborent les résultats d'une étude publiée en 2022 par l'agence d'informations financières DBRS Morningstar<sup>2</sup>. Sur un échantillon de 43 banques européennes les femmes occupaient en moyenne 37 pour cent des sièges des membres du conseil d'administration en 2021. Seules cinq banques avaient une femme PDG et quatre avaient une femme présidente du conseil d'administration. La diversité des genres au niveau des conseils d'administration s'est améliorée depuis 2014, où la part des femmes n'était que de 22 pour cent. Cette évolution est largement liée à la réglementation mise en place dans certains pays. Le Royaume-Uni, la Norvège, la France, l'Italie et l'Espagne imposent aux sociétés cotées d'une certaine taille

*Selon Morningstar, les banques notées de AA à A, les femmes occupent en moyenne quarante pour cent des sièges des conseils d'administration, contre seulement trente pour cent pour les banques notées BB ou moins*

d'avoir au moins quarante pour cent de femmes dans les conseils d'administration. Ces pays tirent la moyenne vers le haut. La proportion obligatoire n'est que de trente pour cent en Allemagne et aux Pays-Bas, mais va dans le bon sens car les pays dépourvus de quotas sont à la traîne, comme le Portugal où la représentation féminine dans les *boards* des banques n'est que de 23 pour cent, loin derrière le Danemark, en tête avec 55 pour cent.

DBRS Morningstar s'est aussi intéressé à la place des femmes au niveau des postes de direction au sein des banques européennes et a découvert que, en l'absence de quotas réglementaires à ce niveau, elle n'était cette fois que de 26 pour cent en moyenne. Par pays, la Norvège était en tête avec la moitié de ces postes occupés par des femmes, devant les Pays-Bas avec quarante pour cent. De façon surprenante, au Danemark, elles n'occupaient que treize pour cent des postes de direction ! L'Italie et la Belgique faisaient aussi partie des mauvais élèves avec respectivement 17 pour cent chacune, en compagnie de la surprenante Allemagne (seize pour cent) et de l'Espagne (quatorze pour cent). Par établissement, c'est la britannique Nationwide qui avait le pourcentage le plus élevé (67 pour cent) de femmes dans son équipe de direction, suivie de la norvégienne DNB et de la néerlandaise Rabobank, toutes deux à cinquante pour cent. Nationwide et DNB font partie des cinq banques dont les DG sont des femmes<sup>3</sup>. DNB est la seule à avoir à la fois une femme PDG et une femme présidente du conseil d'administration en 2021, et une égalité des genres au sein de son conseil d'administration et de son équipe de direction. Faute de réglementation particulière, il faut ici compter sur la bonne volonté des acteurs. En mai 2022, la Deutsche Bank a annoncé des objectifs visant à augmenter la part du personnel féminin parmi ses milliers de postes de directeur général, de directeur et de vice-président à 35 pour cent d'ici 2025. La même année, l'espagnole BBVA a fixé un objectif de 35 pour cent de représentation féminine.

Le Luxembourg est plutôt en retrait dans ce domaine. Les données de l'ABBL pour 2021, établies sur un échantillon de 76 pour cent de ses membres, montrent qu'il n'y a que seize pour cent de femmes parmi les membres des *boards* bancaires et elles ne composent que 22 pour cent des comités exécutifs. Depuis 2015, la progression est cependant très nette, puisque les chiffres étaient alors respectivement de sept pour cent et de treize pour cent. De plus le Luxembourg compte deux femmes à la tête de banques importantes de la place, Françoise Thoma, directrice générale de la BCEE et Béatrice Belorgey, présidente du comité exécutif de BGL-BNP Paribas, alors qu'en France, où les conseils sont pourtant très féminisés, aucun dirigeant des six principaux groupes bancaires n'est de sexe féminin. En dehors de la banque mais toujours dans le domaine financier on note aussi qu'au Grand-Duché des femmes sont à la tête du ministère des finances (Yuriko Backes, DP) et de la Bourse (Julie Becker).

En quoi une place plus importante des femmes dans les instances supérieures des banques est-elle souhaitable ? L'exigence de parité est aujourd'hui très forte dans les entreprises, tous secteurs confondus, en considérant notamment que la structure du personnel doit refléter celle de la clientèle et plus généralement celle de la population. Dans les banques, un secteur déjà très féminisé, elle doit s'appliquer à tous les niveaux de la hiérarchie. Plus spécifiquement, la recherche menée par Morningstar a révélé une corrélation positive entre la représentation féminine au conseil d'administration et les cotes de crédit des 43 banques de l'échantillon. Par exemple, dans les banques notées de AA à A, les femmes représentaient en moyenne quarante pour cent des sièges des conseils d'administration, contre seulement trente pour cent pour les banques notées BB ou moins. Des tendances similaires ont été constatées lorsque l'on considère le niveau de représentation des femmes dans les postes de direction. « Une plus grande diversité parmi les membres du conseil d'administration et au sein du groupe de direction implique un plus large éventail de compétences, d'expériences, d'approches managériales et de préférences qui peuvent contribuer à une bonne gouvernance d'entreprise », écrivent les analystes de DBRS Morningstar.

Même son de cloche du côté de la BCE pour qui des conseils d'administration diversifiés en termes de genre prennent de meilleures décisions stratégiques. Selon la banque centrale, une répartition plus équilibrée entre hommes et femmes « encourage un plus large éventail de points de vue, d'opinions, d'expériences, de perceptions, de valeurs et d'origines. Ceci est crucial pour éviter la pensée de groupe et peut également être bénéfique pour la solidité de la banque ». En tant que superviseur, elle estime de son devoir de vérifier que les banques prennent des mesures pour créer les conditions les plus favorables à cet effet. Pour apporter de l'eau à son moulin, plusieurs études récurrentes, comme le « Global Female Leaders Outlook » de KPMG et « Women in business » de Grant Thornton confirment qu'une plus grande présence de femmes dans les instances dirigeantes assurent une gouvernance et un management plus efficaces. ●

### Coup de collier

En considérant que dans les pays où des quotas de femmes ont été imposés, ils ont permis d'augmenter substantiellement la représentation des femmes dans les instances dirigeantes, mais que dans le même temps plusieurs pays restaient à la traîne, de sorte que sur l'ensemble des plus grandes entreprises de l'UE cotées en Bourse, les femmes n'occupaient en 2021 que 30,6 pour cent des postes d'administrateurs, le Parlement européen a décidé de passer à la vitesse supérieure en adoptant le 22 novembre 2022 le texte d'une nouvelle directive intitulée « Women on boards ». D'ici à juillet 2026, les grandes entreprises cotées en Bourse devront faire en sorte qu'au moins quarante pour cent des postes d'administrateurs non exécutifs ou 33 pour cent de tous les postes d'administrateurs soient

occupés par des femmes. Pour cela elles devront mettre en place « des procédures de recrutement ouvertes et transparentes ». Dans le cas contraire, chaque État membre pourra appliquer « des sanctions dissuasives et proportionnées » allant de simples amendes à la dissolution éventuelle du conseil d'administration en cas de non-respect de cette législation. Cette « loi européenne pour briser le plafond de verre », selon les termes de la Commission, intervient au terme de dix ans de discussions, rendues difficiles par les différences entre les pays membres. Avec à peine 16 pour cent de femmes dans leurs conseils selon l'ABBL, les banques luxembourgeoises vont devoir donner un « coup de collier ». Mais seules celles qui sont cotées seront concernées par la directive. gc

<sup>1</sup> « Situation sociale dans le secteur bancaire 2021 », ABBL 2023

<sup>2</sup> « Gender diversity on European Bank Boards : More Work Still to be Done », DBRS Morningstar, 20 septembre 2022

<sup>3</sup> Les trois autres à avoir des DG femmes en 2021 étaient la britannique NatWest, la suédoise Handelsbanken et la Bank of Ireland. Visiblement les deux banques luxembourgeoises dans ce cas (BCEE et BGL) ne figuraient pas dans l'échantillon de Morningstar



DIE KLEINE ZEITZEUGIN

# Pfingstwunderlich

Michèle Thoma

Heiliger Geist, fahre in mich, begeistere beselige befeuere mich und mach, dass diese Kolumne sich schreibt, mit KI kenne ich mich leider noch nicht so aus! Sich schreibt wie von unsichtbarer Hand geführt. Wie von Zauberhand. So schrieben sich doch die Heiligen Schriften, die Apostel setzten sich hin und es fuhr in sie und die Schrift strömte nur so aus ihnen. Davor hatte es aus ihnen gesprochen, in multiplen Sprachen gar und allen die ihnen lauschten ward alles wundersam klar. Das mit Gott. Über Gott. Pfingstwundersam ward ihnen. Denen von nah und denen von fern. Ein großes Geheimnis, sagte der Pfarrer im Religionsunterricht, so geheimnisschwanger. Diese einfachen Fischer schrieben einen Weltbestseller. In dem ungeheuerliche Sätze stehen wie Der Geist Gottes schwebte über den Wässern, Herzklopfsätze, da kann man nur noch schweigen und sich verneigen. Die Fischer. In Kooperation mit dem Heiligen Geist. Der mit der Taube? In der Taube?

In Kooperation mit dem Heiligen Geist. Der mit der Taube? In der Taube?

Und jetzt ist Pfingstwochenende und alle fliegen weg, wegen Feiertagen, die keine/r mehr kennt, nur noch Seltsame, aber das macht nichts, die großzügigen unbekannten christlichen Feiertage sind trotzdem gut, alle nehmen sie. Und es wäre schön, könnten wir auch alle anderen religiösen Feiertage enjoyen, atheistische Feiertage gleichberechtigt gleich mit. Aber die feiern wir ja sowieso andauernd.

Jetzt ist Pfingstwochenende, die schönste Zeit, wenn die Pfingstrosen ausbrechen, die echten strotzenden in den Bauerngärten, mit dem echten tiefen dunklen Geruch, und die Großmutterhintern als saftige Ballone über dem Grünzeug schweben. Diese Großmutterhintern gibt es aber gar nicht mehr, diese über die Mutter Erde gebeugten Großmütter gibt es gar nicht mehr, die zwischen Kochtopf und Kirche harkenden, jätenden Großmütter gibt es gar nicht mehr, sie sind Erinnerungen, die Großmütter thronen selbstverständlich in den Flugzeugen wie alle andern die nicht im Schweiß ihres Angesichts im Staub kriechen oder an ein Bett gefesselt sind oder aus Idealismus auf dem Asphalt kleben. Über die das fliegende Zeug hinweg fliegt, niemand flugschämt sich mehr im geringsten, Grets feuerzüngelnden Predigten sind verhallt und sowieso finden alle es kalt.

Und in den Zeitschriften gibt es Mini-Info-spalten bezgl. dieser Feiertage, oder gar eine ganze Seite, dazu ein Bild in leuchtenden Kirchenfensterfarben. Mit Taube und Flämmchen über ekstatisch aufgerissenen Mündern und Augen. Was das überhaupt ist so ein Pfingsten. So ein Weihnachten, mit Knäblein und Krippe, das lässt sich noch darstellen, das ist noch vorstellbar, der Knabe im Stroh, die ewige Mutter, der gute Vater der nicht der echte ist, wie in einem echten Leben. So ein Ostern, durchbohrte Handflächen, durchbohrte edle Fußrücken, das ist plastischdrastisch, damit kann man was anfangen. Aber der Geist. Wer kauft den denn noch? Intelligenz ja, Intellekt ja. Aber Geist?

Im Jahr 2021 gab in einer Umfrage des *Luxemburger Worts* noch ein Fünftel der Teilnehmenden an, Pfingsten religiös zu begehen. Mit Kindern, so die Empfehlung auf einer katholischen Web-Seite, könne man Tauben



Pentecoste, El Greco (1597-1600)

aus Papier basteln um den Begriff des Heiligen Geistes fassbar zu machen. „Unsichtbare göttliche Kraft“ müht sich der *Spiegel* ab, ihn zu zähmen. Und immer wieder begegnen wir im Fernsehen einem Gottesmenschen, der sich redlich um Pfingst-Nachhilfe bemüht: Nachrichten von Gott in einfacher Sprache.

Es geht um den Heiligen Geist! versuchen die letzten Seltsamen den Wenigen, die noch auf die Idee kommen, nachzufragen woher diese tollen Tage die ihnen aus dem Himmel in den Schoß fallen überhaupt kommen, weiter zu helfen. Und dann schweigen sie ratlos. Guggel es! sagen sie neugierigen Nachkommen, denen sie all das ersparen wollten, die Unbefleckte, die Dornenkrone, Feuer und Verdammnis. Die haben zwar ein Faible für den Horror-Thriller-Apokalypse und hin und wieder fantasieren sie davon, sich taufen zu lassen. Aber dann ist immer grad was anderes. So, oh, meine Kolumne ist vollendet. Na sowas! ●

CHRONIQUES DE L'URGENCE

# Trafic d'indulgences

Jean Lasar

Les *offsets* carbone, ces compensations censées neutraliser les émissions de gaz à effet, constituent-ils un vaste marché de dupes ? Deux informations publiées cette semaine viennent étayer ce soupçon. La première concerne Verra, premier agent certificateur de titres carbone au monde, dont le patron a annoncé qu'il abandonnait ses fonctions le mois prochain, quelques mois après une enquête qui a mis à jour le caractère peu fiable de la méthodologie utilisée. La seconde porte sur les pratiques de Chevron, deuxième compagnie pétrolière privée mondiale, qu'une étude accuse de s'appuyer, dans sa communication sur ses efforts en faveur du climat, sur des offsets « bidon ».

Les causes du départ de David Antonioli, CEO de la société à but non lucratif Verra depuis quinze ans, n'ont pas été révélées. Mais le fait que son poste soit repris à titre intérim par le président récemment nommé de son Conseil suggère que l'entreprise traverse de sérieuses turbulences. En janvier, le *Guardian*, *Die Zeit* et la plateforme d'enquêtes *Source Material* avaient révélé que Verra, qui certifie trois quarts des certificats carbone émis dans le monde, n'était pas vraiment regardante et que plus de 90 pour cent des titres qu'elle garantit étaient « sans valeur », la garantie étant souvent fondée sur la préserva-

tion de forêts tropicales non menacées. Dans le cas d'un projet de conservation à Alto Mayo au Pérou, sur lequel s'appuyait Disney pour affirmer avoir réduit ses émissions, l'enquête avait même révélé que la prétendue opération de préservation avait donné lieu à des expulsions d'habitants.

Dans sa communication, Chevron affirme vouloir neutraliser ses émissions amont d'ici 2050 grâce à des compensations et des technologies de capture de carbone. Mais une enquête menée par le groupe Corporate Accountability a constaté qu'en plus de ne porter que sur quelque dix pour cent de ses émissions totales, cette promesse était entachée de problèmes comparables à ceux identifiés chez Verra. 93 pour cent des *offsets* mis en avant par Chevron entre 2020 et 2022 étaient « trop problématiques au plan environnemental pour être classés autrement que sans valeur ou bidon », a rapporté mercredi le *Guardian*. Environ la moitié de ses *offsets* sont liés à des barrages, alors que ceux-ci ne génèrent pas de nouvelles réductions d'émissions et risquent même souvent d'en générer eux-mêmes, entre autres déficiences.

À vrai dire, depuis que les *offsets* existent, le soupçon n'était jamais loin. Ce n'est certainement pas le client d'une compagnie aérienne qui va pouvoir vérifier si le surcoût que celle-ci lui propose de

Les offsets carbone, un vaste marché de dupes ?

payer sur son ticket pour « s'absoudre » des émissions qu'il occasionne en volant correspond à des réductions effectives de CO<sub>2</sub>. Mais si les agences de certification censées moraliser ce secteur émergent de l'action climatique font un travail approximatif, les grands groupes s'engouffrant prestement dans la brèche pour endosser des réductions d'émissions largement imaginaires, ce à quoi on a affaire en réalité est un marché d'indulgences trompeur, sinon climaticide. ●

ZU GAST

# Zukunft schaffen

Als Wähler\*innen stehen wir alle vor einer wichtigen Entscheidung. Am 11. Juni geht es darum, die Menschen zu bestimmen, denen wir vertrauen, dass sie unsere Lebensqualität direkt vor unserer Haustür, in unserer Nachbarschaft und in unserer Heimatgemeinde in den nächsten sechs Jahren tatsächlich erhalten und verbessern können. Es geht darum, denjenigen politische Verantwortung zu geben, die für das Wohl ihrer Mitmenschen und ihrer Gemeinde regelrecht brennen und die bereit sind, in ihrem Engagement für die Allgemeinheit die nächsten Jahre einen nicht unerheblichen Teil ihrer eigenen Freizeit zu opfern. Vor allem aber geht es darum, Menschen zu wählen, die anhand der richtigen politischen Prioritäten Zukunft schaffen wollen.

Zukunft schaffen kann die nächsten sechs Jahre nur heißen, dass wir unsere Gemeinden in Richtung Klimaneutralität führen, unseren Energieverbrauch sinnvoll reduzieren und gemeinsam die Produktion erneuerbarer Energien ausbauen. Es heißt uns auch vor den drastischen Folgen der Klimakrise zu schützen, indem wir unsere Beton resilienter gegenüber Hitzewellen und Überschwemmungen aufstellen. Zukunft schaffen bedeutet die Zerstörung und Verschmutzung unserer natürlichen Lebensräume zu bekämpfen, unsere natürlichen Ressourcen durch ein modernes Abfall- und Wassermanagement und nachhaltiges Bauen zu schonen sowie unseren bedrohten Artenreichtum inner- und außerorts zu erhalten.

Zukunft schaffen wir, indem wir unserem Zusammenleben mehr Platz im öffentlichen Raum zugestehen und einladende öffentliche Plätze einrichten, indem wir jedem das Recht auf bezahlbarem Wohnraum garantieren und unsere Mobilität so gestalten, dass wir uns sicher, sauber und bequem fortbewegen können. Es heißt Wohnen, Freizeit, Arbeiten und wichtige Dienstleistungen näher aneinanderzurücken. Es geht auch darum, lokale Wirtschaftskreisläufe zu stärken und auf eine nachhaltige Wirtschaft zu setzen, die fähig ist, ein Maximum an Materialien immer wieder neu zu verwenden, anstatt sie unsinnig wegzuworfen. Es gilt konsequent auf das Zukunftsmodell Kreislaufwirtschaft

zu setzen, eine vielfältige und attraktive lokale Gewerbe- und Geschäftswelt zu fördern und so wichtige lokale Arbeitsplätze langfristig abzusichern.

Djuna Bernard und Meris Šehović sind Co-Präsidenten von Déi Gréng

Zukunft schaffen heißt, die Rahmenbedingungen herzustellen, um unseren Familien ein gesundes und sicheres Lebensumfeld zu bieten und dafür zu sorgen, dass sie in ihrer Gemeinde eine hochwertige Kinderbetreuung und eine gute Gesundheitsvorsorge und -versorgung vorfinden. Es heißt, sichere und engagierte Nachbarschaften zu stärken und allen Menschen ein würdiges Leben sowie eine Teilhabe an einem vielfältigen gesellschaftlichen Zusammen- und Vereinsleben zu ermöglichen.

Unsere Gemeinderäte befinden sich in einer politischen Schlüsselposition, um diese Herausforderungen anzugehen. Gerade, aber nicht nur bei der Klimakrise, bleibt aber nur noch wenig Zeit, um die nötigen Lösungen umzusetzen. So sind die Jahre bis 2030 – demnach maßgeblich die nächste Amtsperiode – entscheidend, ob wir die hier skizzierte Zukunft schaffen können. Wir haben die nächsten Jahre einiges zu verlieren, können gemeinsam aber auch sehr viel gewinnen, wenn wir die enormen Chancen nutzen, die sich uns in allen Lebensbereichen bieten und unsere Gesellschaft in die Klimaneutralität leiten. Über 500 kompetente grüne Kandidat\*innen stehen bereit, hier anzupacken und hart dafür zu arbeiten, um gemeinsam mit allen engagierten Mitbürger\*innen lebenswerte Städte und Gemeinden für die Zukunft zu schaffen. ● Djuna Bernard & Meris Šehović

D'GEDICHT VUN DER WOCH



# Den Ausseminister vun der Bankeplaz

Jacques Drescher

„Das, was wir vorschlagen, Ist keine Revolution, sondern Evaluation.“ Sot d'Baerbock. Ëmstand si mengt: „Evolution“.

An der EU gëtt et de Frëndeskrees Fir Majoritéitsdecisiounen. Lëtzebuerg ass ëmmer mat derbäi, Wann eng Kaz geschleeft gëtt.

Wann et ëm de Krich geet, Brauch ee séier Decisiounen A keng Spillverdiwer. Mee alles huet seng Grenzen.

„Fir wat net d'Unanimitéit A Steierfroen ofschafen? – Ech si jo Lëtzebuurger Ausseminister, Äntwert am Laachen de Jean Asselborn.“

(Radio 100,7, 23.05.23)



# „Die Wohnungsfrage ist die soziale Frage schlechthin. Und sie ist eine ökologische Frage“

Florian Hertweck

Vortrag des Architekturprofessors der Uni.lu am 11. Mai bei den dritten vom Wohnungsbauminister organisierten Assises du Logement

Sten Becker

Neue Siedlung in Boulaide (Kanton Wiltz)

Während der Vorbereitung dieser Veranstaltung wurde ich gefragt, ob ich einen Beamer benötige. Architekten haben ja die Angewohnheit, ganz viele hübsche Bilder zu zeigen – eine Angewohnheit, der ich heute widerstehen möchte, auch weil das Thema leider etwas deprimierend ist. Ich würde sagen deprimierend, aber nicht hoffnungslos.

Wenn ich ein Bild gezeigt hätte, dann das von einer Anzeige, die ich kürzlich in der Zeitschrift *Wummen* sah. Hier werden von einem Entwickler zwei Doppelhaushälften angeboten, beide um die 250 Quadratmeter, weiß verputzt, mit uninspiriert eingezeichneten Fenstern, das Flachdach grau, ebenso wie der Vorgarten. Holzläden bei den Fenstern springen einem als vermeintlich ästhetisches Highlight angesichts der allgemeinen Tristesse entgegen und sollen die Nachhaltigkeit des Projekts bezeugen. Tatsächlich hat das Haus eine deprimierende Anmutung, aber vor allem ist es viel zu groß, ohne jegliche städtebauliche Qualität, ohne jeglichen ökologischen Anspruch, und unfassbar teuer. So fragt der Entwickler sage und schreibe 2,4 Millionen Euro für die eine Doppelhaushälfte und knapp 2,7 Millionen für die andere ab.

Dieses Bild ist symptomatisch dafür, was der freie Markt in Luxemburg die letzten Jahre mit wenigen Ausnahmen baut. Davon könnte ich hunderte Fotos zeigen, die ich während meiner Fahrradtouren durchs Land mache: zu groß, zu viel Grund und Boden in Anspruch nehmend, viel zu teuer, und durchgängig Sondermüll, mit dem sich spätere Generationen rumschlagen müssen. Sie kennen diese Projekte zu Haufe, sicherlich auch in ihrer eigenen Gemeinde. Sie machen – manchmal in etwas kompakterer Form – zusammen mit den Häusern, die Privatleute für sich bauen, das absolute Gros des hiesigen Wohnungsbaus aus, wo die öffentliche Hand insgesamt – also Gemeinden und staatliche Fonds zusammen – weniger als zwei Prozent aller Wohnungen besitzen.

Erlauben Sie mir, kurz darauf einzugehen, wie es so weit kommen konnte. Wir sind tatsächlich sehen- den Auges in diese Situation reingeschliddert. Bereits in den 1990er Jahren war klar, dass Luxemburg, um das Sozialsystem und um vor allem das extrem komfortable Rentensystem zu finanzieren, kontinuierlich auf Wachstum setzen muss. In einem Bericht für die Regierung von 1996 heißt es *grosso modo*, dass Luxemburg ein ökonomisches Wachstum von vier Prozent generieren müsse, um das Rentensys-

tem langfristig zu finanzieren. Seitdem sind wir zum Wachstum verdammt.

Nun wurde alles dafür getan, um dieses Wachstum zu schaffen, aber die sozialen und ökologischen Auswirkungen dieses Wachstums – insbesondere die Wohnungsfrage – wurden jahrelang vernachlässigt, obwohl es in dem gleichen Bericht hieß: „Il est implicitement supposé que le Luxembourg générerait sans-à-coup et avec souplesse tout phénomène de congestion dû à l'infrastructure qui accompagnerait en réalité une telle évolution de la population“.

Trotzdem wurde der Wohnungsbau, den ich unter den Sammelbegriff der Infrastrukturen fassen würde, den privaten Akteuren überlassen, die die eben beschriebenen Zuckerwürfel billig, aber mit enormen Profiten, gebaut und für horrenden Preise verkauft und seltener vermietet haben. Dabei hat der große Lucius Burkhardt schon 1980 zutreffend gesagt, dass der freie Markt seit jeher den Beweis schuldig sei, dass die Nachfrage nach Wohnungen auch ein entsprechendes Angebot schaffe. Pustekuchen! Der freie Markt hat in Luxemburg mitnichten die Wohnungen gebaut – weder quantitativ noch qualitativ – die es braucht, und da sind nicht die viel zu lange Prozeduren schuld.

Wohnungsbau ist wie der Bau von Infrastrukturen eine Aufgabe von höchster gesellschaftlicher Bedeutung, vor allem in einem Land, das zum Wachstum verdammt ist. Die Wohnungsfrage ist die soziale Frage schlechthin.

Natürlich gibt es Wohnungskrisen in vielen anderen Schwarmstädten, die in den letzten Jahrzehnten Wachstum verzeichnet haben, aber in keinem anderen Ort Europas ist ein so großes ökonomisches und demografisches Wachstum auf eine so große Wohnungsknappheit gestoßen wie in Luxemburg. So hat die Region 1990 nur etwa 30 000 Grenz- gänger verzeichnet, heute zählen wir über 220 000 Menschen, die aus grenznahen Regionen nach Luxemburg tagtäglich einpendeln. Damit verzeichnet der funktionale Raum von Luxemburg mit dem höchsten ökologischen Fußabdruck Europas und dem zweithöchsten der Welt den höchsten Anteil der Mobilität an genau diesem ökologischen Fuß- abdruck, nämlich in etwa die Hälfte. Und die Menschen – mittlerweile auch viele Luxemburger – ziehen nicht nach Tiercelet, Perl oder Aubange, weil sie lieber im Grünen leben und dafür im Schnitt zwei

Stunden pro Tag Autoverkehr in Kauf nehmen, sondern vor allem weil wir es hier nicht geschafft haben, genügend bezahlbaren Wohnraum in der Nähe der Arbeitsstätten, also in Luxemburg-Stadt her- zustellen, wo im Gegenteil viel zu viel Büroflächen gebaut worden sind. Somit ist die Wohnungsfrage auch eine ökologische Frage.

Dass die öffentliche Hand, also der Staat und die Kommunen hier viel zu wenig in dreißig Jahren getan haben, ist klar und dass die Anstrengungen, die die letzten Jahre unternommen wurden, diesen Rückstand nicht aufholen können, ist ebenso klar. Denn wir haben es mit einem extrem langsamen Sektor zu tun.

Tatsächlich gehen einige Maßnahmen in die richtige Richtung, zu nennen sind hier der Einsatz des Erb- baurechts im Rahmen der Schaffung von bezahl- barem Wohnraum, die finanzielle Unterstützung der Gemeinden bei der Stadtreparatur, die Einrichtung eines speziellen Fonds, um bezahlbaren Wohnraum zu schaffen, sowie Berater für Mieter und Gemein- den anzubieten.

Auch positiv zu erwähnen sind die Anstrengungen der beiden öffentlichen Wohnungsbaugesellschaf- ten, die viele Projekte in der Pipeline haben, die in den nächsten Jahren in der schleppenden Woh- nungsfrage ihre Früchte tragen werden. Aber selbst wenn in den nächsten fünf Jahren private und öf- fentliche Entwickler ihre Möglichkeiten ausreizen, was der Liser mit der Realisierung von 38 000 Woh- nungseinheiten beziffert – und was angesichts der derzeitigen Zinssituation zu bezweifeln ist – dann würde das den kommenden Wohnungsbedarf laut Statec gerade so abdecken, aber nicht den Rückstand aufholen. Mit anderen Worten: Selbst, wenn wir uns sehr anstrengen – und „sehr“ heißt hier, dass die beiden öffentlichen Wohnungsbaugesellschaften (mit dem Fonds Kirchberg, Agora und dem Fonds de compensation) in den nächsten fünf Jahren über 3 300 Wohnungen bauen, wird die Wohnungsfrage virulent bleiben.

Wir müssen daher in der Wohnungsbaupolitik einen Schritt weiter gehen, und ich möchte hier auf einige Maßnahmen eingehen, die bislang unzulänglich behandelt wurden und meiner Ansicht nach in den nächsten Jahren, also von der nächsten Regierung und den nächsten Gemeinderäten unbedingt ange- gangen werden sollten.

*Zu groß, zu viel Grund und Boden in Anspruch nehmend, viel zu teuer, und durchgängig Sondermüll*



Erstens: eine sozial-ökologische Grundsteuer. Die Bodenfrage ist schon immer entscheidend für die Wohnungsfrage gewesen. Vor allem in einem kleinen Land wie Luxemburg, wo die Unvermehrbarkeit von Grund und Boden besonders augenscheinlich ist. Warum schafft es die Politik nicht, eine wesentliche Grundsteuer einzuführen, die größere Liegenschaften, ich sage explizit *größere* Liegenschaften und nicht den Einfamilienhausbesitzer maßgeblich besteuert, um die großen Anstrengungen im Wohnungsbau zu refinanzieren? Die vielleicht noch dazu das Augenmerk nicht nur auf unbebaute, sondern vor allem auf versiegelte Flächen richtet? Hier wird Liberalismus falsch interpretiert, denn Liberalismus war immer schon gegen die Entfaltung von Monopolen, und in der Bodenfrage haben wir es mit Großgrundbesitzern zu tun, während der Schutz des kleingestreuten Eigentums unangetastet bleiben muss.

Zweitens: eine stärkere Inpflichtnahme von Bauträgern. Der Pacte Logement 2.0 sieht vor, dass Entwickler bis zwanzig Prozent des Grundstücks oder der Wohnungen für bezahlbaren Wohnungsbau abtreten, im Gegenzug jedoch zehn Prozent mehr Baurechte erhalten. Das geht zwar in die richtige Richtung, aber warum schaffen wir es nicht, Bebauungspläne wie andere Gemeinden in Europa so anzulegen, dass von Bauträgern in ihren Projekten mindestens dreißig oder vierzig Prozent geförderter Wohnungsbau hergestellt wird? Ich mag Sie daran erinnern, dass der Stadtrat von München im Rahmen der SoBoN (Sozialgerechten Bodennutzung) diesen Anteil gerade von vierzig auf sechzig Prozent erhöht hat. Und München ist nicht bekannt als Hort kommunistischer Spinnereien. Es kann nicht sein, dass Gewinne im Wohnungsbau privatisiert und die Kosten der Infrastrukturen gemeinschaftlich getragen werden.

Drittens: das Fruchtbarmachen von Genossenschaften. Ich rede mir seit Jahren den Mund fusselig, dass Genossenschaften in vielen Städten Europas einen beträchtlichen Beitrag zum bezahlbaren Wohnungsbau leisten, dass ihre Projekte architektonisch meist anspruchsvoll sind *und* ökologisch, weil sparsam mit Boden und Raum, und noch viel mehr als Baugruppen sozial durchmischt sind. Hier liegt eine große Chance für Luxemburg. Die Argumente, dass Luxemburger exklusiv auf Eigentum stehen, und dass es sich bei Genossenschaften um Nischenprodukte handelt, sind Scheinargumente. Zum einen wandelt sich die Gesellschaft, es gibt nicht mehr nur die eine Gesellschaft. Zum anderen sind Genossenschaften wie Schneeballsysteme: Da sie gemeinnützig sind, vermehren sie sich mit der Zeit.

Vielleicht denken viele bei Genossenschaften an „Genosse“, an Sozialismus, dabei handelt es sich um

ein *Selbsthilfeprojekt der Mittelschicht*. Genossenschaften organisieren sich selbst, planen selbst und deren Mitglieder ziehen dann selbst ein. Daher die hohe Qualität der Projekte. Das Einzige, das sie von der öffentlichen Hand benötigen, sind Grundstücke in Erbbaurecht zu günstigen Konditionen, nicht so wie es der Fond Kirchberg mit Ad Hoc gemacht hat und zwar den Erbbauzins am Anfang einkassieren zu wollen, was eine vollkommen falsche Anwendung des Erbbaurechts ist, der ja den Effekt haben soll, zu Beginn eines sozialen Projekts niedrige Investitionen zu ermöglichen. Eine nächste Regierung sollte sich intensiv darum bemühen, Genossenschaften zum Florieren zu bringen und mit relativ geringem Einsatz einen nachhaltig hohen Effekt in der Wohnungsfrage zu erzielen.

Viertens: die intensive und kreative Transformation fossiler Hinterlassenschaften. Es geht bei der Wohnungsfrage nicht nur darum, wer für wen baut, sondern auch, *wo* gebaut wird. Und das wird im Zeitalter des Klimawandels und Ressourcenschwunds immer wichtiger. Nichts wäre verlockender, als die Bauperimeter zu vergrößern und fleißig auf der grünen Wiese zu bauen. Aber das wird nicht mehr gehen. Luxemburg ist bereits das fragmentierteste Land in Europa. Zwölf Prozent seiner Fläche sind bereits heute Siedlungs- und Verkehrsfläche, jeden Tag wird ein halber Hektar urbanisiert und davon werden etwa die Hälfte – also circa 2500 m2 – versiegelt. Das sind im Jahr in etwa ein Quadratkilometer. Wir haben aber insgesamt nur 2586 km2 zur Verfügung. Hier läuft die Sanduhr langsam aber sicher ab, wenn wir nicht gegensteuern. Meine These ist hier das Bonmot aus Giuseppe Tomasi di Lampedusas Roman *Il Gattopardo*: „Wenn wir wollen, dass alles bleibt, wie es ist, muss sich alles verändern.“ Wenn wir wollen, dass angesichts des Wachstums dieses Land so bleibt wie es ist, müssen Wohnungsbau und Landesplanung zusammengedacht werden, müssen wir vollkommen neue Wege der Bebauung konzipieren und implementieren: Dazu haben wir und andere Teams im Rahmen von Luxembourg in Transition Vorschläge gemacht: Überbauung von Bestandsgebäuden, Transformation von Gewerbegebieten in durchmischte Quartiere und von Einfallstraßen in Avenuen mit verdichtetem Wohnungsbau, Bebauung von Parkplätzen, usw. usf. Wir müssen den Bestand behutsam transformieren und ihn nicht abreißen, um die Grundstücke mit wärmedämmenden Kisten zu verdichten. Das ist ökologische Scheinheiligkeit! Der Wohnungsneubau eines Jahres verursacht in Luxemburg etwa die Hälfte der Treibhausgase wie die Nutzung sämtlicher Bestandswohnungen. Der Bestand ist das Gold der Stadt.

Fünftens, und mit dieser Forderung mache ich mich hier womöglich nicht beliebt, müssen wir eine ande-

re Formel finden, um die Gemeinden zu finanzieren, als das Budget an ihr Wachstum zu koppeln. Stellen Sie sich bitte die Frage, was passiert, wenn Sie die in Ihren Bebauungsplänen ausgewiesenen Flächen entwickelt haben, was irgendwann – wahrscheinlich nach Ihrem Mandat aber trotzdem irgendwann – passieren wird? Hört dann Ihr Wachstum auf oder erweitern Sie ihre Bauperimeter? Noch einmal: Wenn vor allem rurale Gemeinden so bleiben wollen, wie sie sind, dann muss das Wachstum dort kanalisiert werden, wo bereits versiegelte Flächen bestehen, wo öffentliche Verkehrsknotenpunkte bestehen, wo Urbanität oder zumindest das Potential von Urbanität besteht. Die derzeitige Aufteilung in hundert autonome Gemeinden ist historisch begründet, wird aber der Aufgabe, vor der wir stehen, nicht mehr gerecht. Wir brauchen effiziente Zusammenschlüsse auf der einen Seite und transnationale Projektgebiete, so genannte *territoires de projets*, auf der anderen Seite.

Sechster und letzter Punkt: Wir müssen noch mehr im Wohnungsbau experimentieren, denn bei der

Vielleicht denken viele bei Genossenschaften an „Genosse“, an Sozialismus, dabei handelt es sich um ein Selbsthilfeprojekt der Mittelschicht

Wohnungsfrage geht es schließlich auch darum, was gebaut wird. Und das setzt voraus, dass die Wohnung nicht als reine Ware angesehen wird und allein den Gesetzen der Ökonomie unterliegt. Lassen Sie mich diesbezüglich aus Ernst Hübelis Buch *Die Krise der Städte. Zur Wohnungsfrage im 21. Jahrhundert* zitieren: „Die demografischen Umwälzungen der letzten fünfzig Jahre sind Ausdruck einer stillen Revolution im Alltagsleben. In den Städten sind die klassischen Kleinfamilienhaushalte auf fünfzehn und weniger Prozent geschrumpft – zugunsten von Singles, Paaren, Alleinerziehenden, Wohngemeinschaften und vielem mehr [in Luxemburg kommt noch die hohe Fluktuation der Bevölkerung hinzu, wo hinzuziehende Menschen im Schnitt nur fünf Jahre im Land bleiben]. Fast alles hat sich verändert, nur die ‚moderne Wohnung‘ nicht. Sie orientiert sich bis heute am fordistischen Modell der 1950er-Jahre, als die serielle Massenproduktion für den kleinfamiliären Massenkonsum angekurbelt wurde, der wirtschaftliches Wachstum und Wohlstand für alle versprach: ein Kühlschrank, ein Fernseher, ein Volkswagen, zwei Kinder und ein Blick ins Grüne. Dazu passt das Schema Wohn-/Ess-/Schlaf-/Kinderzimmer/Küche/Bad. Ob klein oder großflächig [wie in dem Haus, das ich eingangs beschrieben habe], das Schema gilt auch heute als vermeintlich bewährtes Modell und wird en masse produziert, obwohl es ein Minderheitsprogramm und selbst für Kleinfamilien museal geworden ist. Wie ist es möglich, am realen Bedarf und an den Bedürfnissen vorbeizuproduzieren? Eine solche Ignoranz wäre in anderen Branchen ruinös – wieso nicht in der Wohnbauindustrie? Die Frage ist so alt wie die Ursache des Problems: Das chronische Unterangebot befreit den freien Wohnungsmarkt von der Notwendigkeit, sein Angebot der Nachfrage anzupassen. Eigentlich ist es egal, was auf dem Markt geworfen wird. Wo Knappheit herrscht, ist alles begehrt.“

Wenn also der freie Markt nicht experimentiert, dann muss es die öffentliche Hand tun. Dazu gehört auch, Wohnungsbau als reine Typologie zu beenden und komplementäre Nutzungen, insbesondere Arbeiten, zu ermöglichen. Eine der größten Herausforderungen der luxemburgischen Raumproduktion besteht darin, Wohnen und Arbeiten zusammenzuführen. Aber auch die öffentlichen Wohnungsbau-gesellschaften müssen so hart kalkulieren wie die privaten Entwickler und stehen durch die Zinserhöhung und Kostenexplosion im Bau unter Druck. Daher mein vielleicht utopischer Wunsch: Wir müssen neue Wohnformen experimentieren, die der gesellschaftlichen Nachfrage nachkommen, aber das geht womöglich nur, wenn Wohnen wie im Roten Wien ein Stück weit als Investition *à fonds perdu* angesehen wird – in eine lebenswerte Gesellschaft. ●

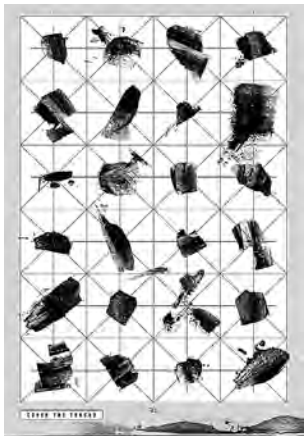




Mehr als Fäden

Seit der Ankunft am Montag der zahlreichen Helfer/innen und Organisatoren hat sich die Bevölkerung von Tadler (derzeit 102) fast verdoppelt. Außerordentlich niedlich, mit einer Kirche, Häusern, Schafen und Kühen versehen, jedoch ohne Café oder Einkaufsmöglichkeit stellt sich das Dorf der Gemeinde Esch-Sauer an diesem Wochenende auf den Besuch von etwa 5000 Menschen ein. Grund hierfür ist das 9. Marionettefestival, Herzensprojekt der Organisatorinnen Angélique d'Onghia und Séverine Zimmer. Seit 2001 gibt es die Veranstaltung, damals noch unter der Leitung des Künstlerkollektivs Maskénada, die alle zwei Jahre stattfindet. Nach einer nomadenhaften Phase zwischen drei Gemeinden des Nordens und einem Abstecher in die Rotondes ist das Festival nun fest in Tadler eingepflanzt. „Das Festival gehört auch den Leuten, die hier wohnen“, sagt Angélique d'Onghia – vor allem, da es in ihren Gärten, Scheunen, Hühnerställen und Garagen stattfindet. (Foto: Sven Becker) Auch wenn die Anwohner/innen in ihrem Alltag nicht

unbedingt ins Theater gingen, hätten sie eine Sensibilität für diese Kunstform entwickelt. „Wenn jemand Marionette hört, denkt die Person immer noch an eine etwas verstaubte Puppe mit Fäden und einem Holzstück zur Manipulation – dabei sind die Formen des Puppentheaters äußerst divers“, erklärt d'Onghia. Am meisten begeistere sie die Plastizität; diese Form des Theaters könne Dinge vermitteln, bei denen der Körper an seine Grenzen stoße. Auch deswegen sei es ein Festival für die ganze Familie, auch für Erwachsene – sie genießen und behalten oft andere Aspekte der Performances zurück als Kinder. Auf dem viertägigen Programm stehen nur wenige Fädenmarionetten; dafür mehr als 120 Vorstellungen an 14 Spielorten, von intimen 12-Plätze-Vorstellungen zu größeren in der Dorfkirche, das Ganze für Kinder ab sechs Monaten, gespielt von Künstler/innen aus Belgien, Deutschland, Frankreich, Luxemburg, Spanien und den Niederlanden. Sprachliche Barrieren fallen bei mehr als der Hälfte der Shows weg, da sie ohne Worte vonstatten gehen. [sp](#)



An der Decke

Für die Künstlerseite dieser Ausgabe zeichnet der Grafiker Laurent Schmit verantwortlich. Nach einem Studium des Grafikdesign und der Typografie in Brüssel und Luxemburg arbeitet er sechs Jahre lang in einer Agentur in Luxemburg. Danach folgt ein weiterer Auslandsaufenthalt in Bern, um Schweizer Grafikdesign zu

lernen, bevor er im Jahr 2015 zur luxemburgischen Agentur Bakform stößt. Für die *carte blanche* mit dem Titel *Cover the tracks* hat er einen Alltagsmoment als Ausgangspunkt genommen: „Un jour, en attendant ma femme dans notre entrée à moitié rénovée, je contemplais le plafond et je me disais 'en fait c'est beau'.“ Kurzerhand fotografierte er die Decke im halbfertigen Zustand, samt den Spuren des Handwerkers, um sie danach in Photoshop zu bearbeiten. „Comme ce projet le montre bien, le principe du „ugly is beautiful“ n'est pas une vérité absolue mais c'est souvent le cas dans mon travail. Ce sont les petites choses, cachées, insolites, inaperçues que je cherche pour les sortir de l'ombre et de leur redonner vie d'une manière ou d'une autre.“ Er sei von allem beeinflusst, was er sehe, in der Straße oder im Tram, wenn er Menschen oder Gebäude beobachtet: „Ça peut être tout et n'importe quoi qui fait surgir une idée, l'envie de créer est permanent.“ [sp](#)

Bye Bye E22

Wenn der Flieder lila und weiß blüht, ist es definitiv Zeit, das vorangegangene Jahr zu begraben. So fanden sich am Dienstagmorgen im Escher Ariston noch knapp vier Dutzend Menschen zusammen, um das Kulturjahr Esch2022 offiziell zu verabschieden. Allen voran waren Jacques Maquet, der Quality-and-Impact-Research-Beauftragter von Esch2022, die

Kulturministerin Sam Tanson (Grüne) und der Bürgermeister von Esch/Alzette Georges Mischo (CSV) da, um die qualitative Studie von Maquet vorzustellen und abschließend zu kommentieren. Esch2022 sei nur der Anfang eines weiterführenden Prozesses, erklärte Mischo im Superwahljahr – und auch wenn das Kulturjahr nun vorbei sei, würden viele Aktivitäten weitergehen. Er erklärte unter anderem Festivals wie Usina23 und Francofolies, ebenso wie kulturelle Institutionen wie das Muar, das Museum für Arbeit in Kayl, als Erbe von Esch2022: „Et ass eppes an der Regioun geschitt, eppes, wat bleift“. Danach ergriff Jacques Maquet das Wort, hinter ihm eine durch viele Infografiken bereicherte Powerpoint-Präsentation, die die Ergebnisse seiner Forschung zeigten (die teilnehmenden Künstler/innen und Projektleiter hatten dafür u.a Fragebögen ausgefüllt). Es sei eine „sehr schöne Bilanz“, resümierte er, immerhin gab es über eine halbe Million Besuche, davon 468 000 in Esch/Alzette; die Parität zwischen Männern und Frauen war in den Projektleitungen erreicht; es habe eine „enorme“ Kooperation auf internationalem Niveau gegeben, und 83 Prozent der in Luxemburg lebenden Besucher/innen (bei im Ausland lebenden sogar 89 Prozent) seien laut einer Ilres-Studie mit ihrer Visite zu einer von E22 organisierten Veranstaltung zufrieden gewesen. Die größten Herausforderungen sahen die Projektleitenden in der Publikumsteilnahme, der Covid-Pandemie und der Kommunikation – allerdings haben die Allermeisten auch hierfür Lösungen gefunden. Die

Übernachtungen in der Region stiegen um 30 Prozent, rund 7 800 Künstler/innen kamen aus dem Ausland nach Luxemburg, um an Projekten zu arbeiten. Die Präsentation endet mit Zitaten von Künstler/innen, wie toll und lebensverändernd die Teilnahme an Esch2022 war. Auch die Kulturministerin Sam Tanson sah in Esch2022 eine Dynamisierung des Südens und fügte hinzu, im Vergleich zu den vorangegangenen Jahren sei die finanzielle Unterstützung von kleineren Asbl gestiegen; mittlerweile kriegten 19 kleinere im Minett Geld vom Ministerium für Kultur. Man will fast Leibniz und die beste aller Welten bemühen, so gut fällt das Fazit aus. Dabei hatten kleinere Künstlerkollektive wie Richtung22 bereits Ende letzten Jahres kritisiert, Esch2022 habe lokale und kleinere Projekte nicht ausreichend gefördert. [sp](#)

Mit oder ohne uns

Saudade ist eines jener Wörter, das sich nur schwer übersetzen lässt. Es drückt im Portugiesischen eine tiefe, schmerzvolle Sehnsucht aus, die sich nur schwer quellen lässt und die dennoch irgendwie angenehm ist. Sodade heißt nun auch eine Bronze-Statue, die gestern Abend auf der Place du



Parc in Bonneweg eingeweiht wurde, und an der sich ein nicht ganz so angenehmes kleines Politikum entfacht hat, wie das *Tageblatt* berichtete. Im Zuge der Staatsvisite des Präsidenten von Kap Verde José Maria Neves wird der hiesigen kapverdischen Gemeinschaft das fast zwei Meter hohe Kunstwerk im Wert von 60 000 Euro gewidmet, um an sechzig Jahre Immigration nach Luxemburg zu erinnern. Allerdings fühlt ebendiese Gemeinschaft sich im Prozess übergangen. Die Initiative für das Projekt geht auf Tony Rocha, Hairstylist und Kapverder, zurück, der „seinen beiden Heimaten etwas zurückgeben wollte“. Die Statue sollte von einem kapverdischen Künstler geschaffen werde, die Wahl fiel auf Severo Delgado aus Santo Antão. Für Unmut in der kapverdischen Botschaft und bei der FACVL (Fédération des associations capverdiennes du Luxembourg) sorgte nicht nur der anfängliche Name Criola, der abwertend besetzt und mit der Sklaverei in Verbindung gebracht werde, sondern auch die Tatsache, dass es keine Ausschreibung für einen Wettbewerb gegeben habe, weder hier noch in Kap Verde. Die intransparente Vorgehensweise des Schöffennrats in der Affäre sei nicht ideal; Rocha und die Bürgermeisterin (DP) seien in gutem Kontakt. Hinter die Kritik reihen sich Grüne und LSAP mit ein, die der Enthüllung fernblieben. In einer Stellungnahme spricht Déi Lénk von einer schönen Geste, die zu einer Spaltung in der kapverdischen Gemeinschaft geführt hat, wollen der Veranstaltung jedoch beiwohnen. [sp](#)

Bottom up

In einem offenen Brief an die politischen Parteien, der dem *Land* vorliegt, kritisiert die Bürgerinitiative Forumculture die gegenwärtige Kulturpolitik. Kultur sei, was internationale Kooperation angeht, immer noch der „parent pauvre“. Die aktuelle Regierung habe es nicht geschafft, die Interaktion zwischen Professionellen der Szene und Amateuren zu entwickeln noch die Teilnahme und kulturelles Empowerment zu stärken. Im Gemeindewahlkampf spiele sie eine stiefmütterliche Rolle, irgendwo zwischen Tourismus, Hobbies und Sport; was ihr keineswegs gerecht werde. Es werden drei Hauptfragen formuliert: Wie kann Kultur wirklich mehr inklusiv werden? Wie kann man dem Vorurteil entgegen wirken, dass es ein Publikum gibt, das sich nicht für Kultur interessiert? Wie können in diesem Kontext Staat und Gemeinden auf der einen, und die Zivilgesellschaft auf der anderen, besser zusammenarbeiten? Der Kulturentwicklungsplan und die Erschaffung von Kultur lx werden als Professionalisierungsmaßnahme des Sektors begrüßt. Dennoch wird die Frage aufgeworfen, ob die Ethik-Charta für alle Asbl und die Transformation von fünf kulturellen Institutionen nicht zu sehr top-down sei; und ob man die Zusammensetzung der Verwaltungsräte zugunsten der Zivilgesellschaft überdenken solle. Ein weiterer Vorschlag ist ein Observatoire culturel, das als Hauptmissionen Datensammlung, Recherche, Reflektion und Debattenförderung haben könnte. Unter den Unterzeichnenden

befinden sich Serge Tonnar, Anne Simon, Claude Frisoni, Paul Rauchs, Paul Thiltges, Serge Kollwelter und Michel Pauly. [sp](#)

Tragikomik

Knapp 25 Jahre nach Erscheinen von Nico Helmingers Novellensammlung *iwwer land* (Editions Phi) haben sich CNA und CNL zusammengetan, um die neun Geschichten zu vertonen, der Schauspieler Steve Karier liest die Geschichten, und das mit Gravitas. Jean-Michel Treinen befand 1999 dazu in dieser Zeitung: „A wann et sou eppes soll ginn, wei e 'kollektivt Ënnerbewosstsinn', dann ass et de Mérite vum Dr. Helminger, fir d'Grenzen tëschent nationaler Identitéit, Soziologie a Psychiatrie besonnesch ënnersicht ze hunn.“ Tatsächlich passen die sowohl orientierungslosen als auch lustigen Protagonisten der Novellen immer noch äußerst gut in unsere Gegenwart. Als CD oder Download erhältlich. [sp](#)



MUSIQUE LIVE

# Les liens du son

C'est un défi sacrément prometteur et diablement risqué. Celui de rendre un hommage musical à son père, et d'autant plus lorsque ce père est un des derniers monstres sacrés du cinéma américain. Kyle Eastwood, compositeur et bassiste de jazz de son état, s'est allié à Gast Waltzing, grand manitou de la musique autochtone, pour mettre au point *Eastwood Symphonic*. Le projet consiste en la sélection d'un florilège des bandes originales des films de et avec Clint Eastwood, interprétés par le quintet de Kyle Eastwood et par un orchestre philharmonique. Rien que ça. À noter que ce dernier est un habitué du principe de reprise, il avait déjà réarrangé ses musiques de films préférées dans son album *Cinematic* (2019). *Eastwood Symphonic* a été présenté en octobre dernier au festival *Nancy Jazz Pulsations*. Le spectacle est en tournée européenne jusqu'en 2024 et passe par le Grand-Duché.

Les morceaux sont entrecoupés par des vignettes enregistrées où les Eastwood, unis par les liens du sang et du son, délivrent des anecdotes qui provoquent des rires et des applaudissements nourris

En ce mercredi 17 mai au soir, le parvis de la philharmonie fourmille. C'est un jour de fête. Le Grand Auditorium fait salle comble. Les musiciennes et musiciens de l'Orchestre Philharmonique de Luxembourg (OPL) attendent la fermeture des portes et l'arrivée sur scène des instigateurs du projet. Kyle Eastwood est à la basse, Quentin Collins à la trompette, Brandon Allen au saxophone, Andrew McCormack au piano, Chris Higginbottom à la batterie et Gast Waltzing donc, à la baguette. Le concert est introduit par une vidéo de présentation où les Eastwood père et fils souhaitent la bienvenue au public.

Le premier morceau est un medley aguicheur des compositions qui vont suivre. Les bandes originales revisitées de *Magnum Force* et de *l'Inspecteur Harry* (qu'on ne reconnaît pas malgré toute la volonté du monde) s'enchaînent tambour battant. On (re)découvre ensuite le thème phare de *la Sanction*. Une pépîte assez méconnue composée par John Williams mais qui traîne ici en longueur. Les morceaux sont entrecoupés par des vignettes enregistrées où les Eastwood, unis par les liens du sang et du son, délivrent des anecdotes qui provoquent des rires et des applaudissements nourris. Ils expliquent notamment comment Lennie Niehaus a numérisé et réorchestré des prises originales de Charlie Parker pour la bande son de *Bird*. S'ensuit un vibrant hommage au légendaire saxophoniste où l'OPL se met en retrait et où chaque membre du quintet brille par un solo décapant.

On regrette l'absence des magnifiques bandes originales de *Mystic River* et de *Million Dollar Baby*, dont l'ampleur commune pouvait se prêter à l'exercice. En contrepartie, l'orchestre nous envoûte avec de superbes réinterprétations des thèmes d'*Impitoyable* et de *Gran Torino*. On salue encore le panache apporté au thème des *Lettres d'Iwo Jima*. Dans la dernière vidéo de transition, Clint Eastwood souligne l'importance des bruitsages dans le thème principal du premier western de Sergio Leone, *Pour une poignée de dollars*, point de départ de sa riche carrière. On y entend des coups de feu et de fouet, des cloches et des sifflements. Le nouvel arrangement présenté gomme tous ces éléments pour en faire une pièce lisse comme le parquet de la scène. C'est à n'y rien comprendre. *Eastwood Symphonic* n'émeut pas, mais nous pousse à retourner fissa nous replonger dans la filmographie du grand Clint. Pour le reste, un disque est à paraître en septembre prochain et le spectacle sera de passage au Grand-Rex à Paris le 11 octobre. ● Kévin KroczeK

JEUNE PUBLIC

# Le monde à l'envers

Godefroy Gordet

On savait Saint-Nazaire, ville aux Mélusines des mers, propice à la féerie, là où l'ambiance portuaire amène des images de grands films d'art et d'essai, au bord d'un océan qui ne se calme jamais. On connaissait moins, cependant, la ville de Saint-Nazaire mère d'artistes de haut vol telle.s que ceux du Collectif à l'Envers avec comme figure de proue les compositeurs et saxophonistes Ronan Le Gouriérec et Gweltaz Hervé, deux noms bien bretons au passage... tiens, tiens... De cet ouest français lointain, les Rotondes font ainsi venir cette étonnante troupe, porteuse de *Sopryton ? Complètement Barano !*, un ouvrage collectif opéré dans une « bulle sonore et visuelle », qui ne manque pas de percussions et de virtuosité. Aucun des enfants présents ce jour ne dira le contraire, les Rotondes s'affichent définitivement comme un haut lieu du spectacle jeune public de la région transfrontalière.

Il y a comme toujours avant un « jeune public », ce ballet d'enfants. L'énergie enfantine y est palpable, et l'impatience sans pareil, on se croirait entourés de groupies, devant la scène de la Rockhal, deux heures avant que Lomepal ne vienne chanter... Quelle pression pour les artistes en scène. Quel public que celui de l'enfant face à un spectacle... Lui à qui rien n'échappe. Lui qui fait preuve d'une finesse immense dans son regard de spectateur, justement. Aujourd'hui, « le spectateur de demain », comme on l'appelait jadis n'a pas besoin d'explication pour entrer dans son spectacle. Lui est tout entier transporté par les émotions et l'imaginaire que le spectacle lui renvoie. Lui est le meilleur des spectateurs et le pire à la fois, car si l'on s'inquiète qu'il ne comprenne pas ce que l'adulte veut qu'il comprenne, il faut s'assurer qu'il comprend ce que le geste artistique offre, et ce, à sa manière, face à sa sensibilité, ses humeurs, très souvent exacerbées. Voilà pourquoi devant *Sopryton ? Complètement Barano*, certains gosses pleurent, quand d'autres rient. Voilà pourquoi, à l'introduction, quand les deux saxophonistes font « parler » leur instrument, certains enfants se fascinent quand d'autres ont peur, ont la bougeotte, ou commentent à

voix haute... Aucun, en tout cas, n'est bouche cousue... Rien de tout cela ne laisse les marmots insensibles. Et puis, il s'agit d'entretenir l'attention du jeune spectateur, celle-ci est fragile et peut s'évanouir en un instant, et le Collectif à l'Envers l'a bien compris, jouant concrètement avec ses gradins en bi-frontal de manière constante, pour ne jamais que le public perde le fil, ou se perde dans son propre fil de pensées... C'est en cela que ce spectateur et cette spectatrice, non de demain, mais bien de maintenant, est un regard très exigeant, car virulent de questionnement, de « pourquoi » en quantité.

Pour le Collectif à l'Envers tout se sera bien passé. Dès les premiers sons et jeux « de pieds », le spectacle prend. Les enfants rient, crient, échappent des larmes, se réfugient dans les bras des accompagnateurs. rice.s. Ronan Le Gouriérec et Gweltaz Hervé jouent de leur talent d'artistes de scène, pour coupler leur élégance musicale à une chasse aux dessins, ceux de Philippe Chasseloup, qui signe aussi, en toute logique, la mise en scène. Là, au centre, nos deux saxophonistes vagabondent sur un tapis de vidéo-projection où s'animent des images décors mouvants et ressorts dramaturgiques par lesquelles l'histoire est rythmée. Le duo au plateau s'infiltre dans la narration par leur musique saxophonée pour dompter la vidéo-projection. Le jeune spectateur en a pour ses yeux et ses oreilles tant l'action est



omniprésente, du sol au plafond, dans une ambiance multisensorielle, ressentie quasiment à 360°. Et, de fait, en face de nous une rangée de gamin.e.s fait aussi le spectacle, ces visages d'enfants qui se transforment de minute en minute, d'acte en acte délivrés par les talentueux et coquins musiciens, constituent un autre niveau de spectaculaire, tout cela au bon grès de la balade musicale et visuelle que nous délivrent les artistes. En scène, la magie se met en place avec une facilité déconcertante, aucun des artistes présents ne semble forcer son talent, tout comme les régies présentes, tenues par Sébastien Bouclé (scénographie, vidéo, lumière) et Manu Le Duigou (création sonore) qui avec douceur amènent la multiplicité des niveaux artistiques qui s'invitent à la scène.

On parle bien d'un spectacle pluridisciplinaire, couplant concrètement musiques, images, sons et distillant en filigrane une littérature musicale fantasmagorique, une poésie visuelle drôle et lunaire, et enfin, une théâtralité puissante ouverte aux mondes intérieurs de l'enfant comme de l'adulte. *Sopryton ? Complètement Barano* est un émerveillement, un spectacle qui ôte à l'adulte sa tête de blasé, celle qu'il porte d'habitude au théâtre, « ce truc d'into-tello », et qui permet au môme de laisser tout sortir, d'évacuer les émotions qui le traverse, pour exulter au dehors, telle cette énergie bénéfique au spectacle vivant. ●

MUSIQUE CLASSIQUE

# La ruée vers l'orgue

José Voss

Si le violon peut prétendre au titre de roi, et le piano à celui d'empereur, l'orgue s'impose comme le pape des instruments. Célèbre et pourtant méconnu, il traîne une image pour le moins ambivalente, entre religiosité et film d'épouvante. Un objet « gothique », dans toutes les acceptions du terme. Ceci dit, on a retrouvé la trace de modèles du IIIe siècle avant notre ère, et le premier connu en Occident fut celui offert à Pépin le Bref en 757.

L'orgue est un monde en soi, très impressionnant avec ses tuyaux de dimensions et formes variables (au nombre de 6 768 pour ce qui est du Schuke de la Philharmonie), ses claviers (de un à quatre), son pédalier, ses commandes de registres. Aucun instrument n'est plus complexe, et nul ne génère davantage de mystère fascinant. Le son qu'il produit, tantôt tonitruant, tantôt arachnéen, et sa variété exceptionnelle de timbres aux noms souvent exotiques participent de cette fascination.

Le 15 mai, c'est l'organiste, compositeur, improvisateur et showman américain Cameron Carpenter qui était au buffet du grand orgue de la Philharmonie, monstre de plusieurs tonnes, suspendu à un flanc de la salle du grand auditorium, et « flottant » pour ainsi dire à plusieurs mètres de hauteur. Au menu, des œuvres tout ce qu'il y a de plus traditionnel, et qui détonne agréablement avec le type de « lasagne » actuellement en vogue dans les scénacles prospectifs, juxtaposant contemporain et ancien.

De Carpenter, on affirme volontiers qu'il ne fait rien comme les autres. Et l'on pourra tout écrire sur sa prestation. Son premier exploit aura été de dédier l'intégralité de son récital au plus grand des compositeurs pour orgue de tous les temps, à « l'homme qui tutoyait Dieu » (auquel l'organiste a d'ailleurs consacré, en 2016, un album au titre révélateur *All you need is Bach*) , et ce, s'il vous plaît, au plus haut niveau. C'est par



une grande et ébouriffante *Fantaisie et Fugue BWV 542*, l'occasion rêvée de faire admirer, d'entrée de jeu, la puissance et la splendeur du plein-jeu du Schuke, que le plus excentrique des organistes (il ne rechigne pas à se produire, par exemple, dans des tenues moulantes, avec des paillettes et dans des chaussures garnies de strass !) ouvre la soirée. Et c'est par les monumentales *Variations Goldberg BWV 988* qu'il le clôture.

Attention toute de généreuse tendresse portée à chaque pièce ; palette étonnamment riche de timbres (notamment dans les *BWV 870 et 880*, tirés du livre III du *Clavier bien tempéré*) ; noblesse de l'expression dans la *Fantasia super « Komm, Heiliger Geist » BWV 651* ; élévation spirituelle dans le plus bou-leversant des chorals de l'*Orgelbüchlein* qu'est le « *O Mensch, bewein' dein' Sünde groß BWV 622* », évoquant, à la faveur d'un grand chant baroque, l'agonie du Christ sur la Croix et la douleur du chrétien, dont les péchés sont la cause de ce sacrifice ; intégrité au-dessus de tout soupçon dans le *Prélude et Fugue BWV 552* ; enfin, technique et musicalité transcendantes dans la partition mythique des *Goldberg*, « somme » écrite à l'origine pour rendre l'insomnie supportable à quelqu'un qui en souffrit toute sa vie durant. Œuvre énigmatique, souvent travestie en musique de métronome à perruque, mais dont l'abstraction mathématique, sous les doigts du prestidigitateur d'outre-Atlantique, a ceci de paradoxal qu'elle favorise l'émotion la plus authentique au lieu de la brider, et dont les métamorphoses « à la Carpenter » autorisent justement toutes les exubérances. Le tout étant magnifié par l'acoustique fantastique du grand auditorium philharmonique, laquelle décuple la présence et l'impact émotionnel de ces pages sublimes et de haute spéculation à la fois théologique et théorique, où se concentre, sous une forme prodigieusement élaborée, tout le savoir-faire du plus grand génie de l'histoire de la musique.

Quelle fulgurance dans les tempos ! Quelle lumière dans les volutes mélodiques qui scintillent comme des vitraux ! Quelle farouche énergie dans les entrelacs contrapuntiques ! Ça chante sans détour, ça respire, ça vous chavire. Bref, quelle jubilation ! Et quand bien même le jeu n'est pas toujours irréprochable et contient ses propres limites, même si Carpenter n'ambitionne guère de conférer un air d'éternité au monument fondateur que sont les *Goldberg*, il y a chez l'Américain une manière de prendre possession de l'instrument, de donner vie au moindre élément musical, qui demeure très attachante, très passionnante. Comme encore couronnant cet exemplaire et salutaire hommage à Bach, Cameron Carpenter fit suivre deux morceaux de bravoure de derrière les fagots, parachevant de la sorte par un point d'orgue à la fois grandiose et original une soirée dont le fil rouge était un grand bonheur musical. ●



LES « MUSÉES » DE D. SINGH AU MUDAM

# Riche déploiement photographique

Lucien Kayser

**Dancing with my camera, dit l'exposition, le visiteur, non moins, est pris dans un maelstrom d'images**



L'artiste  
Dayanita Singh

Choisissons deux images qui peut-être aident le mieux à entrer dans le travail de la photographe indienne Dayanita Singh, et invitent de suite à ne pas (non plus) considérer ses photographies isolément, accrochées au mur ou non, mais à privilégier sa réflexion, son expérimentation autour d'une forme autre, idéale, pour les présenter. La première des deux, hors de toute chronologie, montre Singh assise au milieu de coussins et de planches-contacts, car même après s'être mise au numérique, elle a toujours recours à ce moment de dissémination, d'examen et de choix. À rapprocher de l'image où l'on voit André Malraux dans une position analogue, dans le même exercice, ce fut pour son *Musée imaginaire*. Et le rapprochement n'est pas fortuit, il conduit directement à notre deuxième image de Dayanita Singh, telle qu'on l'a connue au Kirchberg, avec sa large veste aux poches nombreuses, où il sera facile de mettre ses livres-objets, ses petits « musées », et au dos de la veste ne lit-on pas : My life is a museum.

Au commencement, d'ailleurs, il y eut, en 1986, un premier livre, à la suite de sa rencontre avec le percussionniste Zakir Hussain qui l'avait invitée à le suivre en répétition, elle a continué six hivers durant dans les tournées à travers l'Inde. C'est peut-être par là aussi que le visiteur ferait bien de commencer, bien que le facsimilé de la maquette, témoin de la rigueur de la pratique artistique de l'un et de l'autre, ne fût publié qu'en 2019. Peu importe, galerie est ou galerie ouest du Mudam, c'est le même maelstrom d'images, la même danse que suggère le titre de l'exposition, riche déploiement,

foisonnement très ordonné. Tant de richesse, prise dans les attitudes les plus fermes.

Richesse des images dans leur expression plastique, dans les moments où elles saisissent la vie quotidienne indienne, où chaque pièce est comme un instantané, d'une autrice qui vient du photojournalisme avec lequel elle a rompu, est comme une ligne, un alinéa d'un roman visuel. Dans d'autres moments, c'est l'agencement, c'est l'ordre des formes qui donne à l'œuvre sa force et non moins sa séduction.

Richesse tout au long d'un voyage car la photographie de Dayanita Singh tient de la documentation. Son premier projet avait donc été avec Zakir Hussain, dans l'exposition la part est belle faite à la musique, à la danse (et si celle-là est associée par l'artiste à son propre travail, c'est qu'à ses yeux les deux ont le rapport étroit à la vie) ; cette dernière, dans la blancheur, la candeur des jeunes filles dans un ashram de Bénarès qui leur est réservé, dans l'épanouissement, l'exubérance, enfin l'adieu prolongé de Mona Ahmed dont Singh avait fait la connaissance lors d'un reportage sur les eunuques en Inde. Image la plus imposante, monumentale, et rien de plus émouvant que ce film still, de gigantesque placide, au regard doux et calme.

Richesse non moins là où la caméra ne fouille que des espaces vides, fixe tels éléments d'architecture, de Chandigarh par exemple, avec l'empreinte de Le Corbusier. Du solide en l'occurrence, du fluide là où le soleil fait vibrer les pierres d'un sol, le vent gonfler les rideaux d'une fenêtre ouverte.



Vue de l'expo  
*Dancing with my camera*

Richesse, au-delà de toutes les figurations, peut-être la plus radicale, autant qu'insaisissable. Ce que les photographies de Dayanita Singh nous disent ou suggèrent du temps, celui que les hommes vivent plus ou moins intensément, celui qu'ils sentent passer indeluctablement. Qu'ils le regrettent ou non, à quelque vitesse qu'il s'en aille, les photographies s'apparentent à de la méditation, y invitent. On est là, interpellés devant *Time Measures*, des photographies en gros plan de lés (bandes de tissu rouge) renfermant des liasses de documents, dont la couleur s'est estompée, varie donc au long de la série. Devant *Painted Photos*, comme prises dans un paysage de brume, ou sorties d'un vécu lointain.

Telles photographies, dans File Museum, montrent d'autres lés, d'autres liasses qui s'entassent simplement. Elles sont, pour Dayanita Singh, une matière première, de quoi commencer son véritable travail. On a vu les livres auxquels il aboutit, elle en a réalisé une douzaine, avec l'éditeur Steidl ; plus surprenants pour le visiteur, plus inédits, les coffres, les malles, et surtout les installations modulables en bois de teck, offrant des possibilités diverses de présentation, avec des parties alignées, d'autres qui zigzaguent, et des fois s'allient à d'autres meubles, où on saluera toujours la très belle exécution artisanale. Les photographies, dans une autre dimension, rappellent les planches-contacts, elles peuvent être remplacées, changer de place, la danse de Dayanita Singh dans son tour, sa tournure ultime. ●

FESTIVAL

# Little Italy, Metz

Loïc Millot

Pour sa première à la direction de Passages Transfestival, Benoît Bradel a opté pour une édition transalpine, fasciné, à son arrivée dans la cité messine fin 2019, par l'atmosphère étrangement latine qui y régnait : des accents de Napolitain glanés ça et là en ville, sans oublier la pierre de Jaumont qui donne à Metz une couleur ocre, méridionale, plus encore à la tombée de la nuit lorsque les réverbères l'illuminent. Il n'en faut pas plus pour transformer pendant trois semaines (3-21 mai) une ville en une « petite Italie ». Même le soleil fut au rendez-vous.

Depuis longtemps en effet, la Lorraine a entretenu des liens étroits avec la Péninsule ; outre l'héritage romain (le vin, le

complexe thermal sur le site de St Pierre-aux-Nonnains), la prospérité économique de Metz est en partie due à la présence de banquiers lombards, attestée dès le XV<sup>e</sup> siècle. De nombreux artistes lorrains comme Claude Gellée ou George de la Tour sont descendus à Rome, véritable Hollywood de la peinture à cette époque. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la révolution industrielle en fera enfin une terre de prédilection pour les immigrés du Mezzogiorno, venus nombreux rejoindre les mines de Forbach, les usines sidérurgiques de Longwy, de Rombas ou d'Esch-sur-Alzette. L'Italie n'est pas un pays : c'est un peuple en migration, international par définition, qui a contribué à la croissance de l'Europe au XX<sup>e</sup> siècle et à édifier les gratte-ciels de New York.

Une trajectoire que retrace à sa façon celle de Michel Platini : né à Joeuf, en Meurthe-et-Moselle, il évolue à l'AS Nancy avant de terminer sa carrière à... la Juventus de Turin.

Cette histoire commune passe aussi par une programmation ayant rendu hommage à l'âge d'or du cinéma italien, pour le plus grand bonheur des cinéphiles et des mélomanes de la région. La rencontre avec Ninetto Davoli, l'acteur fétiche du cinéaste Pier Paolo Pasolini, et les deux films projetés en sa présence (*La Ricotta* ; *Uccellacci e Uccellini*) furent deux moments particulièrement émouvants pour le public. Cet hommage à Pasolini était par ailleurs décliné à l'espace Bernard Marie-Koltès, où l'on pouvait entendre une lecture musicale de Gael Leveugle à partir du recueil poétique *La Religion de mon temps*. Côté musique, deux concerts ont fait salle comble à l'Arsenal sous la direction d'Ernst Van Tiel. Le premier mêlait les plus grands airs de Nino Rota pour Fellini à ceux de Nicola Piovani (*La Vita è bella*), d'Andrea Guerra (*Extraordinary Measures*) ou d'Ennio Morricone. Le second concert en prolongeait le geste en faisant revivre les plus fameuses contributions de Morricone au « western spaghetti ».

Outre cet attachement au patrimoine culturel italien devenu universel, c'est la création contemporaine et pluridisciplinaire que célèbre Passages Transfestival au moyen des arts du spectacle. Dans cette relation dialectique entre la scène locale et celle de la Péninsule, le public a pu aussi bien découvrir *Le Grand inconnu*, la dernière réalisation de la marionnettiste Pascale Toniazzo qui y présentait aussi un spectacle pour le jeune public (*Plein soleil*), que les deux pièces chorégraphiques de l'impertinente Silvia Gribaudo à l'opéra-théâtre : *Variations di Grazia*, inspiré des Trois grâces du sculpteur Antonio Canova, et *R.O.S.A. 10 Esercizi per nuovi virtuosismi*. Deux spectacles participatifs qui mettent à mal les stéréotypes de genre et la notion même de beauté, au cœur de la tradition esthétique occidentale (« citation Gribaudo »). Autre importante institution culturelle de la ville participant aux festivités, le Centre Pompidou-Metz a accueilli deux pièces du duo formé

Outre cet attachement au patrimoine culturel italien devenu universel, c'est la création contemporaine et pluridisciplinaire que célèbre Passages Transfestival au moyen des arts du spectacle

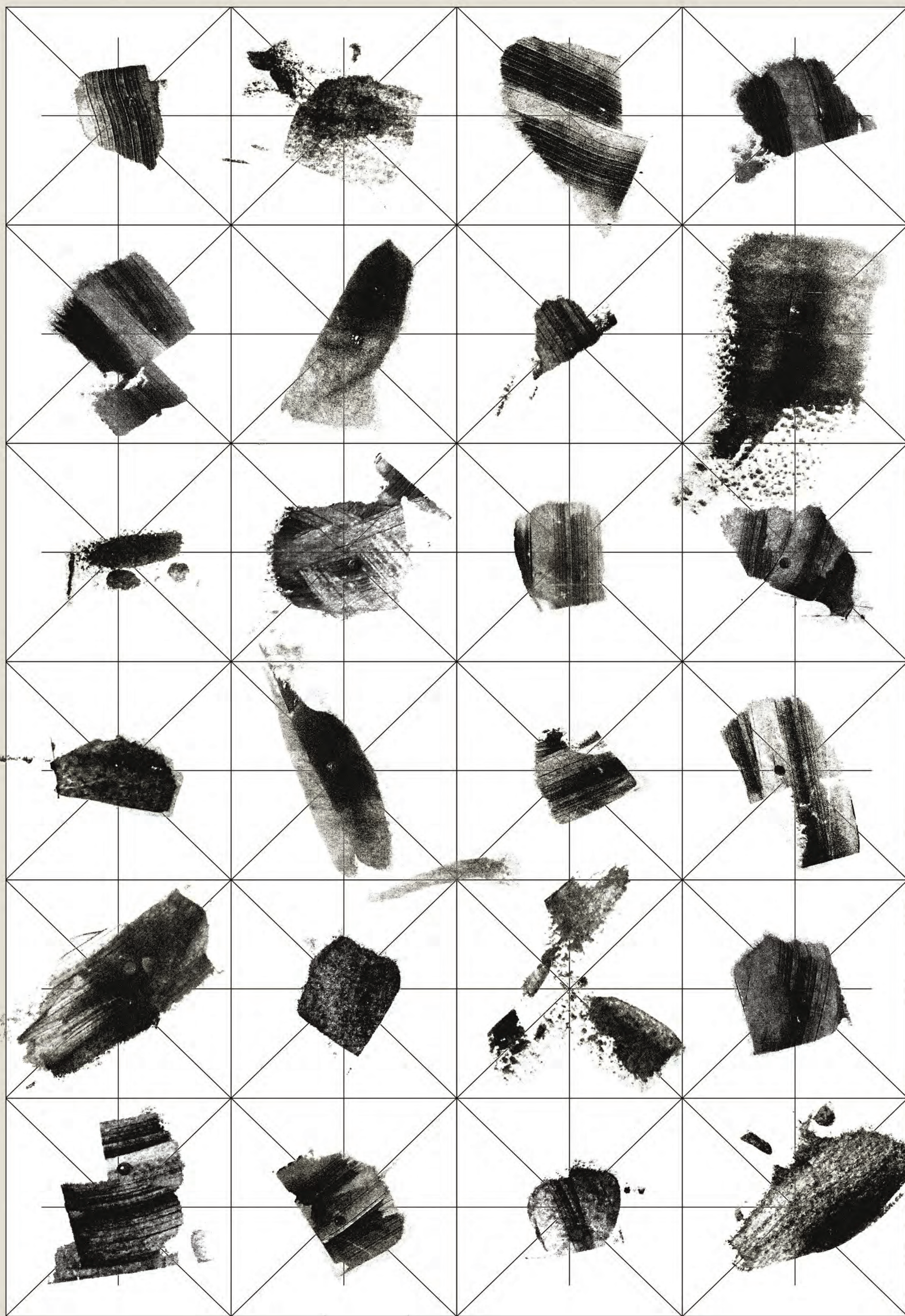
par Ginevra Panzetti et Enrico Ticconi (*AeRea et Ara ! Ara !*) dans lesquelles les symboles du pouvoir national (le drapeau, en l'occurrence) étaient détournés en faveur de nouvelles possibilités transformatrices de la société.

Sous une forme résolument itinérante, Passages Transfestival s'étendait cette année sur différents sites de la ville. Outre les nombreux lieux et partenaires impliqués dans cette édition *Transitalia*, la Mission Roosevelt s'est chargée d'investir l'espace public. Il s'agit, pour Iacopo Fulgi qui en est le concepteur, de renverser le validisme en proposant au public de faire l'expérience de la ville en fauteuil roulant. Tout un itinéraire a été pensé à cet effet, à partir d'un lieu de départ divulgué aux spectateurs la veille de l'événement. Autre moment fort du festival : la représentation de Hamlet, revisité par le Teatro La Plaza et ses acteurs atteints du syndrome de Down qui donnent à entendre autrement le texte de Shakespeare. Une approche de l'inclusion sociale par la médiation des arts que souhaite encourager le ministère de la Culture. Lequel s'est engagé à octroyer au festival, par l'intermédiaire de la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC), une subvention avoisinant les 100 000 euros. ●



Au Passages  
Transfestival sur  
l'Esplanade





COVER THE TRACKS



Appel à projets pour le Fonds « Asile, migration et intégration »

Le Secrétariat général du Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE) et le département de l'intégration du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région (MIFA)

lancent conjointement un appel à projets dans le cadre de la mise en œuvre du Fonds « Asile, Migration et Intégration » (AMIF) qui définit les actions à cofinancer et les conditions de soumission d'une demande de cofinancement.

L'appel à projets s'adresse aux organisations et organismes privés sans but lucratif, des sociétés s'impact sociétal, des établissements publics et des chambres professionnelles dont le siège se trouve au Grand- Duché de Luxembourg qui possèdent des qualifications et l'expérience adéquates dans les domaines relevant de l'AMIF. Les ministères et administrations publiques, étatiques et communales, peuvent y participer au même titre. L'appel à projets vise le financement de projets autour de deux axes d'intervention :

- Régime d'asile européen commun :
- Action A.2 : Identification et la prise en charge par des services psycho-sociaux et de réhabilitation des personnes vulnérables et/ou à besoins spécifiques, dont entre autres les personnes victimes de la traite des êtres humains.
- Migration légale et intégration :
- Action B.1 : Promotion de mesures d'intégration et soutien sur mesure adapté aux besoins du public cible ;
- Action B.2 : Promotion des échanges et du dialogue entre le public cible et la société d'accueil et actions de sensibilisation.

L'appel à projets détaillé ainsi que tous les documents requis afin de pouvoir soumettre une demande de cofinancement sont disponibles sur le site du MAEE sous [www.mae.gouvernement.lu](http://www.mae.gouvernement.lu)

La date limite pour la soumission des demandes de financement de projets est fixée au 8 septembre 2023.

Deux séances d'information relatives à l'appel à projets auront lieu au MAEE le 14 juin 2023 à 10.00 heures et le 11 juillet 2023 à 14.00 heures. Les acteurs intéressés sont priés de confirmer leur participation à [amif@mae.etat.lu](mailto:amif@mae.etat.lu), en indiquant la séance à laquelle ils souhaitent participer.

En cas de questions, n'hésitez pas à contacter le MAEE à l'adresse [amif@mae.etat.lu](mailto:amif@mae.etat.lu)



Avis de marché

Procédure : européenne ouverte  
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :  
Date : 30.06.2023  
Heure : 10.00 heures

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :  
Soumission relative aux travaux de système de rayonnement fixe et mobile à exécuter dans l'intérêt de la construction des Archives nationales à Esch-Belval.

Description succincte du marché :  
– Travaux de système de rayonnement.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :  
Dossier de soumission à télécharger gratuitement sur le Portail des marchés publics ([www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :  
Conditions de participation :  
Les conditions de participation sont précisées dans les documents de soumission.

Réception des offres :  
La remise électronique des offres sur le Portail des marchés publics ([www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)) est obligatoire pour cette soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :  
17.05.2023

La version intégrale de l'avis n° 2301071 peut être consultée sur [www.marches-publics.lu](http://www.marches-publics.lu)

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics  
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte  
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :  
Date : 26.06.2023  
Heure : 10.00 heures

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :  
Travaux d'installations HVAC et sanitaires à exécuter dans l'intérêt des infrastructures d'accueil pour enfants et jeunes à Pétange – Logements – site Batty Weber.

Description succincte du marché :  
Travaux d'installations HVAC et sanitaires à exécuter dans 6 bâtiments comprenant :

- Raccordements au chauffage urbain de la commune ;
- Plancher chauffant (+/- 2 100 m²) et 251 radiateurs ;
- 4 CTA centralisées et 31 CTA décentralisées ;
- Équipements et réseaux sanitaires.

La durée des travaux est de 350 jours ouvrables, à débiter fin 2023.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :  
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics ([www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :  
Conditions de participation :  
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :  
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure

fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :  
25.05.2023

La version intégrale de l'avis n° 2301054 peut être consultée sur [www.marches-publics.lu](http://www.marches-publics.lu)



Avis de marché

Procédure : européenne ouverte  
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :  
Date : 29.06.2023  
Heure : 10.00 heures

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :  
Soumission relative aux travaux de fourniture et pose d'une installation photovoltaïque sur toiture existante à exécuter dans l'intérêt de la Maison du Savoir à Esch-Belval.

Description succincte du marché :  
– Installation photovoltaïque sur toiture existante.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :  
Dossier de soumission à télécharger gratuitement sur le Portail des marchés publics ([www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :  
Conditions de participation :  
Les conditions de participation sont précisées au cahier des charges.

Réception des offres :  
La remise électronique des offres sur le Portail des marchés publics ([www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)) est obligatoire pour cette soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :  
25.05.2023

La version intégrale de l'avis n° 2301101 peut être consultée sur [www.marches-publics.lu](http://www.marches-publics.lu)

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics  
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte  
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :  
Date : 28.06.2023  
Heure : 10.00 heures

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :  
Travaux de mur d'escalade à exécuter dans l'intérêt du Lycée technique pour professions de santé et hall des sports Logopédie à Strassen, phase 2 : Lycée.

Description succincte du marché :

– Mur d'escalade : 120 m².  
La durée des travaux est de 20 jours ouvrables à débiter pour fin 2023.  
Les travaux sont adjudgés à prix unitaires.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :  
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics ([www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :  
Conditions de participation :  
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :  
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :  
25.05.2023

La version intégrale de l'avis n° 2301024 peut être consultée sur [www.marches-publics.lu](http://www.marches-publics.lu)

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics  
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte  
Type de marché : Fournitures

Modalités d'ouverture des offres :  
Date: 06.07.2023  
Heure: 10.00 heures

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :  
Travaux de serrurerie à exécuter dans l'intérêt du réaménagement du Centre Ulysse – nouveau concept « housing first ».

Description succincte du marché :  
– Différents types de profilés en acier pour la structure portante d'une tour d'escalier extérieure : env. 15 500kg ;  
– Habillage extérieur de la tour d'escalier en profilés métalliques galvanisés : env. 350 m² ;  
– Mains courantes en tube rond galvanisé : env. 200 ml ;  
– Marches d'escalier en caillebotis galvanisé : env. 100 pc ;  
– Paliers d'escalier en caillebotis galvanisé : env. 65 m² ;  
– Garde-corps galvanisé au bord de la toiture : env. 60 m ;  
– Construction d'un abri poubelles en profilés galvanisés avec couverture métallique : env. 25 m².

La durée des travaux est de 105 jours ouvrables, à débiter au troisième trimestre 2023.  
Les travaux sont adjudgés à prix unitaires.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :  
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics ([www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :  
Conditions de participation :  
Toutes les conditions de participation

sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :  
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :  
25.05.2023

La version intégrale de l'avis n° 2301069 peut être consultée sur [www.marches-publics.lu](http://www.marches-publics.lu)

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics  
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte  
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :  
Date : 07.07.2023  
Heure : 10.00 heures

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :  
Travaux d'installations photovoltaïques à exécuter dans l'intérêt de la rénovation et extension du Lycée Michel Rodange à Luxembourg.

Description succincte du marché :  
Fourniture, montage et mise en service d'une installation photovoltaïque :  
– Nombre de panneaux : +/- 534 ;  
– Puissance : +/- 178 kWp.  
La durée des travaux est de 69 jours ouvrables, à débiter au dernier trimestre 2023.  
Les travaux sont adjudgés à prix unitaires.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :  
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics ([www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :  
Conditions de participation :  
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :  
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :  
25.05.2023

La version intégrale de l'avis n° 2301099 peut être consultée sur [www.marches-publics.lu](http://www.marches-publics.lu)

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics  
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte  
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :  
Date : 11.07.2023  
Heure : 10.00 heures



# Notizen aus Cannes

Marc Trappendreher

Die 76. Filmfestspiele von Cannes öffneten vergangene Woche mit Maïwenns *Jeanne du Barry*, ein Film der bereits im Vorfeld Aufsehen erregte, handelt es sich hier doch um Johnny Depps Rückkehr auf die große Leinwand, nachdem er den medial breit rezipierten Verleumdungsprozess gegen seine Ex-Frau, die Schauspielerin Amber Heard, für sich gewann. Maïwenn weiß daraus Kapital zu schlagen, ihr Film profitiert ungemein von der Aura und der populären Größe des Schauspielers, den sie als König Ludwig XV in Szene setzt. Maïwenn selbst gibt die titelgebende Heldin, die Frau aus niederen Verhältnissen, die nach dem Tod der Königin zur bevorzugten Mätresse des Königs wird. Sie prostituiert sich, sie liest, bildet sich, will mehr vom Leben. Am Hofe dann gewinnt sie die Gunst des Königs, weil sie bezeichnenderweise die königliche Etikette nicht einhält, nicht einzuhalten weiß. Es ist dabei Maïwenns Verdienst, zumindest in Ansätzen, Verhaltenskodexe des absolutistischen Zeitalters Frankreichs zu erfassen. Dabei geht sie indes nicht dediziert untersuchend und differenziert vor, sondern schöpft daraus, um ihre Frauenfigur zur „Heiligen Hure“ zu stilisieren, hierfür macht sie Anleihen bei den Formeln der Märchenerzählung, etwa dem Aschenputtel, um ein einseitiges Porträt zwischen Standesdünkel und Emanzipation zu zeichnen. *Jeanne du Barry* ist denn auch kein Film um Macht, auch die Fäulnis der Macht, um die Etikette am Hofe und die Zwänge dieser. Versailles wird hier als strenges und rigides Zentrum des Patriarchats zulasten der Frau gesehen; nur beiläufig gelingt es, auch den Mann als Opfer desselben Patriarchats zu sehen. Vieles will Maïwenn erzählen, findet aber keinen fokussierten Zugriff auf diese historische Persönlichkeit und ihr Umfeld.

Um Differenziertheit bemüht sind da viel eher die Filme des Hauptwettbewerbs. So Hirokazu Koreedas *Monsters*, ein Film über zwei Kinder, der zunächst aus jeweils unterschiedlichen Erwachsenenperspektiven in Einzelepisoden berichtet, um dann eine Multiperspektivität zu erreichen. Ein unerhörter Vorfall in einer japanischen Grundschule bildet den Ausgangspunkt für das Geschehen: Als Gerüchte um einen gewalttätigen Lehrer entfacht werden, verlangt eine alleinerziehende besorgte Mutter nach Antworten. Ausgehend von Nachreden wird ein Geflecht von Halbwahrheiten, unberechtigten und unfairen Vorwürfen sichtbar. Abgesehen von Redundanzen und der überspitzten Dramatisierung in seinem letzten Erzählabschnitt, die die Entfaltung des thematischen Kerns mitunter mehr behindert als fördert, wird in immer neuen Ansätzen jeweils eine weitere Schicht freigelegt und dementsprechend einfühlsam wie nachdenklich Licht auf die Wahrheit gesetzt.

Eine an den brechtschen Verfremdungsstil angelegte Inszenierungsweise macht die Wirkungsmacht von *The Zone of Interest* nach dem Roman von Martin Amis aus. Dass das Gutbürgerliche und das Beschauliche des Eigenheimes des hochrangigen Nazioffiziers Rudolf Höß mit dem Horror des Holocaust Hand in Hand geht, ja im nachbarschaftlichen Verhältnis steht, ist der Schwerpunkt der Erzählung, ja ist hier im Wortsinn zu nehmen: Das Lager bildet den Hinterhof des Familiengartens. Nie wirklich sichtbar, im Hintergrund aber präsent. Dass dieses Moment sich so drastisch nach vorn schiebt, ohne je wirklich ins Bild gesetzt zu werden, ist das Resultat einer dramaturgischen Strenge, die auf Subversion zielt, weil die Alltagsgespräche aus Privat- und Berufsebene durch diesen Umstand beständig kontaminiert sind. Regisseur Jonathan Glazer hat mit den Mitteln audiovisueller Verfremdung eine bemerkenswerte Literaturverfilmung geschaffen,

Am Ende bleibt die Erkenntnis, dass die Normalvorstellung von „Gutbürgertum“ und die Unmenschlichkeit manchmal nur durch einen Gartenzaun getrennt sind

Maïwenn und Johnny Depp in *Jeanne du Barry*



die das Unbegreifliche als unbegreiflich stehen lässt. Am Ende bleibt da nur die Erkenntnis, dass die Normalvorstellung von „Gutbürgertum“ und die Unmenschlichkeit manchmal nur durch einen Gartenzaun getrennt sind.

In *Black Flies* von Regisseur Jean-Stéphane Sauvaire stehen die beiden Rettungssanitäter aus New York im Zentrum; eine Erzählung um Schutzengel, die immer wieder diese absonderliche Schwelle zwischen der Welt der Lebenden und dem Totenreich überqueren. Nicht immer ist da klar, ob es sich um Himmel oder Hölle handelt; es ist eine Schwelle, so düster und beklemmend, weil sie fortwährend Begegnungen mit der Unmenschlichkeit im Menschen offenlegen, die bei diesen mitunter widerwilligen und doch nahezu heiligen Helden tiefe Spuren hinterlässt – nietzscheanisch gesprochen, haben sie zu lange in den Abgrund geblickt. Zu den Klängen von Richard Wagners *Lohengrin* fügt Sauvaire atmosphärische Bilder die, sich konzeptuell stumpf wiederholend, zu einem ganz unterkühlten Essay um menschliche Abgründe verdichtet werden, der an Martin Scorseses *Taxi Driver* und mehr noch *Bringing Out the Dead* erinnert.

Dass man vom Altmeister Martin Scorsese noch sehr viel lernen kann, zeigt *Killers of the Flower Moon* – ein Film, der vielleicht mehr noch als *Casino* oder *The Wolf of Wall Street* von der Gier erzählt. Indes tut er dies weniger rauschhaft und exzessiv, sondern wählt einen bedächtigeren Zugang, der auch von der Formung einer neuen amerikanischen Gesellschaft erzählt. Ausgehend von der gleichnamigen Romanvorlage von David Grann, befinden wir uns in den 1920-er-Jahren, als Mitglieder des indianischen Stammes der Osage in Oklahoma ermordet werden, nachdem auf ihrem Land Öl gefunden wurde. Da erhebt sich zu den Klängen von *Guide Me O Thou Great Jehovah* in der Interpretation der Indian Bottom Association Old Regular Baptists eine Feuerwand in die Luft, dahinter sind nur noch schemenhafte Körper zu erkennen – Scorsese hat es nicht verlernt, mit Bildern und Tönen eindringliche Stimmungen zu erzeugen. Die Etablierung einer neuen Ordnung auf amerikanischem Boden muss sich vor der Ausgangsbasis der einstigen gewaltvollen Landnahme durchsetzen – eine Nation ist da erwachsen aus ehemals weißen Siedlern und indianischer Bevölkerung, aber der weiße Überlegenheitsgedanke bleibt verhaftet. Gepaart mit der Gier des Geldes – für die Figuren Scorseses immer schon Religion gewesen – bildet er eine absurde Legitimation aus, der zufolge den Ureinwohnern das Land nochmals genommen werden darf. Der Leitgedanke der unbegrenzten Möglichkeiten gerät hier unweigerlich in Konflikt mit dem Gesetz, das nun mit der Gründung des FBI auch eine staatliche Fahndungsinstitution gefunden hat. Verzweifelt, fast schon mitleiderregend wirken die Figuren dieses Films, die gegenüber den Umbrüchen der Gesellschaft wie verloren erscheinen. Die Komik, die Scorsese erzeugt, setzt das Unbehagen gegenüber dem Gezeigten erst recht frei.

Für die wohl größte Starpräsenz am roten Teppich sorgte aber Harrison Ford, der mit *Indiana Jones and the Dial of Destiny* noch einmal in die Rolle des ikonischen Archäologen und Schatzsuchers schlüpft. Freilich dürfte es wenig überraschen, dass der nun fünfte und vermutlich letzte Eintrag

in der Reihe von nostalgischer Revision und wehmütigem Abgesang geprägt ist, vielleicht nicht nur auf seinen gealterten Helden, sondern auch auf die Formensprache eines vergangenen Hollywoodkinos, das sich im postkinematografischen Zeitalter aufgelöst hat. Mit dem Ende des Zweiten Weltkrieges und dem Niedergang des Dritten Reiches nimmt der Film seinen Lauf: Diesmal gilt es die

Antikythera, ein mythisches Artefakt, das der Mathematiker und Physiker Archimedes höchstpersönlich angefertigt haben soll, aufzufinden, denn das Schicksal der Welt steht auf dem Spiel. Noch einmal wird eine Sehnsucht nach der Unschuld des Abenteurers besungen, für die Regisseur James Mangold ganz auf seinen gealterten Hauptdarsteller setzt – da wird an eine Zeit des populären

Blockbusterkinos erinnert, das noch vom Fluss des Erzählten lebte, von einer kinetischen Rasanz, die sich hier nun mit viel selbstbewusster Ironie aber auch Einfühlsamkeit am Körperbild Fords abarbeitet. Es ist diese an Steven Spielberg angelehnte Erzählkunst, die die Lust am Spektakel ausmacht und für die Spezialeffekte nie narrativ tragend waren, nie dem Selbstzweck dienten. ●

## The Alchemist Selected works by Arthur Unger 28.04.2023 – 15.10.2023



Archaeology History Art  
**National  
musée**  
um Fëschmaart



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
PRÉFÈRE LE QUALITÉ



www.nationalmusee.lu



# Rural Glamour

Stéphanie Majerus

Dass sich das angestaubte Image des Campens verflüchtigt hat, der Verkauf von Wohnmobilen boomt, das Internet unter dem Hashtag #Van-Life mit Fotos von Bullis überschwemmt wird und die Campingplätze mit neuen bequemen Holzhütten werben – das ist nicht an Touris-

musminister Lex Delles (DP) vorbeigegangen. Denn nun will er mitmischen und das Land mit *Glamping Cabins* übersähen. Es handelt sich um komfortable, kleine Unterkünfte, die im ruralen Raum entstehen sollen. Um originelle Vorschläge zu sondieren, wurde mit der Architektenkammer ein Wettbewerb ausgeschrieben. Vergangene Woche wurde der Sieger unter 26 Teilnehmern auserkoren, – es handelt sich um den *Tiermchen*-Entwurf von Saharchitects. Die *Tiermchen* ähneln spartanischen aber schicken Studios aus Holz, in denen je nach Größe zwei bis vier Personen übernachten können.

Das Camping-Fieber brach vor allem Anfang der 1960-er-Jahre los. Damals schrieb das *Luxemburger Wort* mittlerweile werde „jedes Eckchen Wiese Camping genannt“. Der *Wort*-Autor staunt über sich türmende Luftmatratzen, Schlafsäcke, Kocher und flüssiggasbetriebene Miniaturkühlschränke, die die Reisenden in ihrem Personenkraftwagen mit ins Zeltlager brachten. Er erinnert sich an Vorkriegszeiten, damals sei man zu Fuß oder mit dem Rad unterwegs gewesen und habe mit einer Zeltplane und etwas Schnur ein Zelt aufgebaut. Nun sei Camping „Allgemeingut“ und „die neueste Mode, um Ferien zu machen“.

Mitte der 1960er-Jahre entstand ein Hype um das „Camping de la Route du Vin“ aus Grevenmacher. Es sei „bereits in der ganzen Welt bekannt“, neben den üblichen Besuchern aus Frankreich, den Niederlanden und England, hätten hier auch Japaner, Indonesier und Australier übernachtet. Mit seinen Warmduschen spielte es schnell in der obersten Liga mit. Vor ein paar Jahren hat der Gemeinderat ein nicht zu kleines Freiluftschwimmbad neben den Campingplatz geklatscht, damit es sein Standing weiterhin verteidigen kann. Der

Grevenmacher Campingplatz ist einer von 78 in Luxemburg, sie sind in den Ardennen und im Müllertal zu finden. Jede vierte für Luxemburg gebuchte Übernachtung führt ins Ösling und 70 Prozent der Buchungen sind im Norden an Campingplätze adressiert.

Der Camping-Tourismus folgt einem anderen Rhythmus als der Kulturtourismus im Süden des Landes. Während die Besucher für Kulturangebote nur zwei bis vier Tage bleiben, werden im Norden die Zelte häufig für Wochen aufgeschlagen. Beide Tourismusarten verbuchen in Luxemburg jeweils etwas mehr als ein Drittel der Ankünfte. Während im Norden vor allem Niederländer unterwegs sind, geben in der Hauptstadt Belgier und Deutsche ihr Geld aus. Die *Tiermchen* sind allerdings nicht an eine Region gebunden – jede ländliche Gemeinde, die an dieser Übernachtungskuriosität Interesse hat, kann sich beim Tourismusministerium melden, das die Bauwerke mit bis zu 50 Prozent subventioniert. Der Tourismusminister gab bei der Projektvorstellung zudem bekannt, er erhoffe sich nicht unbedingt Touristen aus dem Ausland anzuziehen, sondern, dass Einheimische für den Wochenend-Ausflug buchen. Interessierte Gemeinden haben bereits beim Ministerium angeklopft; welche Standorte anvisiert werden, ist aber noch nicht bekannt. Nur ein Datum steht fest: Die *Glamping Cabins* sollen im Sommer 2024 stehen. ●



Das Camping-Fieber brach Anfang der 1960-er-Jahre los

## Stil

### DAS SPIEL



#### Mosar oder net,

In dem Online-Quiz Mosar oder net kann man erraten, ob Laurent Mosar mit bestimmten Tweets die Welt beglücken wollte oder nicht. „Die Chinesen haben längstens verstanden dass die Zukunft nicht nur in der Elektromobilität liegt

aber wir hinken wie immer hinterher ...“, – stammt dieser Aphorismus von dem CSV-Politiker? Ja, tut er, wie es am Ende einer Spielrunde aufgelöst wird. Und dieser: „Lithium-Mangel! Doch keine Elektroautos? Dann bleibe ich halt zu Hause“? Nein, der wurde von Dieter Nuhr gepostet. Am 15. Mai ging das Quiz online, eine Woche später verbuchte es bereits über 2 000 Abrufe. Es lohnt sich mehrmals bei Mosar oder net vorbeizuschauen, denn jeden Tag laden die Entwickler/innen eine neue Fragerunde hoch. Durch ein begrenztes Tracking sehen die Programmierer, dass Journalist/innen, Parteimitglieder und Abgeordnete „fläisseg matspillen“, wie sie auf Nachfrage erläutern. Wer miträt, und ob viele Teilnehmer

fünf Aperols ( also die Höchstsumme) erreichen, tracken sie nicht. Wer die Erfinder sind, bleibt ebenfalls anonym, man kann sie lediglich über die Mailadresse lorry@dillendapp.eu kontaktieren. Von einem Interessenkonflikt der sie zur Anonymität bewege, sprachen sie nicht, sondern man wolle das Spiel für sich sprechen lassen. RTL legte nun ebenfalls mit einem Polit-Quiz nach. Auf der RTL-Internetseite kann man die jeweiligen Wahl-Slogans den Parteien zuordnen. Dabei sind das CSV- und DP-Motto zum Verwechseln ähnlich. Außerdem sind sie aufdringlich. Wie ein Twitter-User kommentierte: „D'LSAP well zesummen sinn, d'DP no bei dir an d'CSV souguer nach méi no. Als introvertierten Mënsch as dëst Waljoer net einfach.“ sm

### DER ORT

#### La bordure

La bordure, so heißt im Radsport eine Gruppe von Fahrer/innen, die aufgrund einer plötzlichen Beschleunigung sich vorne von den anderen Radfahrer/innen abspaltet. So heißt aber auch ein Café in Weyler (B), direkt an der Grenze zu Luxemburg. Es soll



Gleichgesinnte zusammenbringen, um dort gemeinsam Radrennen und Dokus über den Radsport zu schauen, und es soll als Treffpunkt dienen für Afterwork- oder Wochenend-Rides. Geplant sind zudem Diskussionsabende, um die Interessen aller Radfahrer voranzubringen. Am Eröffnungstag am 3. Juni werden sich Personen aus der Zivilgesellschaft über „Infrastrukturen, Mobilität, Gesundheit, Vereinsleben, Road Rage und Glücksempfinden“ austauschen. Mitinitiator von La bordure ist Paul Foguene, der in der luxemburgischen Radszene bekannt ist, weil er zumeist auf seinem Zweirad zur Arbeit am CHL erscheint. Überhaupt ist das Café durch die Nähe zu Luxemburg beeinflusst: Am 22. Juni feiert es Nationalfeiertag mit einer Radexkursion und einem belgisch-luxemburgischen Essen.

Man verspricht: „ça va être ganz flott!“ Auf der Getränkekarte findet man unter anderem den Double Espresso, Cappuccino, Bier aus Rulles, das lokale Kultgetränk Maitrank, Kombucha und Lëtz-Limos. Durch das neue Café erhofft sich das VF-Bike-Center, an das das Café angegliedert ist, wohl auch eine stärkere Kundenbindung. sm

### DER LADEN

#### De Weeltzer Konzept

Ist ein Treffpunkt, der gestern in Wiltz eröffnet wurde. Dort werden unter anderem Produkte des Biohaff Baltes, der Käserie Schmalen, der Molkerei Thiry und der Ourdaller Genossenschaft verkauft. Aber auch Kinderbücher,



Secondhand-Kleidung und aufpolierte Möbel sind hier zu finden. Weil der Weeltzer Konzept Buttik nicht nur eine Verkaufsstelle sein, sondern auch den Austausch fördern soll, werden dort Workshops angeboten. Die Eröffnung des Konzept-Stores bringt der Gemeinde Wiltz ein paar wohlwollende Presseartikel vor den Wahlen ein. Die kann die Gemeinde gebrauchen, denn in letzter Zeit machte der Bürgermeister Frank Arendt (LSAP) wegen Ermittlungen auf sich aufmerksam. sm

